

L'Enseignement primaire sous la Révolution

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 11 Juin 1908, à 1 heure

PAR

VICTOR BOISDÉ

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. CHÉNON.

*Suffragants : { MM. ESMEIN
 LARNAUDE } professeurs*

PARIS

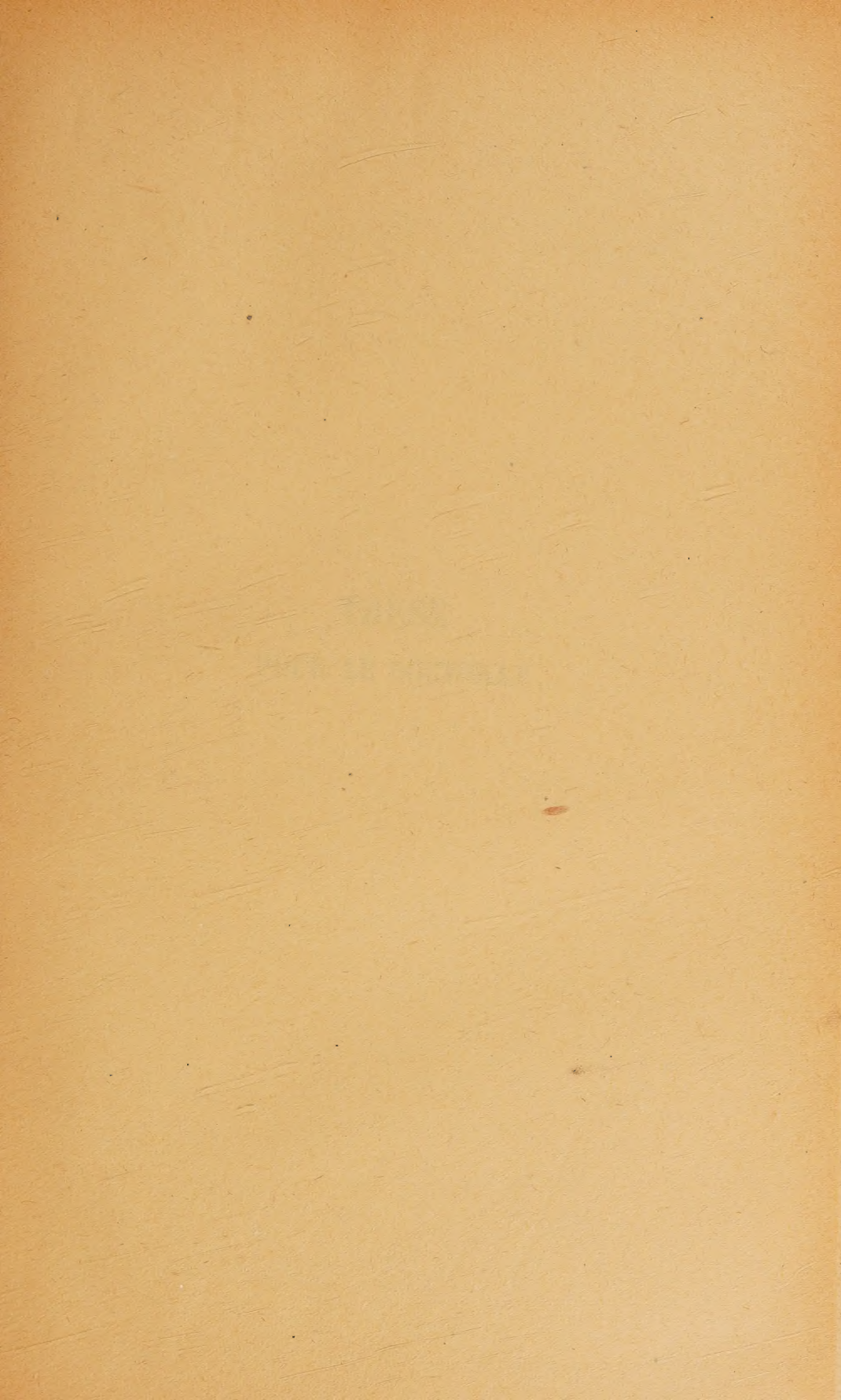
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908





THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'Enseignement primaire sous la Révolution

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Jeudi 11 Juin 1908, à 1 heure

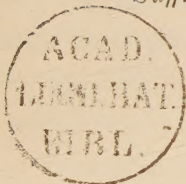
PAR

VICTOR BOISDÉ

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. CHÉNON.

Suffragants : { MM. ESMEIN
LARNAUDE } *professeurs*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555827_0003

AVANT-PROPOS

Nous nous proposons, dans cette étude, d'examiner l'œuvre de la Révolution française dans le domaine de l'instruction primaire.

L'ancien régime n'avait, pour ainsi dire, rien fait pour l'instruction primaire. Seules, l'Eglise, quelques Congrégations, la charité privée et un certain nombre de communes s'en étaient occupées. Instruire le peuple, était considéré comme une œuvre pieuse et une œuvre charitable.

La Révolution française innova. Elle eut d'autres principes, énoncés déjà et discutés par les grands penseurs du xviii^e siècle. Les révolutionnaires témoignèrent à l'enseignement du peuple le plus grand intérêt. De nombreux projets sur l'instruction primaire virent alors le jour. Nous ne les citerons pas tous ; ce serait long et fastidieux. Car beaucoup de ces projets n'ont qu'une petite valeur et n'ont pas été discutés dans les Assemblées. Nous examinerons les plus importants. Nous chercherons à en dégager les principes, à montrer l'évolution des idées en matière d'enseignement et les rapports avec l'évolution politique ; nous exposerons comment les hommes de la Révolution ont compris la liberté de l'enseignement, les programmes et l'organi-

sation matérielle de l'instruction primaire, l'instruction des femmes, le rôle des instituteurs et des institutrices.

Nous examinerons les lois votées par les Assemblées : Constituanté, Législative, Convention, Conseils sous le Directoire, et leur application.

Enfin, dans un dernier chapitre, nous montrerons comment la réaction napoléonienne, sous le Consulat déjà, a détruit toute l'œuvre matérielle de la Révolution en matière d'enseignement primaire, et nous terminerons en montrant que si l'effort de la Révolution dans le domaine de l'instruction primaire, n'a pas eu de résultats féconds immédiats, il n'a cependant pas été vain et stérile ; car les idées et les projets de Talleyrand, de Condorcet et des Conventionnels ont tracé la voie et servi d'exemples aux pédagogues et aux hommes d'Etat du xix^e siècle qui, par une méthodique et continuelle évolution, a réalisé les grands principes de la Révolution sur l'instruction primaire.

INTRODUCTION

L'INSTRUCTION PRIMAIRE SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — LE MOUVEMENT DE RÉFORME AU XVIII^e SIÈCLE ET LES CAHIERS DES ÉTATS-GÉNÉRAUX DE 1789.

Avant la Révolution française l'instruction publique n'existait pas comme service de l'Etat. L'enseignement primaire surtout était délaissé. Il s'adressait, en effet, aux classes pauvres de la société vivant dans un dénuement assez grand, menant une existence toute matérielle, méprisées par la noblesse et même par une grande partie de la bourgeoisie et vouées à un travail de production incessant. L'Etat ne se souciait guère de relever la situation morale des paysans, des petits artisans et des ouvriers. Il avait abandonné ce soin à l'initiative privée et à celle de l'Eglise (1).

L'Eglise, de bonne heure, s'était préoccupée de l'enseignement populaire. Les Conciles d'Orléans (511) et de Vaison (529) avaient, au VI^e siècle déjà de notre ère, prescrit à chaque curé d'entretenir une école dans son

(1) Voir *Dictionnaire de Pédagogie*, 1^{re} partie, les art. France, petites écoles, écoles de charité, écoles paroissiales, etc. — Bourilly, *Les Cahiers de l'Instruction publique*. — Laigneau, *Les petites Ecoles et leurs maîtres avant la Révolution*. — Guizot.

presbytère pour y enseigner aux enfants « la loi de Dieu », l'écriture, la lecture et le calcul. Pendant la Réforme les protestants fondèrent, partout où ils en avaient le pouvoir, un enseignement populaire souvent obligatoire afin de combattre le catholicisme par la profusion de leurs doctrines. Le concile de Trente, qui réorganisa l'Eglise catholique, répondit aux tentatives des protestants en exigeant, en 1547, que chaque curé eut auprès de son église au moins un maître ou instituteur choisi par l'évêque, d'accord avec le Chapitre, pour enseigner gratuitement aux élèves et aux enfants pauvres la lecture, l'écriture, le chant et le comput.

Dans beaucoup de paroisses les curés et les fabriques avaient ainsi fondé des écoles de paroisses ou paroissiales ou presbytérales, appelées aussi « petites écoles ». Ailleurs, les Ordres religieux entretenaient des écoles. Les règles et les Constitutions des Bénédictins, du Tiers-Ordre, des Augustins et d'autres Congrégations imposaient aux moines le devoir de nourrir les enfants pauvres et délaissés et d'instruire en général tous les enfants. Les Ordres entretenaient un grand nombre d'écoles de charité pour les pauvres, attachées presque toujours à des maisons hospitalières et à des hôpitaux. Dans beaucoup de régions aussi, dans les villes du Midi surtout et du Sud-Ouest, puis en Alsace et en Lorraine, les municipalités entretenaient des écoles pour le peuple au moyen-âge déjà. En 1476, les maires, les échevins, les procureurs royaux, les bourgeois sous l'autorité du

roi « vray conservateur du bien des pauvres », se chargèrent d'administrer les biens des hôpitaux, confinant les moines et les prêtres dans leur mission spirituelle. Les « écoles de charité » passèrent alors presque toutes aux mains des communautés d'habitants, bien que l'instruction continuât à être donnée principalement par des religieux. De nouvelles écoles furent fondées en grand nombre par des évêques, des curés, des pasteurs protestants, par des seigneurs et des princes et par des personnes charitables. Des associations aussi se formèrent pour l'entretien d'écoles de charité, destinées au bas peuple. Dans les cités ouvrières, à Paris surtout, à Lille, à Reims, à Lyon, dans les Cévennes, les Vosges et les Alpes, en Champagne, en Lorraine, ces écoles étaient nombreuses.

L'idée de l'instruction primaire faisait de grands progrès au xvi^e siècle surtout, grâce à la Renaissance et à la Réforme. Nous avons déjà mentionné les œuvres protestantes et le décret du concile de Trente. Ce n'étaient plus seulement les Eglises et les clergés qui se souciaient de l'enseignement, c'étaient aussi les hommes d'Etat, les politiques. En 1560, aux Etats-Généraux d'Orléans, le tiers-état demanda que dans chaque paroisse une instruction chrétienne fut donnée aux enfants. Aux seconds Etats de Blois, en 1588, le clergé émit le vœu que dans tous les bourgs et même dans les villages les évêques instituassent un maître précepteur d'école pour instruire la jeunesse, soit le curé, vicaire

ou chapelain de la cure ou autre capable qui aurait été examiné sur sa foi et doctrine par le diocésain et serait stipendié aux dépens des paroissiens, tenus de faire instruire leurs enfants par ledit précepteur ou maître d'école et les y envoyer pour être instruits à la religion, lire, écrire, dire leurs heures et apprendre leur catéchisme (1). C'était demander l'enseignement primaire obligatoire, mais cet enseignement n'aurait pas été un service public, organisé par l'Etat ; il devait rester un service d'Eglise, attaché à l'Eglise, dirigé et surveillé par le Clergé.

Tous ces efforts, si louables qu'ils fussent, étaient frappés de stérilité. Ni les « écoles de charité », par leur origine et dans leur principe, ni les écoles paroissiales ne pouvaient donner une impulsion forte et féconde à l'instruction populaire. Le nom d'écoles de charité même est significatif. C'était par pitié, par charité qu'elles avaient été fondées. Il s'y attachait une idée d'indigence et une idée d'aumône. L'instruction n'était pas considérée comme un droit que pouvaient revendiquer même les plus pauvres, mais comme un privilège, dont quelques bribes, par pitié, étaient distribuées aux malheureux, non pas pour ouvrir et exercer leur intelligence, mais pour les rendre plus pieux et pour mieux leur faire comprendre la religion. L'instruction était une œuvre charitable et pieuse, elle

(1) Bourilly, *les Cahiers de l'Instruction publique*, p. 53 à 56.

n'était pas aiguillée fortement et nettement vers le progrès humain ; elle n'avait pas pour but d'affranchir les individus des préjugés de l'ignorance ; elle devait simplement fortifier leur foi. Ce principe même empêchait tout essor, toute vie réelle et active.

Ensuite l'organisation de cet enseignement primaire était très rudimentaire, d'abord au point de vue matériel. Les ressources budgétaires d'une petite école étaient insuffisantes pour la faire prospérer. Elles comprenaient principalement une partie du casuel, notamment une partie de la dime ecclésiastique, l'écolage payé par les parents des élèves là où une rétribution scolaire était exigée, et les subventions généralement maigres accordées par les communautés d'habitants ou des personnes privées. C'était avec ce maigre budget qu'il fallait payer l'instituteur, entretenir le bâtiment de l'école et subvenir à tous les menus frais de chauffage, etc. (1).

Les instituteurs étaient généralement mal rétribués. D'abord ils n'avaient pas, pour la plupart, un traitement fixe et unique. Ils recevaient une partie du casuel, une partie de l'écolage que payaient les parents des élèves (2) en espèces ou en nature, enfin une rétribution fixe versée par la communauté d'habitants et qui variait

(1) Voir Bourilly et Laigneau, *op. cit.* ; *Dict. de pédag. art. France.*

(2) L'écolage était en moyenne de 10 à 25 sols par an et par tête. Quelquefois il était de moins de 10 sols.

généralement entre dix et cent vingt livres par an. C'était évidemment insuffisant pour vivre et surtout pour entretenir une famille. Aussi les maîtres d'écoles étaient-ils obligés de trouver d'autres ressources dans un travail supplémentaire. Ils cumulaient les fonctions les plus diverses et les plus incompatibles. Ils étaient sacristains, sonneurs de cloche, chantres, fossoyeurs au service de la paroisse et de son église ; mais même les traitements qu'ils recevaient pour ces fonctions ne leur suffisaient pas pour vivre et ils étaient contraints le plus souvent d'exercer un métier manuel ou d'avoir un petit commerce. Ils se faisaient tailleurs, blanchisseurs, cordonniers, maçons, débitants de boissons même, installant parfois leur cabaret dans l'école. A Cally dans le Calvados, l'un des deux maîtres, à la fin du xviii^e siècle était filassier, l'autre cordonnier. Le maître de la commune d'Angles dans les Hautes-Alpes, s'était offert pour faire l'office de « chirurgien des barbes », puisqu'il n'y en avait pas dans la commune (1).

L'enseignement naturellement souffrait de cet état de choses. Le maître, absorbé par ses multiples fonctions était considérablement gêné dans l'exercice de la principale, celle d'instruire les enfants. Il ne pouvait pas s'y adonner avec la vigueur d'esprit, avec le dévouement nécessaires. L'instruction des élèves devait

(1) Voir *Dict. de pédagogie* 1^{re} partie, art. France — Laigneau, *les petites écoles et leurs maîtres avant la Révolution*, p. 21.

se ressentir de la distraction et de la fatigue du maître.

L'insuffisance des ressources matérielles se manifestait encore dans le mauvais état des bâtiments scolaires. Même dans les provinces les plus riches et où l'instruction populaire était le plus développée, l'école était souvent installée dans une pauvre cabane ; ailleurs elle n'avait même pas de local déterminé ; elle se tenait tantôt chez l'un des habitants, tantôt chez l'autre, ou dans une grange, dans un hangar, une écurie ou une cave. Le matériel scolaire, tableau noir, tables, etc, très souvent n'existait pas.

Dans des conditions pareilles le métier d'instituteur n'était guère recherché. Le recrutement des maîtres et des maîtresses d'école n'était pas assuré par l'Etat ; il se faisait au hasard, sans règle nettement déterminée. Le premier venu pouvait être instituteur faute d'autre gagne pain, s'il possédait les premiers rudiments d'une instruction élémentaire. En général il était obligé de passer un examen très sommaire devant une Commission instituée par l'évêque ; si ses réponses étaient jugées satisfaisantes, l'évêque lui donnait l'*approbation* ou permission générale d'enseigner.

Alors il recherchait les places vacantes, se rendait à un village où il y en avait une, le jour où le curé ou la communauté devaient en choisir le titulaire. S'il était agréé après examen de ses capacités et de ses certificats, il signait le traité qui fixait ses engagements et sa rétribution. En Provence il y avait même de véri-

tables foires aux instituteurs où les maîtres allaient se louer. Dans les communes peu riches, c'était souvent un habitant quelque peu lettré qui se chargeait de « faire l'école » ou encore le curé ou le vicaire de la paroisse. Ces hommes, naturellement, étaient trop distraits par leurs autres occupations pour bien s'occuper de leurs élèves.

Le recrutement des maîtres d'école était donc des plus défectueux. Le mal était encore empiré par ce fait que dans son village l'instituteur avait une situation peu stable. L'assemblée des habitants de la communauté ou de la paroisse avait le droit de le changer. En Lorraine, les baux devaient être renouvelés tous les ans; les rivaux ne lui manquaient pas; pour lui enlever son maigre salaire ils se livraient parfois à des intrigues peu honorables. « Le maître d'école, dit un témoin, paie vin et eau-de-vie, et se réconcilie par là avec la communauté et recommence tous les ans sur nouveaux frais (1) ».

La situation morale du maître souffrait de cette situation matérielle misérable et précaire. Il ne jouissait pas de la considération générale et du respect auxquels il avait droit de par ses fonctions et sans lesquels il ne pouvait remplir utilement son rôle d'éducateur, de guide de la jeunesse.

Les maîtres restent toujours, disent les doléances des

(1) Voir *Dict. de pédag.* 1^{re} partie, art. France.

instituteurs de Bourgogne, à part dans la commune. Ils sont regardés comme étrangers et non comme citoyens et n'ont point entrée aux assemblées des communes, comme gens errants et sans aveu, ils n'ont aucune voix délibérative. Le maître est le serviteur du curé qui, en parlant de lui, dit « mon maître d'école (1) ». Enfin l'évêque, sur une simple plainte du curé, pouvait retirer à un maître, avec l'*approbation*, la permission d'enseigner, d'un jour à l'autre, sans aucun recours. On devine le peu d'entrain qu'un instituteur mal payé, n'ayant aucune sécurité, souvent encore méprisé par les gens, devait apporter à l'exercice de ses fonctions. Presque tous étaient eux-mêmes assez ignorants et ne savaient que fort mal ce qu'ils devaient enseigner, ils se bornaient à exercer la mémoire, à faire apprendre le catéchisme et à inculquer aux enfants les premiers rudiments de l'écriture et du calcul.

La renaissance catholique du xvii^e siècle cependant devait donner un nouvel élan à l'instruction populaire. Ce n'était pas du gouvernement du roi qu'en venait l'impulsion mais de simples particuliers. Louis XIV, il est vrai, devait rendre deux ordonnances en 1695 et en 1698, qui semblaient décréter l'enseignement obligatoire. L'ordonnance de 1695 plaçait les maîtres sous la tutelle étroite du clergé. Elle veut qu'il soit procédé en matière d'enseignement « ainsi qu'il sera ordonné par

(1) Cité par le *Dict. de pédagog.* 1^{re} partie, art. France.

les archevêques et évêques ». Les curés devaient veiller particulièrement à l'enseignement du catéchisme. L'ordonnance de 1698 prescrivait, par son art. 10 entre autres, d'envoyer les enfants et particulièrement ceux des protestants, à l'école jusqu'à l'âge de 14 ans. Bien que le gouvernement de Louis XV corroborât ces deux ordonnances par une troisième du 14 mai 1724 en plaçant leur observation sous le contrôle de la justice, des procureurs et des seigneurs hauts-justiciers, ces premières lois d'Etat prescrivant l'enseignement obligatoire pour tous les enfants restèrent lettre morte (1). C'est qu'elles n'avaient pas pour but réel d'instruire tous les enfants de la nation ; c'étaient uniquement des armes de combat dirigées contre les protestants. Elles faisaient partie de l'ensemble de mesures prises contre les protestants après la révocation de l'Edit de Nantes et devaient contribuer à convertir les enfants des réformés au catholicisme et à fortifier la foi catholique dans le royaume. Aussi étaient-elles appliquées là seulement où il y avait des protestants. Ailleurs on ne s'en soucia guère. Néanmoins il est important de constater que l'ancienne royauté après s'être désintéressée pendant des siècles de l'enseignement primaire, ait fini par en conserver l'obligation, dans l'intérêt public, afin de fortifier l'unité nationale qui pour elle se confondait avec l'unité religieuse. Elle avait même cru

(1) Voir Bourilly, *op. cit.* p. 63 et suiv.

nécessaire d'organiser cet enseignement. L'ordonnance de 1698 en effet prescrivait le paiement de l'écolage et la rétribution régulière des maîtres. Le traitement d'un maître était fixé à 150 livres, celui d'une maîtresse d'école à 100 livres par an.

Ce n'étaient pas ces mesures de la royauté qui devaient donner un nouvel essor à l'instruction populaire. L'impulsion vint d'en bas. Elle était d'origine religieuse mais elle était donnée par de modestes curés. Un des premiers Charles Démia, vice-promoteur de l'archevêché de Lyon, parle du devoir de créer de petites écoles pour l'instruction des enfants du pauvre peuple dans lesquelles avec la crainte de Dieu et des bonnes mœurs on leur apprendrait à lire, écrire et chiffrer, par des maîtres capables de leur enseigner les choses qui les mettraient heureusement en état de travailler en la plupart des arts et professions, n'y en ayant aucune où ces premières connaissances ne servent d'un grand secours ou d'acheminement pour s'avancer dans les emplois les plus considérables (1) Démia lança ainsi le grand principe fécond que l'enseignement populaire ne devait pas avoir un but uniquement religieux, mais aussi un but utilitaire, qu'il devait contribuer au progrès général et même être à sa base.

A la même époque, Mademoiselle Martel fonda, pour

(1) Gabriel Compayré, *Charles Démia et les origines de l'enseignement primaire* p. 23 et suiv.

le centre de la France, la congrégation des « demoiselles de l'instruction du Puy ». L'abbé Fleury et Mgr Huet, évêque d'Avranches organisèrent celle des « Dames de la Providence ». Ces institutions marquèrent un progrès considérable en ce sens qu'elles créaient un personnel enseignant capable. Tandis qu'auparavant tous les maîtres et les maîtresses d'école étaient recrutés au hasard et n'avaient pas été formés préalablement à leur grande et difficile mission, ces congrégations nouvelles organisèrent en quelque sorte des écoles normales, c'est-à-dire un enseignement destiné à élever, à instruire, à préparer de jeunes religieuses à leur mission de maîtresses d'école, d'institutrices. Ainsi fut proclamé le principe de la nécessité d'avoir un corps enseignant formé préalablement par une instruction spéciale. Mais l'institut le plus remarquable né dans la deuxième moitié du xvii^e siècle était celui des Frères des Écoles chrétiennes, fondé par l'abbé de La Salle, un simple chanoine de la cathédrale de Reims, afin de donner une éducation chrétienne aux enfants du peuple. Il conçut l'idée d'un enseignement élémentaire et gratuit. L'enseignement donné par les Frères excluait formellement le latin ; il devait ne comprendre que la lecture du français, l'écriture, l'orthographe, l'arithmétique, et l'instruction religieuse. Les élèves ne payaient aucune rétribution scolaire et vivaient dans leurs familles ; il était interdit aux frères de recevoir des pensionnaires.

Les Écoles chrétiennes eurent un grand succès. Des lettres patentes de 1725 leur accordaient « le droit et la faculté de pouvoir jouir et posséder tous les fonds et héritages dont on pourra leur faire legs et donations ou qu'ils pourront acquérir de leur chef ». En 1789 leur ordre possédait 126 maisons en France, deux à Rome, une à Ferrare, à Orvieto, à Estavayes, en Suisse, et à la Martinique, avec 800 frères. Il dirigeait 550 classes fréquentées par 36 000 élèves.

Les *Frères des Écoles chrétiennes*, les « dames de la Providence » et les « demoiselles de l'instruction du Puy » rendirent à la fin de l'ancien régime de très réels services. La supériorité de leur enseignement sur celui des « petites écoles » ordinaires prouva surabondamment la nécessité d'avoir un corps enseignant exercé, jouissant de certaines conditions de stabilité, n'étant pas tourmenté par les soucis matériels et pouvant se consacrer entièrement à sa mission. En outre leurs institutions mettaient en pratique deux autres principes excellents, d'abord la gratuité, ensuite le principe d'une instruction primaire, c'est-à-dire comprenant les premiers éléments nécessaires à l'instruction, la base de toute instruction, la connaissance et l'emploi correct de la langue maternelle et le calcul. Elles rendirent des services incontestables et contribuèrent certainement à répandre la conception de l'enseignement primaire, l'idée de son utilité et même de sa nécessité et le principe de sa gratuité. Chez les frères des écoles chré-

tiennes l'idée de l'enseignement donné par charité aux malheureux est complété par le principe de l'utilité de l'enseignement primaire.

Cependant tous ces efforts étaient éparés ; il aurait fallu les coordonner. Ensuite ils étaient insuffisants. Leur action ne se faisait sentir que dans un nombre restreint de communes. Ils étaient mal soutenus par le haut clergé et ne l'étaient pas du tout matériellement par la royauté.

Aussi l'enseignement primaire, à la veille de la Révolution, était dans un assez triste état. Dans le Berry, le Nivernais, le Bourbonnais, le Limousin, la Marche, l'Auvergne, la Guyenne, le Languedoc, la Provence et le Dauphiné, en moyenne pas même un quart des mariés ne savaient signer leur nom ; dans beaucoup de contrées du centre il n'y avait pas un seul instituteur par vingt villages. En Alsace cependant, en Lorraine, en Flandre, dans la Champagne, l'Artois, la Normandie, la Franche-Comté, dans les Cévennes et les Hautes-Alpes les trois quarts au moins des paroisses avaient une école. A Paris également l'instruction primaire était assez répandue. En somme, si l'enseignement primaire, au moins en ce qui concerne les garçons n'était pas aussi délaissé en France, avant 1789, qu'on a souvent prétendu, il n'était pas dans un état brillant. L'éducation des filles du peuple était encore plus négligée. En effet les évêques étaient opposés à la coéducation des garçons et des filles ; or les communes pour

la plupart n'arrivaient pas à entretenir une école distincte pour les filles. En outre le préjugé populaire et la routine entravaient beaucoup l'enseignement des filles, dont une faible proportion seulement savaient signer leur nom. Une maîtresse d'école dans la Haute-Marne se défendait d'enseigner à écrire à ses élèves « de peur qu'elles n'employassent leur savoir à écrire à leurs amants ».

L'État ne s'intéressait pas à l'instruction, il n'avait pas créé un budget public de l'instruction, il ne se souciait pas de former un corps enseignant; de surveiller, d'inspecter et de diriger les écoles. Il abandonnait ces dernières au clergé qui s'en servait pour fortifier l'Église.

Cependant, le dernier siècle de l'ancien régime contenait déjà en germe des principes nouveaux que la Révolution n'avait plus qu'à développer, l'intervention de l'État, l'obligation scolaire, un enseignement primaire, gratuit autant que possible, pour les garçons comme pour les filles, enfin la formation d'un corps enseignant spécialement éduqué pour sa haute mission. D'autres principes nouveaux devaient être formulés pendant le xviii^e siècle, dont allaient s'inspirer les hommes de la Révolution.

Contre l'enseignement rudimentaire donné dans les « petites écoles », un mouvement d'opinion s'était manifesté au xviii^e siècle, en faveur d'une instruction populaire généralisée. Les grands philosophes, Montesquieu, Rousseau, ne s'étaient pas prononcés nettement pour

l'organisation d'écoles où seraient instruites les masses populaires; mais toute leur œuvre était éducative. Ils demandaient la tolérance, le règne de la raison et de la loi; ils voulaient un gouvernement éclairé; ils combattaient pour le progrès et s'attaquaient à tous les abus, à tous les despotismes; surtout ils étaient hostiles à l'Eglise et au Clergé. De toute leur œuvre, les contemporains pouvaient conclure qu'il était nécessaire de répandre partout « les lumières », d'instruire le peuple, de le mettre en garde contre les préjugés et les erreurs, de propager les enseignements de la raison, et d'arracher l'instruction des enfants aux membres du Clergé. Dans la deuxième moitié du xviii^e siècle, presque tous les penseurs et hommes d'Etat se préoccupaient vivement et directement du grave problème de l'enseignement du peuple. L'historien Rollin, Holbach, Helvétius, d'Alembert, le marquis de Mirabeau, père du grand orateur, Diderot surtout et Condorcet, des économistes comme Dupont de Nemours, des magistrats comme le Président Rolland, La Chalotais, Guyton de Morveau, des hommes d'Etat comme Turgot et Necker, y songèrent (1). Même, pour examiner les problèmes de la pédagogie et attirer l'attention des lettrés, un journal spécial, le *Journal d'éducation*, était publié à Paris, à partir de 1768.

Quels étaient les principes qui se dégageaient des

(1) Voir dans le *Dictionnaire de Pédagogie*, I^e partie, les articles correspondants.

opinions manifestées par les « philosophes » sur l'instruction du peuple ? Aux époques précédentes, l'instruction avait été considérée comme un appoint de la religion : elle était destinée à fortifier l'idée religieuse, à moraliser les gens du peuple par la propagation de la foi. Les enfants apprenaient à lire et à écrire pour mieux connaître les préceptes de la religion. Or, les philosophes, qui combattaient l'Eglise dans tous les domaines de l'esprit, réagirent énergiquement contre cette conception ecclésiastique de l'enseignement populaire. Alors que les siècles précédents avaient été attachés surtout à l'esprit religieux, ils préconisèrent et cherchèrent à lui opposer la science et la raison. Ils avaient un culte passionné pour la « science » et lui attribuaient toutes les vertus. Selon eux, l'homme devenait meilleur non pas par la foi religieuse, mais par la science, qui l'éclairait sur ses vrais intérêts. Elle seule pouvait l'affranchir de tous les préjugés et de tous les vices ; elle lui apprenait à se guider dans le droit chemin, elle formait sa conscience ; elle en faisait un homme libre, un homme civilisé, supérieur. Il fallait donc, dans l'intérêt de chaque être humain et de l'humanité entière, répandre la science par l'instruction.

Les philosophes croyaient à l'efficacité de l'éducation. « Instruire une nation, écrit Diderot, c'est la civiliser... L'ignorance est le partage de l'esclave et du sauvage. L'instruction donne à l'homme de la dignité et l'esclave ne tarde pas à sentir qu'il n'est pas né pour

la servitude... L'instruction adoucit les caractères, éclaire sur les devoirs, subtilise les vices, les étouffe ou les voile, inspire l'amour de l'ordre, de la justice et des vertus et accélère la naissance du bon goût dans toutes les choses de la vie » (1).

Hostiles à l'Eglise et à l'esprit religieux, les philosophes ne voulaient pas que l'enseignement fût abandonné au Clergé ; mais ils étendaient à l'enseignement leur conception du gouvernement éclairé, de l'Etat travaillant au progrès et au bonheur rationnel de ses sujets. C'étaient des utilitaires. Selon eux, l'Etat ou la société, en négligeant d'instruire, de développer intellectuellement et moralement une notable partie de ses membres, s'affaiblissait lui-même ; il avait, au contraire, intérêt à développer les forces en germe dans ses citoyens, à moraliser le peuple. Il augmentait ainsi sa puissance, sa richesse et sa gloire. C'était donc pour lui un devoir primordial d'organiser lui-même l'enseignement et d'instituer des établissements publics d'éducation (2). « J'ose, Monsieur, écrivit le Marquis de Mirabeau au margrave de Bade, assurer votre Altesse Sérénissime que l'instruction générale et universelle de son peuple est le premier et le principal devoir d'un bon prince... C'est une impiété à nous que

(1) Diderot, *Plan d'une Université*, Œuvres, III, p. 429 et suiv.

(2) Guyton de Morveau, *Mémoire sur l'Education*, p. 41. Rolland, *Plan d'éducation*, p. 24 — d'Alembert, p. 228.

d'abandonner à l'ignorance forcée aucun de nos frères (1). »

Condorcet était encore plus catégorique « L'instruction publique est un devoir de la société à l'égard des citoyens », écrit-il dans son *Premier Mémoire sur l'Instruction Publique*, formulant ainsi nettement le grand principe admis aujourd'hui dans la plupart des pays civilisés, que l'enseignement était un service public et que tous les citoyens y avaient droit (2).

Turgot, dans son *Mémoire sur les Municipalités*, avec son sens politique ordinaire, formule une proposition pratique immédiatement réalisable, sans trop de frais, et qui consistait à créer une sorte de Ministère de l'Instruction Publique, chargé de surveiller et de diriger les écoles alors existantes, appartenant pour la plupart au Clergé. « La première, écrit-il, et la plus importante de toutes les institutions que je croirais nécessaires, celle qui me semble la plus propre à immortaliser le règne de Votre Majesté, celle qui doit influencer le plus sur la totalité du royaume, serait la formation d'un Conseil de l'instruction nationale, sous la direction duquel seraient les Académies, les Universités, les Collèges, les Petites Ecoles ». Certes, Turgot pensait qu'il fallait créer des écoles publiques, appartenant à l'Etat; mais pour cela beaucoup d'argent était néces-

(1) Cité par Ripert, *Le Marquis de Mirabeau*, p. 382.

(2) Condorcet, *Œuvres* VII, p. 269.

saire, et les finances royales étaient en fort mauvais état. Alors comme première étape vers la création d'un enseignement de l'Etat, il aurait voulu qu'au moins les écoles existantes fussent soustraites à la direction exclusive et au contrôle du clergé et placées sous la direction et la surveillance organisée de l'Etat.

Quelle devait être, selon les philosophes, la portée de l'enseignement public qu'ils réclamaient ? Presque tous voulaient que le peuple y eût part. « C'est l'Etat, c'est la majeure partie de la nation qu'il faut principalement avoir en vue dans l'éducation ; car 20 millions d'hommes doivent être plus considérés qu'un million » (1).

Ainsi pensait La Chalotais et avec lui tous les hommes de progrès. L'Etat devait se préoccuper d'instruire non seulement une élite, mais la masse du peuple. Cependant l'instruction ne pouvait pas être égale pour tous les enfants, car tous n'étaient pas également capables de comprendre la science, n'étaient pas également doués. Ensuite, beaucoup de penseurs craignaient qu'en répandant une instruction approfondie, on fit des déclassés, qu'on enlevât aux fils des paysans le goût du travail de la terre. « Le bien de la société, pensait La Chalotais, demande que les connaissances du peuple ne s'étendent pas plus loin que ses occupations... Parmi les gens du peuple, il n'est

(1) La Chalotais, de l'*Education Nationale*, p. 31.

presque nécessaire de savoir lire et écrire qu'à ceux qui vivent par ces arts ou à ceux que ces arts aident à vivre » (1).

La Chatelais semble avoir peur que le bas peuple fut trop instruit. D'autres étaient plus hardis, plus clairvoyants et plus justes, et reconnaissaient à tous les citoyens le droit à l'instruction. Diderot surtout et Condorcet le réclamaient pour tout le peuple... « Le devoir de la société, écrit ce dernier, consiste à procurer à chaque homme l'instruction nécessaire pour exercer les fonctions communes d'homme, de père de famille et de citoyen. » (2).

Il fallait, selon Condorcet, former une nation d'hommes éclairés, et pour cela donner à tous les enfants du peuple le moyen de s'instruire, d'acquérir non seulement les notions les plus rudimentaires du savoir humain mais des connaissances plus élevées. « L'instruction publique, dit-il, ne doit pas seulement permettre aux enfants de révéler, jeunes, leurs aptitudes originales, de choisir en temps opportun leur carrière, et de prouver ainsi à la société tout le bien-être, tout le profit dont leur nature était capable; elle doit mettre les futurs citoyens à même de contribuer en connaissance de cause, à la formation des lois et au développement des libertés nationales (3) ». L'homme,

(1) La Chalotais, de l'*Education Nationale*, p. 21.

(2) Condorcet, *Œuvres* VIII, p. 173.

(3) Condorcet, *Œuvres* XI, p. 93.

pour jouir de ses droits, de sa liberté inaliénable, avait besoin de certaines connaissances. Sans nation instruite une république ou un régime de liberté quelconque ne peuvent pas vivre ni se développer. C'est là la doctrine qui a triomphé définitivement en 1882, qui veut que l'instruction primaire soit le corollaire indispensable du suffrage universel direct et secret.

Mais si l'instruction devait être à la portée des plus pauvres citoyens, Condorcet ne demandait pas qu'elle fût rendue obligatoire par une loi. Il croyait l'obligation inutile, car il était convaincu qu'il suffisait de mettre l'instruction à la portée de tous, pour que tous voulussent en profiter sans qu'il fût nécessaire de les y contraindre.

Le marquis de Mirabeau et Diderot au contraire se prononçaient pour l'obligation scolaire. Les parents, selon ce dernier, devaient être forcés par la loi d'envoyer leurs enfants à l'école, car personne ne devait rester ignorant (1).

Ainsi se trouvait posé le grand principe de l'obligation scolaire, de l'instruction obligatoire. Il est curieux de constater que d'une façon générale les hommes du xviii^e siècle étaient contre la gratuité complète au moins de l'enseignement élémentaire, qui semble cependant être le corollaire de l'obligation. Diderot lui-même n'abolissait pas la rétribution scolaire, et se

(1) Tourneux, *Diderot et Catherine II*, p. 365.

bornait à en demander la dispense pour les enfants les plus pauvres.

Donc l'instruction publique devait être organisée de façon que tous les enfants pussent y prendre part. Mais si Diderot, Condorcet et la plupart des philosophes ne partageaient pas les craintes de La Chalotais et aussi de Guyton de Morveau, de voir le nombre des « déclassés » s'augmenter de façon inquiétante, ils concevaient parfaitement que l'instruction populaire ne pouvait comprendre que les notions générales et élémentaires, mais suffisantes quand même pour mettre tous les citoyens en état de contribuer au gouvernement dans une certaine mesure et de travailler au progrès social. Ils concluaient qu'il fallait organiser plusieurs degrés d'instruction, correspondant aux degrés de capacité des enfants, mais que l'instruction du degré élémentaire devait être suffisante pour faire de ceux qui en avaient profité, des citoyens utiles dans l'Etat et dans la société, aptes à remplir leurs fonctions.

L'instruction devait être donnée également aux jeunes filles, afin qu'elles fussent de bonnes épouses et de bonnes mères, dévouées à leurs familles et à la chose publique. Beaucoup pensaient, contrairement à l'Eglise, que l'éducation des deux sexes devait être faite en commun, dans les mêmes classes. Tous les enfants autant que possible, sans distinction d'origine, fréquenteraient les mêmes écoles. L'éducation commune exercerait alors sur eux les plus heureux effets, les

dépouillerait des préjugés de leur naissance et rapprocherait les différentes classes sociales. L'instruction était ainsi considérée comme un moyen d'arriver à l'abolition des privilèges et à l'égalité entre les classes sociales.

Le Président Rolland demandait des écoles de campagnes, avec un enseignement laïque. Philippon de la Madeleine était partisan d'un enseignement élémentaire, mais pratique, professionnel, et de cours d'adultes (1).

La plupart étaient d'accord pour demander que les instituteurs fussent payés par l'Etat, qu'il y eut donc un budget et un service de l'instruction publique. En un mot le XVIII^e siècle avait vu éclore un mouvement formidable contre les écoles du clergé et en faveur de l'enseignement populaire. Les hommes du XVIII^e siècle, avec plus ou moins de netteté, avaient formulé les principes nouveaux de pédagogie et d'enseignement partiellement mis en vigueur déjà par les Frères des écoles chrétiennes. De leurs écrits se dégageaient les idées fondamentales que la Révolution et le XIX^e siècle allaient appliquer ; l'enseignement considéré comme un service public et mis à la portée de tous les citoyens, sa division en plusieurs degrés, sa vulgarisation, sa laïcité, l'instruction basée sur la raison et la science, la formation d'un corps enseignant spécial. Enfin quelques

(1) Philippon de la Madeleine, *Vues pratiques sur l'instruction du peuple*.

uns des plus hardis parmis les penseurs du xviii^e siècle revendiquaient déjà l'obligation et la gratuité au moins de l'instruction première, comme on commençait à l'appeler alors, c'est-à-dire de l'enseignement primaire.

L'opinion publique, reflétée fidèlement par les Etats Généraux, en 1789, s'était ralliée aux vues exprimées par les penseurs du xviii^e siècle. Le clergé, la noblesse et le tiers étaient quasi-unanimes pour demander des réformes.

Le Clergé faisait un tableau navrant de l'ignorance du peuple, grande surtout dans les campagnes et se lamentait en même temps sur le relâchement des mœurs. Le seul remède efficace lui paraissait être l'organisation sérieuse de l'instruction publique généralisée. « Rien n'est plus intéressant, dit un des cahiers pour l'ordre public et les bonnes mœurs que l'instruction des enfants » (1). Ailleurs le clergé demande « la fondation de petites écoles pour les enfants du peuple, qui, sans occupation, parce qu'ils sont trop jeunes, sans frein parce qu'ils sont trop livrés à eux-mêmes, s'habituent au désœuvrement et au vice ». Il faut donc établir des maîtres et des maîtresses d'école « dans les vues de répandre la lumière de tous côtés et d'avancer le progrès de la religion et des mœurs », il faut créer ou

(1) Bourilly, les *Cahiers de l'instruction publique*, p. 71 et suiv., p. 169 et s. Cet ouvrage contient une grande quantité de documents relatifs à l'instruction et tirés des cahiers de 1789.

multiplier les écoles « en raison proportionnelle de la population des paroisses », De la profusion de l'instruction dépendent en effet « le développement des talents, la tranquillité des familles, les mœurs publiques et la gloire nationale » (1).

En un mot le clergé voulait, en 1789, répandre l'instruction primaire, mais surtout dans l'intérêt de la religion et des mœurs.

La noblesse était non moins clairvoyante. Même elle était inspirée directement par les grands penseurs du xviii^e siècle, en réclamant un enseignement utilitaire, qui contribuât au progrès général. « L'éducation nationale, est-il exposé dans un de ses cahiers, est l'objet le plus important peut-être qui puisse être offert à la considération des Etats Généraux. La classe à qui il est le plus essentiel de recevoir une bonne éducation, c'est la classe nombreuse du peuple ». Le problème de l'enseignement primaire est donc posé. Vers quel but la noblesse veut-elle que tende cette instruction du peuple? « Il faut qu'elle tende à l'instruire de ses devoirs et de ses droits, et en les lui rendant également chers, à l'attacher aux lois et à la patrie par le sentiment et la conviction du bonheur qu'elles lui assurent ».

L'enseignement donné alors dans les écoles semble insuffisant aux nobles. « Le nouvel ordre de choses qui va s'établir, appelant un plus grand nombre de citoyens

(1) Bourilly, *op. cit.*, p. 72, p. 169 et suiv.

aux détails et à l'ensemble de l'administration, demandera des hommes plus instruits et des lumières d'un genre différent de celles que l'on acquiert aujourd'hui dans les écoles publiques (1) ». C'était la doctrine déjà exposée par Diderot et par Condorcet et qui a été adoptée définitivement plus tard, que l'instruction était indispensable à un régime constitutionnel et démocratique.

L'enseignement doit-être utilitaire. La noblesse de Riom et celle de Caen veulent que l'éducation publique « soit établie sur des bases propres à former des citoyens utiles ». Elle devra être réformée ou plutôt créée « de manière à former des citoyens utiles dans toutes les professions » (2). Il s'agit donc d'une œuvre non pas religieuse, mais de progrès matériel et intellectuel.

En face du clergé, la majorité de la noblesse, dans cette question de l'instruction primaire, représente avec le Tiers, les principes nouveaux de l'enseignement utilitaire, aiguillé vers le progrès matériel de l'humanité et vers le développement intellectuel de chaque individu. Aussi certains nobles, ceux de Riom entre autres, réclament-ils un enseignement scientifique et professionnel.

Le Tiers Etat naturellement, se prononçait en très

(1) Bourilly, *op. cit.*, p. 177 et suiv.

(2) Bourilly, *op. cit.* p. 163, 164, p. 169.

grande majorité pour l'organisation de l'instruction publique et pour l'enseignement primaire — La presque totalité de la nation, en 1789, réclamait donc l'organisation de l'enseignement primaire en service public. C'était l'Etat qui devait créer des écoles, établir des instituteurs et des institutrices, faire un « plan d'éducation nationale », c'est-à-dire un programme général d'enseignement, car « l'éducation des enfants de la campagne intéresse essentiellement l'Etat » (1).

L'idée de l'obligation cependant n'était pas généralement admise, ou au moins elle n'était pas clairement exprimée. L'opinion générale était que tous les parents enverraient leurs enfants à l'école, sans qu'il fût nécessaire de les y contraindre par la loi. Certains cahiers pourtant, entre autres ceux de Sarreguemines et de Fontenay les Bayeux, demandaient nettement que l'enseignement primaire fut rendu obligatoire par la loi, mais qu'il ne fut pas gratuit pour tous (2).

La gratuité complète non plus n'était guère réclamée, en dehors de Paris, qui voulait qu'il y eût un maître et une maîtresse par paroisse de plus de cent feux sans que les élèves payassent une contribution scolaire (3). Le vœu général était que l'école fût gratuite pour le pauvre seulement.

Il fallait donc créer et alimenter des budgets pour

(1) Bourilly, *op. cit.* p. 74.

(2) Bourilly, *op. cit.* p. 166.

(3) Bourilly, *op. cit.* p. 178.

les écoles. Le clergé et la noblesse demandaient qu'une partie des bénéfices multiples et excessifs des abbayes, des évêchés et de certains ordres religieux fussent versés dans une caisse destinée à l'entretien des écoles (1). C'était l'idée d'un budget spécial de l'instruction publique, ayant ses ressources propres, bien déterminées. Une grande partie du Tiers était également d'avis que les écoles devraient être entretenues dans une certaine mesure au moins « aux frais des gros décimateurs » (2).

Enfin l'Etat devrait se charger aussi de la formation des maîtres. Selon le clergé et le Tiers, il lui fallait créer des « pépinières » (3) pour former des maîtres « dignes, par leur science et par leurs mœurs, de la confiance publique (4) ». — C'était l'origine des écoles normales. — La noblesse, en général, pensait de même ; selon elle, « l'éducation publique bien dirigée fait la force et le bonheur d'une nation » (5). Il faut assurer aux maîtres une « aisance honnête », « afin qu'ils soient moins distraits des soins qu'ils doivent à l'éducation de la jeunesse ». Il faut leur procurer un bien-être capable de les faire respecter, « la considération et l'encouragement dus à de si belles fonctions, et leur fixer un

(1) Bourilly, *op. cit.* p. 186.

(2) Bourilly, *op. cit.* p. 193.

(3) Bourilly, *op. cit.* p. 196.

(4) Bourilly, *op. cit.* p. 180.

(5) Bourilly, *op. cit.* p. 182.

traitement honnête et une retraite convenable » (1). Même il était question de leur accorder des distinctions et des récompenses honorifiques, quand ils auraient rendu des services particulièrement grands et obtenu des résultats très brillants.

Le clergé veut que les instituteurs restent, comme par le passé, sous la juridiction des évêques, et que les écoles soient inspectées par les curés (2). L'école doit ainsi rester sous la dépendance de l'Eglise; elle doit être comme une succursale de l'Eglise. Cette demande du clergé était naturelle, puisque selon lui, l'école devait tendre surtout à fortifier la foi et que l'instruction devait s'inspirer de la religion. Mais la majorité du Tiers et une partie de la noblesse étaient manifestement opposées à cette main-mise de l'Eglise sur l'enseignement public. La plupart des cahiers du Tiers étaient imprégnés d'un esprit purement rationaliste, assez hostile au clergé. On réclamait la limitation de sa puissance économique et politique, et on n'était pas disposé, dans la bourgeoisie et dans une notable partie de la noblesse, à lui laisser la direction de la jeunesse. Au contraire, la majorité voulait rompre avec le passé et créer une instruction nouvelle placée sous la direction de l'Etat, de la nation. C'était la nation, par ses mandataires, qui ferait le « plan d'éducation nationale »

(1) Bourilly, *op. cit.* p. 181 et s.

(2) Bourilly, *op. cit.* p. 71 et s.

et qui en dirigerait et en surveillerait l'exécution. Il y avait certainement dans les cahiers l'idée d'un ministère de l'Instruction publique et d'une inspection des écoles, organisée par l'Etat.

Enfin les cahiers demandaient également que l'instruction fut étendue aux jeunes filles. Naturellement la majorité pensait qu'elle le fût dans les mêmes conditions qu'aux garçons. Quelques uns soutenaient déjà l'obligation, d'autres la gratuité.

Alors que l'ancien régime avait négligé presque complètement l'instruction des filles, la nation, en 1789, sous l'influence des idées du XVIII^e siècle l'avait inscrite parmi ses revendications. Cependant, sur ce point, la majorité n'avait pas adopté les idées hardies de Condorcet. Le clergé et la noblesse se prononçaient nettement contre la co-éducation des deux sexes et contre les écoles mixtes. Les gens du Tiers, qui connaissaient mieux les maigres ressources des communes, pensaient qu'il serait matériellement bien difficile dans les campagnes d'entretenir à la fois dans un même village une école de garçons et une école de filles, mais eux aussi, pour la plupart, demandaient que les deux sexes fussent séparés, autant que possible (1).

En un mot, les cahiers s'inspiraient à la fois des expériences du passé et des doctrines des penseurs du XVIII^e siècle. Sous l'ancien régime, l'école avait été

(1) Bourilly, *op. cit.* p. 179 et s.

abandonnée au clergé, aux communes ou aux particuliers ; en 1789, la grande majorité réclamait qu'elle devint un service public.

L'enseignement avait été peu répandu ; on voulait qu'il fût généralisé, et certains même parlaient de le rendre obligatoire. Il avait été abandonné aux religieux, placé sous leur surveillance ; on réclamait la création d'un corps d'instituteurs laïques. L'Etat s'était désintéressé de tout le problème de l'enseignement primaire ; on demandait qu'il en prît la direction, qu'il créât un budget de l'instruction publique, qu'il payât convenablement les maîtres et les maîtresses d'écoles et même qu'il leur assurât une pension de retraite, afin qu'ils ne fussent plus dans la situation misérable d'autrefois, obligés de gagner leur vie en dehors des classes par un travail manuel. On réclamait pour eux des garanties en même temps qu'on voulait les placer sous le contrôle de l'Etat. L'enseignement enfin avait été surtout religieux ; on le voulait rationnel et scientifique, voire même laïque. Comment la Constituante allait-elle appliquer ces principes nouveaux et organiser l'enseignement primaire public réclamé par l'opinion générale ?

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LE PROBLÈME DE L'INSTRUCTION PRIMAIRE
A LA CONSTITUANTE. LE PROJET TALLEYRAND

Les membres de l'Assemblée nationale avaient, pour la plupart, conscience que l'organisation de l'instruction publique était une des tâches principales de l'œuvre de régénération qu'ils avaient entreprise. Mais leurs premiers grands actes furent destructifs et atteignirent les écoles alors existantes. L'ancien régime fut aboli, les privilèges, les droits féodaux supprimés. Les dîmes, entre autres, disparurent, abolies par les fameux décrets du 4 août 1789 (1). Or, elles constituaient une des principales ressources des écoles. En supprimant les dîmes, les octrois, les droits féodaux, et plus tard les ordres religieux, la Constituante ruinait le budget de l'instruction de l'ancien régime et dispersait une partie du personnel enseignant. En effet, les petites écoles surtout tiraient des dîmes une de leurs principales ressources.

Beaucoup d'établissements participaient également aux bénéfices des octrois; enfin un grand nombre de seigneurs qui avaient accordé aux écoles des subven-

(1) Duvergier, *Collection complète des lois, etc.*, t. I, p. 40.

tions ou des libéralités, après avoir été privés de leurs droits féodaux, renoncèrent à ces libéralités (1).

Cependant les Constituants, dès le début, ne se bornèrent pas à détruire le passé. Conscients des énormes difficultés et des longueurs d'une réorganisation aussi profonde que celle qu'ils avaient commencée, ils surent ménager fort habilement les transitions et préparer, sans trop de heurts, le passage de l'ancien régime au nouveau. Ils s'efforcèrent d'éviter les bouleversements violents et les ruines, avant d'être en état de remplacer utilement les institutions qu'ils voulaient abolir. Ce fut cette méthode sage et prudente qu'ils devaient généralement suivre dans les questions d'instruction jusqu'au bout de leur mandat. Ils se rendaient parfaitement compte qu'ils ne pouvaient pas, par un coup de baguette magique, faire surgir du sol une organisation nouvelle de l'instruction, conforme à leurs principes. Le problème de l'enseignement, au contraire, était à leurs yeux un problème complexe et délicat, qui exigeait des travaux préparatoires et approfondis et des débats sérieux et mûrement réfléchis. Il fallait du temps pour le résoudre.

Dans l'intervalle, l'instruction devait-elle être complètement négligée ? La Constituante pensait que non. Mais alors il fallait empêcher la disparition des écoles existantes. Dans ce but, l'Assemblée leur maintint

(1) Voir entre autres, Guizot, *Hist. de l'Inst. publ. en France*.

provisoirement les ressources qu'elles tiraient des dîmes (1). L'article 5 du décret du 4 août en effet indiquait nettement que si les dîmes étaient abolies, il fallait « aviser aux moyens de subvenir d'une autre manière à la dépense du culte divin, à l'entretien des ministres, des autels, au soulagement des pauvres, aux réparations et reconstructions des églises et presbytères, et à tous les établissements, séminaires, écoles, collèges, hôpitaux, communautés et autres, à l'entretien desquels elles sont actuellement affectées, et cependant, jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu et que les anciens possesseurs soient entrés en jouissance de leur remplacement, l'Assemblée nationale ordonne que les dites dîmes continueront d'être perçues « suivant les lois et en la manière accoutumée » (2).

La Constituante proclamait ainsi le principe d'un budget officiel du culte, d'un budget officiel de l'instruction et d'un budget officiel de l'assistance; mais avant que ces budgets fussent créés, elle autorisait la perception des dîmes nécessaires au fonctionnement du culte, des écoles et de l'assistance. En ce qui concernait les écoles,

(1) L'œuvre de la Constituante en matière d'instruction publique est résumée dans un rapport officiel de l'archiviste Camus : *Notice des principaux décrets rendus par l'Assemblée nationale Constituante sur les matières les plus importantes*, n° 14. *Décrets sur l'éducation et l'instruction publique, les sciences et les beaux arts* (Publié dans J. Guillaume, *Recueil des procès verbaux* du comité de l'instruction publique de l'Assemblée législative, introduction, p. iv).

(2) Duvergier, *Collection complète des lois*, etc., t. I. p. 40.

elle ne devait plus se départir de cette sage ligne de conduite, jusqu'au moment du conflit avec la papauté.

Elle ordonna la confiscation de tous les biens ecclésiastiques et par la loi du 24 novembre 1789 les mit à la disposition de la nation (1). Mais les revenus de ces biens affectés à des œuvres d'enseignement devaient conserver provisoirement cette destination. L'Assemblée ne voulait détruire les écoles existantes que lorsqu'elle était en mesure de les remplacer. Le 20 avril 1790, elle approuve un décret concernant l'administration des biens déclarés « à la disposition de la nation, l'abolition des dîmes, etc., pour l'année 1790, et la manière de pourvoir aux frais du culte, à l'entretien, aux pensions des ecclésiastiques et au soulagement des pauvres ». L'article 8 excepte de la confiscation entre autres « les collèges et maisons d'institution, étude et retraite, administrés par des ecclésiastiques ou par des corps séculiers, ainsi que les maisons de religieuses occupées à l'éducation publique et au soulagement des malades, lesquels continueront à percevoir les dîmes. » Enfin ce décret confirmait la promesse antérieurement faite qu'une indemnité et un traitement seraient accordés par l'Etat aux gens qui se vouaient à l'instruction publique (2).

Le décret du 3 juillet 1790 accordait en effet aux écoles et autres établissements d'utilité générale des

(1) Duvergier, *recueil cité*, t. I, p. 64-65.

(2) Duvergier, *recueil cité*, I, p. 64-65.

indemnités pour les droits féodaux rachetés (1). Enfin, un décret du 28 octobre 1790 confirmait la surséance de la vente des biens affectés à des œuvres d'enseignement et d'assistance. Il est vrai que le 3 décembre suivant l'Assemblée limitait cette surséance aux maisons dans lesquelles l'hospitalité, les études, les retraites, étaient publiquement et notoirement pratiquées à l'époque du 2 novembre 1789, et ordonnait la vente sans délai de tous les autres établissements (2).

Les écoles primaires léguées par l'ancien régime à la Révolution purent ainsi subsister. La Constituante devait même plus formellement consentir à leur existence. Dans la séance du 14 octobre 1790, Talleyrand propose « qu'afin que les cours d'instruction ne soient pas arrêtés un seul instant, le roi soit supplié que les rentrées dans les différentes écoles publiques se feroient comme à l'ordinaire » (3).

Le Comité des finances de l'Assemblée examina les nombreuses demandes de pensions et de subventions faites par des instituteurs et sur ses propositions, la Constituante en agréa la généralité.

Cependant, de rudes coups avaient été portés en 1790 déjà aux anciennes écoles par les mesures prises contre les Congrégations et par la constitution civile du Clergé. Nous avons déjà vu que les biens des Congrégations

(1) Duvergier, *recueil cité*, I, p. 269 et suivantes.

(2) Duvergier, *recueil cité*, II, p. 68.

(3) *Moniteur universel*, n° du 15 nov. 1790.

avaient été nationalisés sans indemnité. Le 13 février 1790, les vœux monastiques et les ordres religieux furent abolis en France; on permit seulement aux religieuses et aux moines qui ne voulaient pas se laïciser, de rester dans les couvents jusqu'à leur mort. Peu à peu les Congrégations disparurent presque complètement. Cependant une exception fut admise en faveur des moines et des religieuses enseignants qui purent continuer à exercer provisoirement leur mission d'éducateurs. Mais la constitution civile du Clergé allait les soumettre à une dure épreuve.

La Constituante certes ne voulait pas renier la religion catholique, à laquelle la grande majorité de ses membres étaient ouvertement et profondément attachés. Mais elle voulait organiser une Eglise gallicane et détruire en France le pouvoir du pape, qu'elle considérait comme un souverain étranger et non pas comme le chef spirituel suprême et incontesté de tous les catholiques. A cet effet, elle introduisit le régime constitutionnel dans l'Eglise de France. Les évêques et les curés devaient être élus par les électeurs. Ils ne recevraient plus l'institution canonique du pape, mais d'un évêque français déjà en fonctions; ils n'auraient qu'à notifier ensuite au Saint-Siège leur entrée en fonctions.

La constitution civile, adoptée le 12 juillet 1790, suscita une vive opposition dans le haut clergé surtout.

La Constituante aggrava encore le conflit en ordon-

nant que tous les ecclésiastiques fonctionnaires publics devaient prêter le serment civique de fidélité à la constitution et à la nation. Mais le 10 mars et le 13 avril 1791, le pape, par deux brefs successifs, condamna la constitution civile du clergé et le serment civique et ordonna aux ecclésiastiques de ne pas s'y soumettre. Un schisme s'en suivit dans l'église de France ; il y eut deux clergés, le clergé constitutionnel ou *jureur*, et le clergé *insermenté*, qui avait pour lui la masse des paysans surtout dans l'Ouest. La lutte s'engagea entre la Révolution d'un côté et les prêtres *insermentés* et leurs alliés de l'autre, pour durer jusqu'en 1795, au moment où fut appliquée la séparation des Eglises et de l'Etat.

Les moines et les religieuses qui étaient restés fidèles à leurs ordres, prirent le parti des *insermentés* et du Souverain-Pontife. Aussi la Constituante prescrivit-elle par les décrets du 27 décembre 1790 et du 22 mars 1791 que tous les individus en fonctions dans les établissements d'instruction publique devraient prêter le serment civique (1).

Enfin un décret du 15 avril 1791 déclare déchues de leurs fonctions « toutes personnes chargées d'une fonction publique dans le département de l'instruction qui n'ont pas prêté le serment prescrit par les décrets du 27 décembre et 22 mars dernier », et « qu'il doit être

(1) Duvergier, *Rec. cité*, t. II, p. 268.

provisoirement pourvu, s'il est nécessaire, à leur remplacement par le directoire du département » (1).

La Constituante voulait aussi non seulement frapper les prêtres insermentés et leurs partisans ; elle voulait surtout arracher la jeunesse aux adversaires déclarés de la constitution et empêcher ces derniers de gagner les enfants à leurs idées. C'était en somme une atteinte à la liberté de l'enseignement, car on excluait des fonctions enseignantes toute une catégorie de citoyens qui se refusaient à faire violence à leur conscience de catholiques en prêtant le serment civique, condamné par le pape, chef suprême de l'Eglise.

Ainsi tout en maintenant provisoirement les écoles existantes, l'Assemblée, par la suppression des dimes et octrois, par l'abolition des ordres religieux, et surtout par constitution civile du clergé et le serment civique, les avait sérieusement ébranlées.

Aussi était-il nécessaire de créer une nouvelle organisation de l'instruction primaire publique.

L'assemblée s'en rendait compte. Elle s'était déjà affirmée de la façon la plus formelle en faveur de l'enseignement public et en faveur de l'instruction répandue largement dans les masses populaires par les soins de l'Etat. Tous ces principes étaient exprimés positivement dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et dans la Constitution de 1791.

(1) Duvergier, *Rec. cité*, t. II, p 306.

L'art. 11 de la Déclaration des droits s'exprime ainsi : « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi » (1). Il garantit non seulement la liberté de la parole et de la presse, mais aussi la liberté d'enseigner, qui fut restreinte dans la suite, comme nous venons de constater.

Enfin, la Constituante inscrivait dans la Constitution de 1791 le principe d'une instruction publique, voté les 3 et 4 septembre 1791. « Il sera créé et organisé une instruction publique commune à tous les citoyens, gratuite à l'égard des parties de l'enseignement indispensables à tous les hommes, et dont les établissements seront distribués graduellement dans un rapport combiné avec la division du royaume » (2).

Ainsi, les services de l'instruction publique faisaient partie de l'organisme constitutionnel tout comme la garde nationale et même comme l'Assemblée législative. Le droit à l'enseignement était un droit constitutionnel, légal, au même titre que le droit de vote. Le devoir de l'Etat était fixé par la Constitution. Les écoles publiques devaient exister au même titre que tous les autres organismes de la nation créés par la Consti-

(1) Duvergier, *rec. cit.*, t. III, p. 240.

(2) *Id. ibid.*, p. 241.

tution. Le citoyen avait le droit de réclamer que l'Etat s'occupât de son instruction.

L'instruction publique n'était pas considérée comme une partie accessoire, mais comme une partie intégrante de la Constitution et des droits constitutionnels. Bien plus, la Constituante proclamait le principe de la gratuité de l'enseignement primaire public. Elle disait qu'il y avait un enseignement indispensable à tous les hommes et elle voulait que l'Etat le donnât gratuitement à tous les citoyens, qu'il se chargeât de tous les frais. L'instruction publique devait être accessible à tous, commune à tous. Elle devait être un bien national, une école de civisme et de patriotisme. Chaque district aurait un nombre d'écoles publiques en proportion avec le chiffre de sa population.

Cependant l'Assemblée n'avait pas inscrit nettement dans la Constitution l'obligation de l'enseignement; elle ne contraignait pas par la loi les pères de famille d'envoyer leurs enfants à l'école. La plupart des constituants prouvaient que les parents y enverraient d'eux-mêmes les enfants, dès qu'ils en auraient la faculté, sans aucune contrainte; au nom de la liberté ils ne voulaient pas d'une pression exercée par la loi, par l'Etat, dont le rôle devait se borner à entretenir de bonnes écoles primaires gratuites. La majorité des Constituants avaient encore d'autres raisons de ne pas voter l'obligation scolaire. C'étaient des représentants de la grande et de la moyenne bourgeoisie; ils

s'inspiraient avant tout des intérêts et des besoins de cette classe moyenne. C'était à elle qu'ils voulaient assurer le pouvoir politique prépondérant. Leur dessein n'était pas d'ériger un régime purement démocratique ; au contraire, en établissant un suffrage censitaire, ils excluaient du droit de vote une grande partie des masses populaires (1). La petite bourgeoisie, les artisans, les paysans petits propriétaires, les petits commerçants, les boutiquiers, les ouvriers aisés recevaient pour la plupart le droit de suffrage par la Constitution de 1791 ; mais il n'en était pas de même pour la grande masse du pauvre peuple. Les Constituants n'avaient donc aucun intérêt primordial à donner l'instruction obligatoire à ceux qu'ils excluaient de la vie politique active ; au contraire, ils étaient portés plutôt à ne pas leur donner obligatoirement « les lumières » qui développeraient leur intelligence, qui élèveraient leur niveau intellectuel et moral, et qui nécessairement devaient les amener à revendiquer les droits politiques dont on les frustrait par un calcul égoïste. Leur intérêt était de maintenir ce peuple à un niveau inférieur, afin de mieux le diriger et le dominer, et ils auraient travaillé contre leur propre œuvre, s'ils avaient, en 1791, établi l'obligation scolaire. Les écoles primaires gratuites dont ils réclamaient la création et l'entretien par l'Etat,

(1) Les domestiques et tous les citoyens qui ne payaient pas une contribution directe équivalant au moins à trois journées de travail. En fait la plupart des ouvriers étaient exclus du droit de vote.

étaient destinées bien plus à la petite bourgeoisie qu'au bas peuple.

Après avoir posé ces principes de l'enseignement primaire public et gratuit, il restait à la Constituante de les mettre en vigueur et d'organiser cet enseignement. Elle se rendait parfaitement compte des énormes difficultés de l'œuvre. Tout, en somme, était à créer, les bâtiments d'écoles, un Corps enseignant, les services publics, ce que nous appelons aujourd'hui le ministère de l'Instruction publique avec ses nombreux rouages. Surtout il fallait trouver les ressources nécessaires, qui se chiffraient à quelques centaines de millions, à répartir sur deux ou trois ans seulement, à moins de laisser lettre-morte les lois sur l'enseignement. Cela à une époque où le Trésor était vide, où les finances étaient désorganisées et où Mirabeau voyait avec effroi poindre à l'horizon « la hideuse banqueroute ».

L'Assemblée commença par organiser la surveillance par l'Etat des écoles existantes, c'est-à-dire l'inspection des écoles. Sur le rapport de Thouret, elle vota le 22 décembre 1789, un décret relatif à la Constitution des assemblées primaires et des assemblées administratives (1), dont l'art. 22 de la section III était ainsi conçu : « Les administrations des départements seront encore chargées, sous l'autorité et l'inspiration du roi, comme chef suprême de la nation et de l'administration générale du royaume, de toutes les parties de cette

(1) Duvergier, *rec. cit.*, I, p. 86 et suiv.

administration, notamment de celles qui sont relatives à l'assistance..., à la surveillance de l'éducation publique et de l'enseignement politique et moral ».

Les écoles étaient ainsi placées sous le contrôle des administrations départementales et du gouvernement royal, qui devaient veiller particulièrement à l'éducation et à l'enseignement politique et moral. Cela voulait dire que, sous la surveillance des organes publics, il devait y avoir dorénavant un enseignement historique, philosophique et moral, s'inspirant des principes de la Déclaration des Droits et de la Constitution, un enseignement civique conforme à l'esprit de la Révolution et non plus un enseignement purement religieux. Il fallait instruire la jeunesse pour en faire des citoyens connaissant leurs droits et leurs devoirs et capables de les exercer et de les remplir. Ainsi disparaissait le principe ecclésiastique de l'enseignement donné par charité, dans un but de piété, sans cependant que l'Assemblée portât atteinte à la religion même. Elle n'avait nullement l'intention d'exclure la religion et les principes religieux de l'école (1). Lorsque le 8 janvier 1791 le recteur de l'Université de Paris adhéra solennellement, en son nom et au nom de tous ses professeurs, à l'œuvre de la Constituante et à la réorganisation du Corps, le Président lui répondit par ces mots caractéristiques : « Vous confirmez les droits que, depuis longtemps, vous aviez à la confiance de la nation... Notre espoir

(1) Duvergier, *rec. cit.*, p. 91.

est entre vos mains... C'est à vous d'achever la tâche que nous avons commencée... Rappelez à vos élèves qu'ils ont des droits à conserver, des devoirs à remplir ; faites leur aimer la liberté, mais marquez ses bornes et ses écueils... Apprenez leur surtout à respecter ce qui est à jamais respectable..., la morale, la loi, la religion ».

Après avoir organisé ainsi l'inspection des écoles par les organes de l'autorité publique, l'Assemblée envisagea la création d'un enseignement d'Etat. Elle pensait que l'Etat avait un intérêt trop direct à favoriser l'instruction pour ne pas s'en occuper sans cesse. Par le décret du 3 août 1790 sur les pensions (1) elle accorda des subventions aux savants et aux gens de lettres et aux artistes (2) et créa ce que nous appelons aujourd'hui des bourses pour les élèves remarquables (3).

Cependant, dès qu'il s'agissait de créer dans tout le royaume l'instruction publique et des écoles officielles, l'Assemblée ne voulut prendre aucune décision qui ne fût mûrement étudiée. Elle chargea son Comité de Constitution d'examiner tous les projets relatifs à l'ins-

(1) Duvergier, *rec. cit.*, t. I, p. 310 et suiv.

(2) *Ibid.*, titre II, art. 6.

(3) *Ibid.*, titre II, art. 9 : « Il pourra néanmoins être accordé des gratifications annuelles, soit aux jeunes élèves que l'on enverra chez l'étranger pour se perfectionner dans les arts et les sciences, soit à ceux qu'on ferait voyager pour recueillir les connaissances utiles à l'Etat.

truction publique et toutes les solutions que comportait le grave problème de l'éducation nationale.

Le 13 octobre 1790, Talleyrand, au nom de ce Comité, expose les lignes directrices qu'il veut suivre dans sa tâche. Le Comité, dit-il en substance, veut faire un travail général sur l'instruction publique à la fin de la Constitution. Il veut appeler au grand bienfait de l'instruction publique tous les citoyens indistinctement, car tous, dans une société bien ordonnée, ont le droit de réclamer l'instruction comme une propriété commune. Il faut encourager aussi les maîtres. L'Assemblée nationale ne peut trop se hâter d'animer le zèle des instituteurs ; elle doit manifester son intention de faire honorer plus que jamais leurs fonctions. Talleyrand pense qu'il faut créer entièrement une instruction publique ; mais il observe judicieusement qu'on ne pourra établir subitement le nouvel ordre de choses à cause des dépenses financières ; il faut donc remplacer peu à peu et successivement les écoles existantes par de nouvelles institutions (1).

L'Assemblée approuve ce rapport et rend plusieurs décrets, dont l'un, que nous avons déjà cité, maintient toutes les écoles existantes, et dont un autre renvoie toute discussion sur l'instruction publique jusqu'après le dépôt d'un rapport par le Comité de Constitution (2).

(1) *Moniteur Universel*, n° du 14 oct. 1790.

(2) Duvergier, *rec. cit.*, I, p. 466. L'Assemblée nationale décrète « qu'elle ne s'occupera d'aucune des parties de l'instruction, jusqu'au
Boisdé: 4

Enfin, le 4^{er} janvier 1791, elle décide de s'occuper sans interruption, dans ses séances du matin, entre autres, des bases de l'éducation nationale.

Ce n'était pas que les projets relatifs à l'instruction publique faisaient défaut à la Constituante. Il y en avait un grand nombre, les uns rédigés par des membres de l'Assemblée, les autres par des gens de lettres, des journalistes, des personnes privées. Nous nous bornons à en citer quelques-uns des plus intéressants et des plus importants.

L'abbé Hazard, directeur de l'école militaire de Nanterre, publia un opuscule : « *A l'Assemblée nationale, mémoire sur l'éducation de la jeunesse* ». Régnier, Langelé, Leclerc, de Brulart, l'oratorien Delas, Villiers et d'autres (1) réclamèrent dans leurs brochures l'organisation d'un enseignement primaire public en quelque sorte officiel, afin que la jeunesse fût élevée dans les principes de la déclaration des droits.

moment où le Comité de Constitution, à qui elle conserve l'attribution la plus générale sur cet objet, aura présenté son travail relatif à cette partie de la Constitution ».

(1) Régnier, *Lettre aux Etats-Généraux concernant l'éducation*. Langelé, *Aux Etats-Généraux, Idées sur l'éducation nationale*. — Leclerc, *Abrégé des études de l'homme fait en faveur de l'homme à former*. — Delas, *De l'Éducation nationale*. — Villiers (de Saumur), *Nouveau plan d'éducation nationale*. — De Brulart, *Discours sur l'éducation publique du peuple*. — Cornilleau (du Château-du-Loir), *Palladium de la Constitution publique ou régénération morale de la France... les Universités, les collèges sont-ils utiles*

Presque tous les auteurs se prononcèrent pour la liberté de l'enseignement et contre la destruction complète des écoles de religieux; la laïcité de l'enseignement, la neutralité de l'Etat en matière religieuse, l'instruction monopolisée par l'Etat n'étaient guère alors dans les conceptions de l'opinion publique. On ne demandait pas que la religion fût exclue de l'enseignement, mais qu'on y adjoignît l'instruction civique et morale. Surtout on voulait que des écoles primaires fussent à la portée de tous les parents, dans toutes les communes si possible.

Cependant l'obligation scolaire n'était guère réclamée, toujours parce que l'opinion générale la considérait comme contraire à la liberté individuelle, à la liberté du père de famille. La gratuité de l'enseignement primaire non plus n'était pas revendiquée dans la plupart de ces opuscules, parce que tous ces auteurs, issus de la

ou nuisibles? Projet de nouvelles écoles publiques. — D'un Anonyme, *Plan d'éducation nationale*, Paris 1789, in-8°.

Parmi les plus importants de ces ouvrages figurent celui de l'abbé Audrein, le futur membre des Comités d'instruction publique, de la Législative et de la Convention, *Mémoire sur l'éducation nationale française*; ceux d'Auger, membre de l'Académie des Belles-Lettres, *Projet d'éducation générale pour le royaume*, Paris 1789, et *Plan d'organisation des écoles nationales*, ce dernier ouvrage fait en collaboration avec Gossin, député de Bar-le-Duc à la Constituante et d'autres, enfin le *Plan d'éducation*, présenté au nom des instituteurs publics de l'Oratoire (Paris 1790) et dont le principal auteur était Daunou, le futur conventionnel.

noblesse ou de la moyenne bourgeoisie se désintéressaient un peu du peuple et ne voyaient aucune nécessité politique à l'instruire aux frais de l'Etat. Comme ils ne demandaient pas l'obligation, la gratuité ne s'imposait pas. Habitué sous l'ancien régime à la rétribution scolaire, ils ne la rejetaient pas entièrement en principe. Un des plus hardis parmi tous ces auteurs était l'ex-oratorien Paris, le futur membre de la Convention. Il demandait l'instruction obligatoire, mais gratuite à tous les degrés pour les indigents seulement. De plus il réclamait pour les instituteurs un traitement annuel de 1600 livres (1).

Le comité de constitution centralisa tous les projets et chargea Talleyrand de présenter un rapport d'ensemble sur l'organisation de l'instruction publique.

(1) Parmi les projets il nous faut citer pour mémoire celui qui dans ces derniers temps a été attribué à Mirabeau. Ce sont quatre discours qui ont été trouvés après la mort du grand orateur, mais qui ne sont pas de lui. M. James Guillaume a établi qu'ils ont été composés par des collaborateurs de Mirabeau, par Cabanis ou par le Genevois Reybaz (Voir *Dict. de pédag.* 1^{re} partie, art. Mirabeau). Dans ces discours, qui peut-être reflètent dans une certaine mesure la pensée de Mirabeau et de son entourage intime, la nécessité de l'instruction populaire est fortement développée. « Ceux qui, est-il dit entre autres, veulent que le paysan ne sache ni lire ni écrire, se sont faits sans doute un patrimoine de son ignorance ». Mais l'auteur est opposé à la centralisation de l'enseignement et à sa direction par l'Etat, il veut au contraire que dans un esprit de décentralisation et d'autonomie locale et régionale, l'enseignement dépende surtout des directoires de districts, qui nommeraient les maîtres d'école sur la présentation des municipalités. Ensuite l'obligation lui serait une restriction inad-

Le rapport de Talleyrand, qu'il lut à la Constituante dans les séances des 10, 11, 19 septembre 1791, est une des œuvres les plus considérables qui aient été écrites pendant la Révolution sur la question de l'enseignement (2). C'est un travail volumineux de plus de 200 pages, dans lequel Talleyrand examine et approfondit toutes les faces du problème, la nécessité et l'utilité de l'instruction, les rapports de l'enseignement avec l'Etat, l'obligation, la gratuité, la laïcité, l'organisation matérielle de l'enseignement, la situation du corps enseignant, les programmes d'enseignement, l'enseignement des filles. C'est l'œuvre à la fois d'un penseur profond et d'un homme d'Etat prudent et avisé ayant le sens de

missible de la liberté individuelle. Il ne reconnaît pas à l'Etat le droit de trop exiger de chacun de ses membres. « La société, dit-il, ne peut exiger de chacun que les sacrifices nécessaires au maintien de la liberté et de la sûreté de tous ». Elle ne doit pas lui imposer l'obligation d'envoyer ses enfants à l'école où d'y aller lui-même. Enfin l'auteur est opposé à la gratuité, parce qu'il estime que la rétribution scolaire est un stimulant à la fois pour l'instituteur et pour l'élève. « Le maître qui reçoit un salaire est bien plus intéressé à perfectionner sa méthode d'enseignement et le disciple qui le paie à profiter de ses leçons ».

(2) Rapport sur l'instruction publique, fait au nom du comité de Constitution, à l'Assemblée nationale, les 10, 11 et 19 sept. 1791, par M. de Talleyrand-Périgord, ancien évêque d'Autun, par ordre de l'Assemblée nationale (Paris, Baudouin 1791, in-4°). Quelques auteurs prétendent que Talleyrand n'est pas l'auteur du rapport mais qu'il l'a fait rédiger par son grand vicaire Martial Barge-Desneraudes ; ce dernier a pu y collaborer mais il semble certain que la trame même de l'œuvre et le style sont de Talleyrand.

l'opportunité, de la réalité (1). Il a lui-même résumé ses vues à la fin de son rapport, dans une conclusion concise.

« En attachant, dit-il, l'instruction publique à la Constitution, nous l'avons considérée dans sa source, dans son objet, dans ses rapports, dans son organisation, dans ses moyens.

« Dans sa source ; elle est un produit naturel de toute activité ; donc elle appartient à tous, à tous les âges et à tous les sexes.

« Dans son objet ; elle embrasse tout ce qui peut perfectionner l'homme naturel et social ; donc elle réclame des établissements vastes et des principes libres.

« Dans ses rapports : elle en a d'intimes et avec la société et avec les individus.

« Avec la société : elle doit apprendre à connaître, à défendre, à améliorer sans cesse sa constitution et surtout à la vérifier par la morale, qui est l'âme de tout.

« Avec les individus : elle doit les rendre meilleurs, plus heureux, plus utiles ; donc elle doit exercer, développer, fortifier toutes leurs facultés physiques, intellectuelles, morales, et ouvrir toutes les routes pour qu'ils arrivent sûrement au but auquel ils sont appelés.

« Dans son organisation, elle doit se combiner avec

(1) Voir Fabry. *Le génie de la Révolution considéré dans l'éducation ou mémoires pour servir à l'histoire de l'instruction publique depuis 1789, jusqu'à nos jours*, Paris 1818.

celle du royaume ; de là, écoles primaires, de district, de département, enfin institution nationale ; mais elle doit se combiner avec liberté ; car ses rapports ne peuvent s'identifier en tout avec ceux de l'Administration, de là aussi des différences locales déterminées par l'intérêt de la science et par le bien public ».

Talleyrand adoptait donc le point de vue des philosophes du xviii^e siècle, que l'instruction doit améliorer l'homme et la société, qu'elle doit être un instrument de progrès et de liberté. Il la déclarait fonction sociale ; la société la devait à tous ses membres sans distinction. Il voulait que l'enseignement embrassât toutes les branches de l'activité humaine, pour les perfectionner toutes. Il réclamait sa division en plusieurs degrés et son adaptation aux différentes classes sociales et aux différentes régions de la France.

Il voulait l'instruction primaire accessible à tous les Français, sans aucune distinction de fortune. « Elle doit exister pour tous, car puisqu'elle est un des résultats aussi bien qu'un des avantages de l'association, on doit conclure qu'elle est un bien commun des associés ; nul ne peut donc en être légitimement exclu, et celui-là qui a le moins de propriétés privées semble même avoir un droit de plus pour participer à cette propriété commune ». L'instruction devrait donc être le bien commun de tous les Français.

Il semblerait que comme conséquence naturelle de ces principes, Talleyrand fut partisan de l'obligation et

de la gratuité du moins de l'instruction primaire. Il n'en est rien cependant.

En effet il se prononce contre l'obligation, mais pour la gratuité. Contre l'obligation, il objecte « le droit du père de famille, « les convenances éternelles de la nature qui mettent sous la sauvegarde de la tendresse paternelle le bonheur des enfants ». Il n'admet pas dans cette question de l'instruction la contrainte par la loi, c'est-à-dire par l'Etat. « La nation, dit-il, offre à tous le bienfait de l'instruction, mais elle ne l'impose à personne ».

Il faut remarquer que la Révolution a été au début une réaction contre le despotisme, contre la contrainte exercée par le gouvernement par la société, par la loi, contre la réglementation souvent excessive de toute la vie sociale qui avait existé sous l'ancien régime. Les hommes de la Révolution dans leurs discussions théoriques manifestaient une grande crainte des pouvoirs publics. Ils voulaient éviter de le rendre trop puissant, de lui donner une grande force de contrainte ; ils voulaient défendre l'individu contre l'État et pour cela réduire à un strict minimum les droits de l'État sur l'individu. Cette crainte de renforcer l'autorité publique était d'autant plus grande chez les constituants que cette autorité publique, alors, était représentée par le roi, qui avait été souverain absolu pendant quinze ans et qui cherchait à le redevenir. Or, on pensait qu'en rendant l'instruction obligatoire, l'État exercerait sur l'in-

dividu une contrainte dangereuse pour la liberté individuelle. Enfin on estimait que l'obligation légale était inutile. Les hommes de la Révolution comme ceux du xviii^e siècle, étaient foncièrement optimistes ; ils pensaient qu'il suffisait d'entretenir partout des écoles primaires, gratuites au moins pour les indigents, pour que tous les pères y envoyassent leurs enfants.

Aussi Talleyrand était-il partisan de la gratuité de l'instruction primaire, mais d'elle seulement. « La seule (instruction) que la société doive avec la plus entière gratuité, est celle qui est essentiellement commune à tous, parce qu'elle est nécessaire à tous. » Il partageait les appréhensions de la plupart des philosophes et des Constituants, que trop instruire les enfants du peuple créerait des déclassés. Surtout il voulait réserver une instruction plus élevée à la bourgeoisie. En effet, la constitution de 1791 créait une nouvelle classe de privilégiés, en établissant le suffrage censitaire, et en donnant ainsi le pouvoir politique, non pas à toute la nation, mais aux seules classes ayant une certaine aisance. Les membres de ces classes avaient besoin d'une instruction plus élevée, qui les préparerait à leur rôle de « citoyens actifs », d'électeurs appelés à contrôler et à diriger le gouvernement.

Les pauvres étant en principe privés du droit de suffrage, ne participaient guère à l'activité politique de la nation ; l'instruction élémentaire devait leur suffire et même il devenait dangereux de leur donner une ins-

truction plus développée, car c'était éveiller en eux le désir et la volonté de tous les droits dont ils étaient frustrés.

Cependant Talleyrand, avec une certaine largeur d'esprit, voulait offrir aux jeunes gens pauvres, mais remarquablement doués, les moyens de développer leur intelligence et de pénétrer dans les classes sociales supérieures. Il y voyait un intérêt social éminent ; d'abord, la société pourrait utiliser pour le progrès général, tous les talents qu'elle renfermait ; ensuite les classes dirigeantes seraient fortifiées, renouvelées sans cesse par l'afflux d'un sang nouveau, par l'apport d'éléments nouveaux et vigoureux, ce qui les garantirait contre le dépérissement.

C'est pour cela que Talleyrand préconisait la création de bourses. « Il faut que l'élève des écoles primaires, qui a manifesté des dispositions précieuses qui l'appellent à l'école supérieure, y parvienne aux dépens de la société, s'il est pauvre ; que de l'école de district lorsqu'il s'y distinguera, il puisse s'élever sans obstacle, et encore à titre de récompense, à l'école plus savante du département, et ainsi de degré en degré et par un choix toujours plus sévère jusqu'à l'Institut national ».

A la base de l'enseignement, Talleyrand place les écoles primaires, qui « introduiront en quelque sorte l'enfance dans la société ». Ensuite « les écoles de district prépareront utilement la jeunesse à tous les états de la société ». Chaque chef-lieu de canton aurait son

école primaire, chaque chef-lieu de district son école de district, que Talleyrand comprenait comme un établissement tenant à la fois de l'école primaire supérieure, de l'école professionnelle et du lycée d'aujourd'hui.

Dans les écoles primaires on enseignerait les « principes de la langue nationale, soit parlée, soit écrite », des notions de géographie, d'histoire, de botanique. On y enseignerait aussi les éléments de la religion, car les Constituants pour la plupart restaient fidèles à l'esprit religieux et croyaient indispensable de le cultiver dans le peuple. Mais l'enseignement religieux serait accompagné d'un enseignement philosophique et civique, qui comprendrait les principes de la logique et de la morale et la constitution. Il s'agissait, pour Talleyrand, d'accroître par ces méthodes la force de la raison « afin de leur assurer cette rectitude qui doit faire son principal caractère », et de favoriser « la communication des idées, ce grand besoin de l'homme social ».

Il s'agissait de créer une sorte d'instruction unique, qui inculquât aux Français dès l'enfance les principes de la Révolution ; il s'agissait d'élever la jeunesse dans ces principes, afin de les rendre impérissables. C'était la propagande par l'école, l'école servant à affermir le régime nouveau issu de la Révolution (1).

(1) « Il faut apprendre à connaître la constitution, il faut que la Déclaration des Droits et les principes constitutionnels composent à

De plus il y aurait dans les écoles primaires des exercices physiques « propres à développer le corps et à le disposer pour l'avenir à quelque travail mécanique ». C'était là une mesure de précaution afin que l'instruction primaire ne détachât pas les enfants du travail manuel. On devait les y diriger et les y préparer à l'école déjà ; le fils du paysan retournerait à la charrue et le fils de l'ouvrier au métier. Talleyrand pensait ainsi prévenir le danger de créer des déclassés.

Enfin Talleyrand demandait la création d'une sorte d'enseignement professionnel et postcolaire, « pour le perfectionnement de l'agriculture et des arts mécaniques ». Comme tous les hommes de la Révolution, il attachait une grande importance à l'organisation de fêtes, de spectacles, d'expositions artistiques, afin de cultiver chez les adultes les sentiments artistiques et moraux, le culte du beau et du vrai, « ce qui nous émeut, ce qui nous enchante ».

Quant à l'enseignement des femmes, Talleyrand dit lui-même dans sa conclusion, qu'il en a cherché « les principes dans leurs droits, leurs droits dans leur destinée, leur destinée dans leur bonheur ». Il ne croit pas que la société puisse exclure les femmes de l'instruction. « Sur quel principe, demande-t-il, l'un des deux (sexes) pourrait-il être déshérité par la société protec-

l'avenir un nouveau catéchisme pour l'enfance qui sera enseigné jusque dans les plus petites écoles du royaume ».

trice des droits de tous ! » L'instruction des femmes est nécessaire ; elle est utile, car il faut que les jeunes mères soient aptes à élever de bons citoyens, robustes dans les principes de la constitution et de la liberté. Mais il faut aussi que la jeune fille apprenne de bonne heure, dans le sein de sa famille, son futur rôle de ménagère et qu'elle y acquière toutes les vertus domestiques. Il ne faut pas que la jeune fille ait une liberté trop grande et soit trop mêlée aux garçons, afin de la préserver de tout libertinage et de la conserver chaste même de pensée.

Talleyrand aurait voulu la création d'écoles primaires spéciales pour les filles ; mais la dépense lui semble impossible en 1790-1791. Aussi propose-t-il, par économie, des écoles primaires mixtes, communes pour les enfants des deux sexes, mais qui ne seraient fréquentées par les filles que de l'âge de 6 ans à 8 ans. Quand elles auront 8 ans, elles devront rester dans leurs familles. « L'Assemblée nationale, propose Talleyrand, invite les pères et les mères à ne confier qu'à eux-mêmes l'éducation de leurs filles et leur rappelle que c'est leur premier devoir ». Cependant il y a beaucoup de parents, trop absorbés par des travaux aux champs ou ailleurs, trop pauvres aussi pour pouvoir s'occuper avec soin de leurs enfants. Puis il y a de nombreuses orphelines. Pour toutes ces jeunes filles qui, pour une raison ou pour une autre, ne peuvent pas être élevées dans la maison paternelle, Talleyrand réclame des

maisons d'éducation spéciales non mixtes. « Chaque département devra s'occuper d'établir un nombre suffisant de maisons et d'y placer des institutrices dont la vertu soit le garant de la confiance publique ».

Enfin il faut créer l'enseignement professionnel pour les femmes. Il y aurait dans chaque département des établissements destinés à procurer aux filles qui sortiront des écoles primaires ou de la première éducation paternelle la facilité d'apprendre des métiers convenables à leur sexe ».

Comment Talleyrand voulait-il organiser matériellement cette instruction primaire qu'il réclamait accessible à tous les citoyens? Hostile à un enseignement étroitement religieux, imbu de l'esprit philosophique du XVIII^e siècle, il demandait naturellement l'abolition du monopole de fait des ecclésiastiques en matière d'enseignement. Mais pour les raisons déjà exposées plus haut, afin de ne pas rendre l'Etat trop puissant au détriment de la liberté des individus, il ne voulait pas non plus d'un monopole d'Etat. Il pensait que chaque homme avait le droit d'enseigner. Il était partisan de la liberté de l'enseignement, dans l'intérêt même de l'instruction et parce que ce lui semblait être un droit naturel de chaque homme, ressortissant de la Déclaration des droits. Il croyait à la vertu de la concurrence même en matière d'enseignement. « Si chacun, écrit-il, a le droit de recevoir les bienfaits de l'instruction, chacun a le droit de concourir à les répandre ; car c'est

du concours et de la rivalité des efforts individuels que naîtra toujours le plus grand bien.

« La confiance doit seule déterminer les choix pour les fonctions instructives ; mais tous les talents sont appelés de droit à disputer ce prix de l'estime publique. Tout privilège est par sa nature, odieux ; un privilège en matière d'instruction serait plus odieux et plus absurde encore ».

Talleyrand était donc un partisan décidé de la liberté d'enseignement. Même il crut nécessaire de l'inscrire dans un projet spécial de la façon la plus formelle, comme addition à son rapport. « Il sera, est-il exprimé dans l'unique article de ce projet, libre à tout particulier, en se soumettant aux lois générales sur l'enseignement public, de former des établissements d'instruction ; ils seront tenus d'en instruire la municipalité et de publier leurs règlements ». Talleyrand admettait donc que chaque citoyen pût avoir une école, à condition de se soumettre aux lois sur l'enseignement et de se placer sous le contrôle de la municipalité, où il exerçait, et de l'opinion publique. Il ne devait être soumis qu'à des règles de police générale. L'existence, selon Talleyrand, d'écoles libres était légitime. Il rejette tout monopole et tout privilège. Mais comme il veut aussi que la société organise un enseignement public, il s'ingénie de sorte que le pouvoir central n'absorbe pas entièrement cet enseignement et ne le dirige d'une façon absolue.

Il veut que les maîtres des écoles primaires soient nommés non pas par l'autorité centrale, par le roi, mais par les Directoires de district, c'est-à-dire par des magistrats élus, jouissant de la confiance de leurs concitoyens, « à qui le peuple a remis la surveillance de ses intérêts domestiques les plus chers et que leurs relations journalières mettent plus à portée de connaître et d'apprécier les hommes dans leurs mœurs et dans leurs talents ».

La Constituante avait déjà donné aux assemblées de district la surveillance des écoles libres ou publiques. Talleyrand réclamait pour les directoires de district la nomination des instituteurs. Mais il voulait entourer leur choix de garanties multiples.

Pour que les instituteurs « soient ce qu'ils doivent être, il faut qu'ils parviennent à ces fonctions par un choix libre et sévère... Il faut que ce choix ne puisse jamais s'égarer; il importe donc qu'il soit dirigé d'avance par des règles qui, en circonscrivant le champ de l'éligibilité, rendent l'élection toujours bonne, toujours rassurante et presque inévitablement la meilleure ».

Il faut, en effet, savoir choisir les instituteurs, les honorer, les récompenser. Il faut leur donner « l'aide et le repos favorable », en leur assurant un traitement et une pension de retraite suffisants.

Aussi Talleyrand propose-t-il pour eux un traitement annuel minimum de 400 livres et un maximum de 1.000 livres, avec une retraite égale au bout de vingt

ans de service. Ainsi ils n'auront pas le souci du lendemain et ils s'adonneront joyeusement à leurs nobles fonctions, avec la certitude d'avoir un repos bien mérité et exempt de soucis matériels, ayant que leurs forces soient complètement usées.

Talleyrand veut que les directoires de district, sous le contrôle de l'opinion publique, guidés aussi par le sentiment de leurs responsabilités, se préoccupent, en matière d'enseignement, avant tout de « la plus entière et la plus libre propagation des idées ». A cet effet ils seront tenus de publier les résultats de leur gestion et de les soumettre ainsi à la critique de leurs mandants. Il faut qu'ils soient contrôlés par l'opinion publique et maintenus par elle dans leur rôle. « Nous avons, dit le rapport, recherché des moyens pour que l'administration nouvelle, à qui l'instruction sera spécialement confiée, contenue par l'opinion autant que par sa responsabilité, ne s'écartât point de son but, et favorisât, la plus entière et la plus libre propagation des lumières ».

Au-dessus des directoires de district, Talleyrand confiait la direction suprême de l'enseignement public, donc également de l'enseignement primaire, à 6 commissaires nommés par le roi et obligés de présenter un rapport annuel. Il se rendait compte en effet qu'il était impossible de ne pas donner au gouvernement central au moins un pouvoir de contrôle et de haute direction sur l'enseignement public.

Mais le gouvernement central à son tour, était placé sous la surveillance de l'Assemblée législative et de l'opinion publique ; car les six commissaires étaient tenus de soumettre au roi un rapport annuel sur l'état de l'instruction dans le royaume. De ce rapport, les ministres responsables prenaient connaissance, et inévitablement il était soumis aussi à l'Assemblée, qui déjà exerçait un contrôle des plus efficaces sur le gouvernement et sur le vote des impôts et du budget.

Talleyrand ne donnait, dans son rapport, pourtant si documenté, aucune indication précise sur le budget de l'instruction publique. Il n'indiquait pas nettement les ressources considérables que nécessiteraient les constructions de bâtiments scolaires, le recrutement et le traitement des instituteurs. Sans doute pensait-il que cette tâche matérielle convenait bien plus au comité des finances qu'à celui de constitution. Toujours est-il qu'aucune mesure ne fut proposée alors pour créer et alimenter le budget de l'instruction publique.

L'Assemblée Constituante ordonna l'impression du rapport de Talleyrand. Cependant l'accueil qui lui fut fait était loin d'être unanime. Talleyrand, pour le fond, exprimait le l'opinion de la bourgeoisie, des révolutionnaires modérés et d'une grande partie de la gauche (1).

(1) Voir le *Mémoire sur l'Instruction et sur l'Education nationale*, de Léonard Bourdon (Paris 1791).

La majorité des Constitutionnels firent à son projet un accueil enthousiaste, comme le constatait la *Chronique de Paris*, du 19 septembre 1791, dans un article élogieux. Dans *l'Ami des Patriotes*, un des organes de la gauche, le député Duquesnoy, le futur montagnard, écrit un véritable dithyrambe sur « cet ouvrage admirable, le mieux fait, le seul complet, qui ait encore paru sur cette matière, le seul qui embrasse toutes les parties de l'éducation nationale » (1). Enfin, Brissot même, alors déjà rallié aux idées démocratiques et devenu un des journalistes les plus influents de l'extrême gauche, applaudit au projet dans son « *Patriote français* », tout en rejetant l'éducation publique pour les filles.

Mais l'extrême-gauche se prononçait presque toute entière contre le projet, et avec elle les démocrates, les révolutionnaires les plus avancés et les plus ardents et les républicains. La fuite à Varennes avait fait surgir un fort mouvement républicain et avait augmenté la défiance contre le roi. A Paris surtout, le roi et la majorité de la Constituante qui le soutenait encore, étaient devenus très impopulaires. Le *Club des Cordeliers* demandait la proclamation de la République. Le Club des Jacobins se montrait alors moins hardi ; mais lui aussi passait à l'opposition et réclamait l'ex-

(1) *L'Ami des patriotes, ou le Défenseur de la Constitution*, t. III, p. 499 et suivantes.

tension des droits de l'Assemblée législative et la diminution du pouvoir royal (1). Or, les révolutionnaires d'extrême-gauche reprochaient précisément au projet de Talleyrand de vouloir trop centraliser l'instruction publique, de la livrer à un Comité directeur nommé par le roi, en un mot de la placer sous l'autorité quasi absolue du roi. Ils prétendaient que Talleyrand livrait la jeunesse, l'espoir et l'avenir du pays, au roi, ennemi de la nation, pour qu'il pût la façonner à sa guise et l'instruire dans les idées monarchiques et conservatrices. Aussi s'élevaient-ils avec force contre le projet et même contre l'instruction publique en général. Dans les *Révolutions de Paris*, un des principaux organes républicains, on va jusqu'à préconiser l'éducation du foyer, où le père peut apprendre aux enfants le nécessaire, et à rejeter toute instruction primaire publique. « L'éducation nationale, y est-il écrit, devrait se borner à des cours de physique expérimentale, de langues étrangères, de médecine, de tactique et de législation politique. Mais la logique et l'histoire, la langue du pays et le calcul, la morale et la religion, le commerce et même les arts pourraient très bien s'apprendre sans sortir de la maison paternelle » (2). Et cet article se termine par cet appel étrange

(1) Voir Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, première partie, chap. V.

(2) Il faut signaler pour mémoire, une brochure publiée alors à Paris et intitulée « *Observations sur le rapport que M. de Talleyrand-*

sous la plume d'un démocrate : « Législateurs, prenez-y garde ; vous avez recommandé la Constitution aux mœurs domestiques ; or l'école publique est le fléau des mœurs domestiques ».

Ainsi, par haine et par crainte de la royauté, par crainte d'une réaction contre-révolutionnaire, les démocrates et les républicains, qui, en 1791, étaient les plus ardents partisans d'un gouvernement populaire, allaient jusqu'à rejeter toute instruction publique, afin de pouvoir combattre à fond le projet de Talleyrand. Les sociétés populaires, également dirigées par les démocrates et les républicains, repoussèrent le projet.

Périgord, ancien évêque d'Autun, a fait à l'Assemblée nationale sur l'Instruction publique les 10, 11 et 17 septembre 1791, suivie d'un plan d'instruction primaire nationale, par les maîtres des pensions de Paris, l'an de l'ère chrétienne 1791 et de la liberté conquise le troisième ». Signé Chamelat, Rouilleau, Le Bœuf, Lambert, Devergie, Plongenet, Duverger, Barbe, Morizot, Patris, Lechevalier, Vapereau, Gourdault, Goussu.

Les auteurs demandent, contrairement à Talleyrand des écoles distinctes pour les garçons et les filles, et insistent sur l'éducation nécessaire à ces dernières, car « « Il est de la justice et de la générosité de la nation, il est même de l'intérêt de la société de la leur donner bonne, solide et complète dans son genre ». Ils veulent un plus grand nombre d'écoles, pour Paris surtout, la laïcité de l'enseignement, un tribunal d'éducation par département, sorte de conseil administratif et disciplinaire, présidé par un administrateur nommé par le Directoire, et appelé entre autres, à examiner les candidats aux fonctions de l'enseignement.

A l'Assemblée nationale, les députés de l'extrême-gauche, poussés par la majorité des Jacobins et par les chefs populaires des masses parisiennes, décidèrent de lui faire l'opposition la plus rigoureuse.

Le 25 septembre 1791 la Constituante commença la discussion du rapport de Talleyrand.

L'extrême gauche le combattit avec une vivacité allant souvent jusqu'à la violence, tandis que les modérés le défendirent avec conviction. Le principal effort des adversaires portait contre l'organisation de l'instruction; ils reprochaient à Talleyrand de placer tout l'enseignement sous une tutelle exorbitante du roi et de le soustraire à la direction de la nation.

D'autres prétendaient que le projet était trop long et que la Constituante n'avait plus le temps de le voter. Talleyrand, alors, le réduisit en 35 articles essentiels, qui précisaient le but du projet, l'objet, les méthodes, les programmes de l'enseignement public et libre, le choix, la condition, le traitement des maîtres, le droit de l'Etat de diriger et de surveiller les écoles; mais il ne put désarmer ses adversaires. A la Constituante, Buzat et Prieur demandent l'ajournement du projet à la prochaine législature; car l'assemblée, trop fatiguée et n'ayant plus que quelques jours d'existence, ne saurait que « poser les bases » d'un problème aussi vaste, aussi délicat, et aussi important, ce qui équivaldrait à ne rien faire du tout. Seul, le député Beaumetz insiste pour que la Constituante fasse quelque chose.

Talleyrand réclame qu'on vote au moins sur le principe qu'il y aurait des écoles primaires cantonales, qui assureraient l'instruction du peuple, et d'un Institut National qui serait un établissement de haute science et qui condenserait tout le savoir humain.

Alors Camus reprend contre le projet de Talleyrand les reproches véhéments de l'extrême gauche et de la gauche contre le comité central nommé par le roi, auquel serait confié la haute direction de l'enseignement. « Je maintiens, s'écrie-t-il entre autres, que si l'on établit un comité central d'instruction, ce Comité deviendra notre maître et notre despote, quand il le voudra. Il est certain que l'instruction est la source de tous les sentiments des citoyens. C'est par l'instruction qu'on les façonne à la liberté; et c'est par l'instruction qu'on les amollit et qu'on les forme à subir le joug du despotisme. Je demande donc la question préalable sur ce comité central infiniment dangereux et je demande l'ajournement du projet à la prochaine législature. »

• Aussitôt après ce discours, l'ajournement fut voté. Le 26 septembre la Constituante avait adopté un décret prolongeant provisoirement « tous les corps et établissements d'instruction et d'éducation publiques suivant les mêmes lois, statuts et les règles qui les gouvernaient alors. »

Le 30 septembre 1791 elle se sépara. En ce qui concernait l'enseignement primaire public, elle s'était bornée à en reconnaître la nécessité et à en inscrire le

principe dans la constitution. Elle s'était prononcée implicitement en faveur de la liberté de l'enseignement, mais elle avait abandonné le soin de l'organisation, le souci d'élaborer les lois organiques de l'enseignement à l'Assemblée législative qui devait lui succéder.

CHAPITRE II

LA LÉGISLATIVE ET LE PROJET DE CONDORCET

Le rapport de Condorcet est le document le plus complet et le mieux étudié que les législateurs de la Révolution aient connu sur l'enseignement public en général et sur l'instruction primaire en particulier. Il est en quelque sorte la synthèse concrète de tout le mouvement d'idées qui s'était manifesté chez les penseurs du xviii^e siècle et dans les cahiers des Etats généraux (1). On y trouve exprimées les espérances et les méthodes des précurseurs de la Révolution, et aussi quelques-unes de leurs appréhensions et de leurs réserves. On y trouve surtout l'ardente conviction que l'instruction seule peut permettre à l'homme l'exercice de ses droits naturels.

Condorcet s'efforçait, dans son projet, de donner satisfaction à tous les esprits éclairés et de prévenir en même temps les effets que certains redoutaient. Il réalisait implicitement ou d'une façon formelle les grands principes sur lesquels repose aujourd'hui l'enseigne-

(1) Très volumineux, il est reproduit par Guillaume, *Recueil des procès-verbaux du Comité d'Instruction Publique de l'Assemblée Législative*, p. 188-246.

ment dans la plupart des Etats civilisés, l'obligation et la gratuité de l'instruction considérée comme service public. Il s'était inspiré du rapport de Talleyrand qui n'avait fait que s'appuyer sur les idées écloses dans le cours du XVIII^e siècle (1). Mais sur de nombreux points, il se séparait hardiment de l'ancien évêque d'Autun.

Condorcet, ainsi que nous avons vu, était avant la Révolution déjà un partisan fervent de l'instruction primaire. Selon lui, l'instruction était un instrument de liberté, d'égalité, de progrès, de moralité. Il fallait préparer le peuple à la liberté et l'exercer à s'en servir. Un peuple qui n'est pas instruit, qui n'est pas préparé par une instruction adéquate à l'exercice de ses droits politiques, se laisse trop facilement mener par des habiles et des ambitieux souvent sans scrupules. Il abdique ses droits entre leurs mains et renonce à l'usage de la liberté. Sans une instruction générale répandue à profusion dans la masse du peuple, la liberté serait, selon Condorcet, un danger et même un mal. « Une constitution libre qui ne correspondrait pas à l'instruction universelle des citoyens se détruirait d'elle-même, après quelques orages, et dégénérerait en une de ces formes de gouvernement qui peuvent conserver la paix au milieu d'un peuple ignorant et corrompu ». Sans instruction il ne saurait donc y avoir de peuple réellement libre; la liberté repose sur l'instruction. Un

(1) Voir Cahen, *Condorcet et la Révolution française*.

homme instruit sait se diriger seul et ne dépend pas d'autrui pour prendre une décision. Condorcet considérait l'instruction également comme un instrument d'égalité. Son but était « d'établir entre les citoyens une égalité de fait et de rendre réelle l'égalité politique reconnue par la loi. Sous ce point de vue elle est pour la puissance publique, un devoir de justice. »

En effet, la différence d'instruction crée des distinctions sociales. Les citoyens instruits sont, en fait, supérieurs aux ignorants et aux illettrés ; car ils sont seuls aptes à remplir les fonctions publiques ; ils dirigent les autres. L'égalité politique proclamée par la Déclaration des droits était ainsi pratiquement supprimée. Si au contraire tous les citoyens sont instruits, tous, d'après Condorcet, seraient aptes à exercer les fonctions publiques, à remplir pleinement leurs devoirs politiques. L'égalité, par l'instruction, deviendrait une réalité.

L'instruction, pensait Condorcet, hâte aussi le progrès. En mettant la lumière à la portée de tous, on donnera aux talents cachés l'occasion de se manifester ; on accélérera la marche en avant de l'humanité, que Condorcet croyait indéfiniment perfectible. Par elle, il faut cultiver « dans chaque génération les facultés physiques, intellectuelles et morales,... contribuer au perfectionnement général et graduel de l'espèce humaine, dernier but vers lequel toute institution sociale doit être dirigée ».

Enfin, l'instruction devait armer l'homme contre

les puissances matérielles, contre l'immoralité et contre les vices. Selon Condorcet, « ces vices dérivent du besoin d'échapper à l'ennui dans les moments de loisir, et de n'y échapper que par des sensations, non par des idées ».

L'instruction offrirait à l'homme des distractions honnêtes et des plaisirs sains. Elle lui ferait connaître le bien, ce qui suffirait pour le lui faire pratiquer. Condorcet assignait donc un but très élevé à l'enseignement primaire dans son projet même. Il s'agissait de préparer les enfants à être des citoyens utiles, de « les rendre capables des fonctions publiques les plus simples », comme celles de juré, d'officier municipal. Il s'agissait surtout de les rendre meilleurs au point de vue moral, pour élever le niveau moral de l'humanité. « Dans la discipline intérieure des écoles, dit-il, on prendra soin d'instruire les enfants à être bons et justes ; on leur fera pratiquer, les uns à l'égard des autres, les principes qu'on leur a enseignés, et par là, en même temps qu'on leur fera prendre l'habitude d'y conformer leur conduite, ils apprendront à les mieux entendre, à en sentir plus fortement l'utilité et la justice ».

Condorcet veut même que les écoles contribuent au développement physique de la nation. *Mens sana in corpore sano*, dit le vieil adage latin. Condorcet veut le réaliser par l'instruction. « La gymnastique ne sera point oubliée, écrit-il dans son rapport ; mais on aura

soin d'en diriger les exercices de manière à développer toutes les forces avec égalité, à détruire les effets des habitudes forcées que donnent les diverses espèces de travaux ». Il faut que la gymnastique prévienne, chez les enfants comme chez les hommes, les mauvais effets que certaines occupations exercent sur le corps humain et sur la santé. Il faut qu'elle soit hygiénique. L'enseignement primaire seul était destiné à l'immense majorité des enfants du peuple. Condorcet se rendait parfaitement compte que le paysan, l'ouvrier, le petit artisan, ne pouvait, pour des raisons d'ordre matériel envoyer ses enfants à l'école que pour un temps relativement restreint ; car dès qu'ils étaient arrivés à l'âge de douze ou de quatorze ans, ils étaient obligés de travailler à l'atelier ou dans les champs.

A plusieurs reprises, Condorcet parle « du petit nombre d'années que les enfants des familles pauvres peuvent donner à l'étude, avant qu'ils soient employés à un travail utile, assujettis à un travail régulier ». En conséquence il veut réduire l'instruction de ces enfants au minimum de connaissances indispensables.

« On enseigne, dit-il, dans les écoles primaires, ce qui est nécessaire à chaque individu pour se conduire lui-même et jouir de la plénitude de ses droits ».

Ce minimum d'instruction comprenait la lecture, l'écriture avec quelques notions grammaticales, les règles de l'arithmétique, « des méthodes simples de mesurer exactement un terrain, de toiser un édifice »,

c'est-à-dire quelques-uns des principes de la géométrie, enfin « une description élémentaire des productions du pays et des procédés de l'agriculture et de l'art, le développement des premières idées morales et des règles de conduite qui en dérivent ; enfin ceux des principes de l'ordre social qu'on peut mettre à la portée de l'enfance ». C'est ce que Condorcet appelait les « connaissances rigoureusement nécessaires à tous les citoyens » (1).

L'enseignement primaire ne devait pas être uniforme ; il devait, comme tout l'enseignement en général, s'adapter aux besoins des individus et correspondre au milieu dans lequel il était donné. Il devait varier suivant qu'il s'adressait à des campagnards ou à des habitants des villes. L'art. 1^{er} du titre II du projet disait très nettement : « Dans les écoles primaires des campagnes on apprendra à lire et à écrire ; on y enseignera les règles de l'arithmétique, les premières connaissances morales, naturelles et économiques nécessaires aux habitants des campagnes ». Condorcet avait ainsi l'idée d'un enseignement professionnel.

L'instruction ne devait pas servir uniquement au progrès moral, mais aussi au progrès matériel.

La Révolution n'avait pas seulement un but politique ; elle était aussi économique. Elle avait détruit dès ses

(1) Titre I, art. 2.

débuts toutes les entraves à la libre concurrence du travail. Condorcet voulait donner au travail économique un essor toujours plus grand par une instruction adaptée au milieu.

L'instruction primaire dans les villes devait différer légèrement de celle donnée dans les campagnes. On devait y insister moins sur les connaissances relatives à l'agriculture et davantage sur les connaissances relatives à l'industrie et au commerce (titre II, art. 2).

L'enseignement primaire, demandé par Condorcet, devait être considéré par les révolutionnaires comme bien restreint. Le penseur hardi qu'était Condorcet, s'en excusait lui-même dans son rapport. Il indiquait que cet enseignement devait s'élargir et s'approfondir sans cesse et contribuer à une rénovation sociale.

« On pourrait aussi nous reprocher d'avoir au contraire trop resserré les limites de l'instruction destinée à la généralité des citoyens ; mais la nécessité de se contenter d'un seul maître pour chaque établissement, celle de placer les écoles auprès des enfants, le petit nombre d'années que ceux des familles pauvres peuvent donner à l'étude, nous ont forcés de resserrer cette première instruction dans des bornes étroites ; et il sera facile de les reculer lorsque l'amélioration de l'état du peuple, la distribution plus égale des fortunes, suite nécessaire des bonnes lois, les progrès des méthodes d'enseignement en auront amené le moment, lors-

qu'enfin la diminution de la dette et celle des dépenses superflues permettront de consacrer à des emplois vraiment utiles une plus forte portion des revenus publics ».

Même, pour remédier à l'insuffisance de cette instruction primaire, Condorcet proposait de créer un véritable enseignement civique postscolaire. « Tous les dimanches, dit-il, l'instituteur donnera une instruction publique à laquelle les citoyens de tout âge et surtout les jeunes gens qui n'ont pas encore prêté le serment civique, seront invités d'assister. Ces instructions auront pour objet : 1° De rappeler les connaissances acquises dans les écoles ; 2° De développer les principes du droit naturel et de la morale ; 3° D'enseigner la constitution et les lois dont la connaissance est nécessaire à tous les citoyens, et en particulier celles qui sont utiles aux jurés, juges de paix, officiers municipaux ; d'annoncer et d'expliquer les lois nouvelles qu'il leur est important de connaître. 4° De donner des connaissances sur la culture et les arts d'après les découvertes nouvelles (1) ». Même il devait y avoir des livres officiels pour les adultes. « Il sera composé pour les citoyens des campagnes et ceux des villes qui se borneront au premier degré d'instruction, des livres de lecture. Ces ouvrages, différents pour les âges et les sexes, rappelleront à chacun ses droits et ses devoirs, ainsi que les connais-

(1) Titre II, art. 8 du projet définitif.

sances nécessaires à la place qu'il occupe dans la société (1) ».

Condorcet était partisan de l'instruction des femmes. Elles « ont autant d'intelligence que les hommes » pensait-il. Il était indispensable de les instruire, afin qu'elles fussent les dignes compagnes de leurs maris dans la vie privée comme dans la vie politique ; il fallait leur enseigner aussi à bien élever leurs enfants ; enfin, c'était une simple mesure de justice de ne pas les laisser dans l'ignorance.

Enfin, Condorcet demandait des mesures spéciales pour les régions où le français n'était pas « d'un usage familier au peuple ». Il avait en vue particulièrement l'Alsace, une partie de la Lorraine, où le peuple parlait un dialecte allemand, et la Bretagne (2).

Dans toutes ces régions, l'enseignement primaire serait donné à la fois dans l'idiome du pays et en français, mais de façon à répandre peu à peu et à rendre prédominant l'usage du français.

Condorcet, en cela, faisait preuve du plus large et du plus sage libéralisme. Respectueux des droits de la nature et de la liberté humaine, il ne voulait pas contraindre par la force les Alsaciens et les Bretons à abandonner leur langue maternelle ; mais, soucieux de l'unité nationale, il cherchait à répandre l'usage du français et à le rendre familier à tous les citoyens. C'était à

(1) Titre II, art. 9 du projet définitif.

(2) Titre III du projet.

l'école primaire, à l'instruction seule qu'il faisait appel.

Enfin, comprenant le grand rôle que pouvait jouer l'Alsace française comme pont entre la France et l'Allemagne, comme lien, comme intermédiaire entre ces deux grands pays, il voulait que les deux langues fussent enseignées à la fois dans les écoles d'Alsace, afin que les populations fussent à même de participer à la fois à la civilisation de l'un et de l'autre pays.

Comment Condorcet entendait-il l'organisation de l'enseignement ? « L'instruction, dit-il, doit dans ses divers degrés, embrasser le système entier des connaissances humaines et assurer aux hommes, dans tous les âges de la vie, la facilité de conserver leurs connaissances et d'en acquérir de nouvelles ». Elle doit par conséquent comprendre toutes les branches de l'activité humaine. Seulement Condorcet estime que tous les hommes ne peuvent pas apprendre toute la science humaine. Il ne pense pas que l'instruction puisse être égale pour tous ; car il y a des inégalités trop grandes dans les fortunes, dans les loisirs, dans les capacités et les talents. Condorcet demande donc que l'instruction soit divisée en cinq degrés « sous le nom : 1° d'écoles primaires, 2° d'écoles secondaires, 3° d'instituts, 4° de lycées, 5° de société nationale des sciences et des arts ».

Mais si l'instruction ne peut pas être égale pour tous, Condorcet la veut universelle, accessible à tous ; il veut que tous les Français aient au moins une instruction

primaire et qu'ils trouvent même la possibilité d'en acquérir une meilleure. « L'instruction, écrit-il, doit être universelle, aussi égale et aussi complète que possible, ce qui entraîne la gratuité à tous les degrés. Les talents donnés par la nature ne doivent être perdus ni pour ceux qui les ont reçus, ni pour la patrie ». La gratuité doit permettre aux enfants même pauvres d'acquérir une forte instruction supérieure s'ils en ont la capacité intellectuelle. Condorcet n'a pas les vives craintes de certains, de créer des déclassés : « Ce serait, écrit-il avec une ironie dédaigneuse, un amour de l'égalité bien funeste que celui qui craindrait d'étendre la classe des hommes éclairés et d'en augmenter la lumière ».

Cette instruction gratuite, c'est l'Etat qui doit la donner. Par elle il doit assurer à chaque citoyen d'une façon positive la jouissance de ses droits et la compréhension de ses devoirs. L'instruction comme service public, d'après Condorcet, est une conséquence de la souveraineté du peuple.

Assurer la souveraineté du peuple est la première règle de l'art social. Un peuple souverain ne peut être qu'un peuple instruit ; lorsqu'un Etat repose sur la souveraineté du peuple, il faut qu'il prenne en main lui-même l'instruction du peuple.

Logiquement, Condorcet aurait dû réclamer l'obligation scolaire ; mais, en 1792, il pensait comme vingt ans auparavant que la contrainte légale était inutile et pouvait devenir odieuse ; avec l'optimisme qui caracté-

risait tous ses contemporains, il croyait qu'il suffisait d'entretenir partout des écoles gratuites pour amener tous les parents à y envoyer leurs enfants, par la libre manifestation de leur volonté, par amour de l'instruction, sans aucune obligation. Chaque citoyen ressentirait combien l'instruction lui était nécessaire, pour se conduire lui même et jouir de la plénitude de ses droits ; pourquoi refuserait-il de profiter de l'enseignement gratuit ?

Condorcet avait encore inscrit dans son projet le principe de la laïcité de l'enseignement, par l'art. 13 du titre V : « Les ministres d'un culte quelconque ne pourront être admis aux fonctions de l'enseignement public, dans aucun degré, qu'en renonçant à toutes les fonctions de leur ministère ». Il avait toujours été l'adversaire du clergé et des congrégations (1) ; il ne voulait pas que l'enseignement fût livré à l'autorité des prêtres ni à une autorité quelconque. « S'il fallait prouver, disait-il, par des exemples le danger de soumettre l'enseignement à l'autorité, nous citerons l'exemple de ces peuples, nos premiers maîtres dans toutes les sciences, de ces Indiens, de ces Egyptiens, dont les antiques connaissances nous étonnent encore, chez qui l'esprit humain fit tant de progrès, dans des temps dont nous ne pouvons même fixer l'époque, et qui retombèrent dans l'abrutissement de la

(1) Voir Condorcet, Œuvres, VIII, p. 438 et suiv.

plus honteuse ignorance, au moment où la puissance religieuse s'empara du droit d'instruire les hommes.

Nous citerions la Chine qui nous a prévenus dans les sciences ou dans les arts, et chez qui le gouvernement en a subitement arrêté tous les progrès, depuis des milliers d'années en faisant de l'instruction publique une partie de ses fonctions. Nous citerions cette décadence où tombèrent tout à coup la raison et le génie chez les Romains et chez les Grecs, après s'être élevés au plus haut degré de gloire, lorsque l'enseignement passa des mains des philosophes à celles des prêtres. Craignons d'après ces exemples, tout ce qui peut entraver la marche libre de l'esprit humain ».

En outre, Condorcet proposait l'article suivant. « La religion sera enseignée dans les temples par les ministres respectifs des différents cultes ». Il excluait ainsi l'enseignement religieux des écoles, qu'il voulait neutres ; mais il croyait respecter la liberté de conscience et les croyances religieuses en spécifiant que l'enseignement religieux serait donné dans les édifices du culte par les prêtres. Cependant le comité jugea insuffisants ces articles concernant la neutralité religieuse de l'enseignement. Il tenait à en préciser le caractère de laïcité absolue. Il voulait exclure la religion de l'école, faire de cette dernière un lieu de rencontre de tous les jeunes Français, sans distinction de culte et ne leur donner qu'une instruction qui leur fût commune à tous, qui les unit tous, sans blesser la conscience

d'aucun. Ce fut dans cet esprit que, d'accord avec Condorcet, il adopta l'article suivant. « L'enseignement devant être commune à tous les citoyens sans distinction de cultes, tout ce qui concerne les cultes religieux ne sera enseigné que dans les temples. » (Titre II, art. 6). En outre le Comité dénia formellement aux ministres des cultes la faculté d'enseigner. « Les ministres d'un culte quelconque ne pourront être admis aux fonctions de l'enseignement public qu'en renonçant à toutes celles de leur ministère. » (Titre II, art. 8).

Condorcet voulait empêcher que l'enseignement fût un instrument du gouvernement, un instrument d'autorité. « La première condition de toute instruction étant de n'enseigner que des vérités, les établissements que la puissance publique y consacre doivent être aussi indépendants qu'il est possible de toute autorité politique ». Aussi Condorcet était-il partisan de la liberté de l'enseignement pour tous les laïques. « Tout citoyen, proclamait-il, pourra former librement des établissements d'instruction. » Au nom de la science et de la raison, il exigeait aussi la liberté de tout enseigner. « L'indépendance de l'instruction, pense-t-il, fait en quelque sorte partie des droits de l'espèce humaine. Puisque l'homme a reçu de la nature, une perfectibilité dont les bornes inconnues s'étendent, si même elles existent, bien au-delà de ce que nous pourrions concevoir encore, puisque la connaissance de vérités nouvelles est pour lui le seul moyen de développer cette

heureuse faculté, source de son bonheur et de sa gloire quelle puissance pourrait avoir le droit de lui dire : Voilà ce qu'il faut que vous sachiez, voilà le terme où vous devez vous arrêter. »

Mais dans son hostilité contre l'enseignement donné par le clergé et par les congrégations, Condorcet allait jusqu'à faire de l'école une arme de combat contre l'Église et contre la religion. Il voulait affranchir la raison des enfants et des hommes des croyances et des dogmes religieux, comme il voulait, par l'étude de la physique élémentaire et des sciences naturelles, combattre la superstition et les préjugés et mettre surtout les paysans en garde contre les charlatans et les faiseurs de miracles.

Il poussait si loin son désir de voir l'enseignement indépendant de toute autorité politique et religieuse, qu'il exprimait même une sorte de méfiance vis à vis de l'enseignement civique et moral. La Constitution et la Déclaration des droits devaient être enseignés, non « comme des tables descendues du ciel, qu'il faut adorer et croire, mais comme le développement des principes que dicte la nature ». Il ne voulait pas qu'il y eût une sorte de religion politique, dont les dogmes seraient enseignés comme intangibles dans les écoles, car ce serait violer la liberté dans ses droits les plus sacrés.

Par haine du roi et du clergé, Condorcet proposait de faire du corps enseignant un corps autonome. Il refu-

sait la nomination des maîtres au gouvernement. Dans chaque département, la direction de l'enseignement primaire serait confiée à une commission de « personnes instruites », composée de cinq à onze membres, qui seraient choisis par les conseils généraux des communes et les directoires parmi les « personnes les plus instruites et les plus recommandables par leurs mœurs et leur patriotisme ».

Voici comment, d'après les propositions de Condorcet on procéderait à la nomination des instituteurs. « Le directoire du département, de concert avec la commission... fera une proclamation dans tous les lieux du département par laquelle il invitera tous les citoyens instruits qui voudront se consacrer à l'instruction dans les écoles primaires, ainsi que ceux qui en remplissent actuellement les fonctions, à se faire inscrire à leur municipalité.

« Huit jours après la proclamation, les municipalités feront parvenir au directoire du département la liste des personnes inscrites, cette liste sera remise à la commission qui fixera le jour et le lieu des examens.

« Les aspirants, ainsi que les personnes déjà employées à l'enseignement, seront examinés par la Commission sur leurs connaissances, sur leur aptitude à enseigner d'une manière claire et analytique. La Commission prendra des informations sur leurs mœurs et leur conduite, et fera une liste de tous ceux qu'elle jugera éligibles.

« Le Comité présentera un projet d'instruction sur le mode de ces examens. Cette liste sera imprimée et envoyée dans tous les lieux où il devra y avoir des écoles primaires.

« Sur cette liste, les pères de famille, les veuves mères de famille, ainsi que les tuteurs et curateurs de l'arrondissement, du village ou de la section de la ville où l'école sera située, éliront l'instituteur au scrutin et à la pluralité absolue. Ceux qui sont actuellement en fonctions pourront être réélus (1).

« En cas de vacance, par mort ou par démission ou quelque autre cause que ce soit d'une place d'instituteur ou d'institutrice, il sera pourvu au remplacement sur la liste des éligibles arrêtée par la Commission, d'après la convocation indiquée par le procureur général syndic du département et suivant le mode fixé par les articles précédents ». (2)

A son entrée en fonctions, l'instituteur ferait la promesse solennelle de les remplir avec zèle et assiduité et « de faire tous ses efforts pour propager les connaissances utiles et inspirer les vertus morales et civiques ».

L'inspection de l'enseignement était exercée, non par l'Etat, mais par des directoires formés dans la *Société nationale*, dans les lycées, dans les instituts; chaque directoire devait inspecter les établissements inférieurs.

(1) Titre V, art. 6 à 20.

(2) Article 17 du titre V.

De cette façon le corps enseignant ne dépendrait que de lui-même. L'élection serait à sa base ; mais la direction appartiendrait à ses membres les plus éminents, choisis par lui-même.

Dans les écoles publiques, malgré son désir de liberté Condorcet voulait un enseignement officiel, conforme à l'idéal de la Révolution, et pour cela il demandait qu'il y eût des livres officiels. « On fera composer incessamment les livres élémentaires qui devront être enseignés dans les écoles primaires. Ces livres seront rédigés d'après la meilleure méthode d'enseignement, que les progrès actuels des sciences nous indiquent, et d'après les principes de liberté, d'égalité, de pureté dans les mœurs, et de dévouement à la chose publique, consacrés par la Constitution ».

Le comité remplaça les mot « consacrés par la Constitution » par « nécessaires dans un Etat républicain ».

Même il devait y avoir des livres officiels pour les instituteurs, rédigés sans doute sous le contrôle de l'Assemblée législative.

« Outre ces livres pour les enfants, il en sera fait d'autres qui serviront à guider les instituteurs. Ceux-ci contiendront des principes sur la méthode d'enseigner, de former des jeunes gens aux vertus civiques et morales, des explications et des développements des objets contenus dans les livres élémentaires de l'école » (1).

(1) Titre II, art. 5.

Les traitements des instituteurs et des institutrices devaient être fixés par la loi scolaire. Condorcet proposait qu'ils fussent établis « à raison de la population des lieux où les écoles étaient situées » c'est-à-dire en rapport avec l'étendue et l'importance de la localité. Comme en général le coût de la vie augmente avec l'étendue de la ville, les traitements augmenteraient en conséquence. Voici les propositions du projet : dans les lieux au-dessous de 1500 habitants, chaque instituteur recevra 600 livres. Dans les lieux de 1500 à 4000 habitants, chaque instituteur recevra 650 livres et chaque institutrice 500 livres.

Dans les lieux de 4000 à 10 000 habitants les instituteurs auront chacun 740 livres et les institutrices 600 livres.

Dans les lieux de 10 000 à 20 000 habitants les instituteurs auront chacun 850 livres et les institutrices 700 livres.

Dans ceux de 20 à 30 000 habitants les instituteurs auront chacun 1 000 livres, et les institutrices 850.

Dans ceux de 30 à 50 000 habitants chaque instituteur aura 1 150 livres, et chaque institutrice 1 000 livres.

Dans une ville de 50 à 100 000 habitants, chaque instituteur aura 1 300 livres et chaque institutrice 1 100 livres.

Dans les lieux plus peuplés, chaque instituteur aura 1 400 livres et chaque institutrice 1 200.

Les instituteurs obligés d'enseigner en même temps en français et dans l'idiome du pays, à raison de ce surcroît d'occupations recevront une augmentation d'appointements de 200 livres (1).

Les instituteurs seraient payés par l'Etat. Les communes leur fourniraient les bâtiments des écoles et le logement, situé, autant que possible « dans le lieu même des écoles. A cet effet elles pourraient disposer des maisons de fabriques ou des maisons nationales déjà uniquement consacrées aux petites écoles ». Les frais de premier établissement, d'ameublement et d'entretien des écoles devaient être également à la charge des communes (2).

Enfin l'école donnerait gratuitement certaines fournitures aux enfants, sans doute aux frais de la commune, bien que le projet ne donnât aucune précision sur ce point (3).

Condorcet avait annexé à son projet un tableau sommaire des dépenses qu'exigerait l'instruction primaire préconisée par lui. « Le nombre des écoles primaires, expose-t-il, sera d'environ 31 000, elles coûteront 15 millions, et comme 2,070.000 enfants formant le 10^e de la population totale peuvent y être admis, la dépense

(1) Titre IV, art. 2 à 10.

(2) Titre IV, art. 11, 12, 13.

(3) Titre II, art. 9 : « Il sera formé pour chaque école une petite collection de livres à l'usage des enfants qui fréquentent l'école, et la garde en sera confiée à l'instituteur ».

pour chaque enfant sera, par année, de 5 livres 10 sols. En supposant donc que les enfants restent 5 ans dans ces écoles, il n'en coûtera au Trésor national qu'environ 28 livres pour donner à un citoyen toutes les connaissances indispensables.

« Sans doute un certain nombre de communes pauvres auront besoin de secours pour le premier établissement; mais les administrations de département seront autorisées à leur en accorder ». Ce moyen était d'ailleurs le seul qui pût assurer la promptitude du premier établissement.

« Les écoles primaires et secondaires, c'est-à-dire l'instruction qu'il est indispensable d'assurer à tous les citoyens, coûteront 17 millions 300 mille livres et le reste de l'instruction environ 7 millions ».

Il y aurait donc un budget de l'instruction publique de l'Etat et un budget communal. Les dépenses seraient partagées entre l'Etat et la commune, qui pouvait se faire aider par le département.

Comment Condorcet entendait-il répartir les écoles primaires sur le territoire français?

« Il y aura, dit le projet dans l'art. 10 du titre II, une école primaire et un instituteur dans tous les villages qui auront depuis 1 100 jusqu'à 1 500 habitants. Cette école pourra servir pour toutes les habitations moins peuplées qui ne seront pas éloignées de plus de 1 000 toises ». Comme les enfants devant fréquenter les écoles étaient estimés à un dixième de la population totale,

Condorcet demandait donc, qu'il y eut un instituteur et une école pour 40 à 150 élèves.

Cependant il y avait alors en France un grand nombre de villages au-dessous de 400 habitants. La population du royaume était beaucoup moins dense qu'aujourd'hui. La densité moyenne de la population n'était que de 35 habitants environ au kilomètre carré. Dans certaines régions la population était beaucoup plus clairsemée, dans la Sologne par exemple, dans les Landes, dans l'intérieur de la Bretagne.

Les hommes et les maisons isolés y étaient nombreux, séparés les uns des autres par plusieurs kilomètres. Les enfants de ces régions devaient-ils ne pas avoir d'écoles ?

Condorcet, pour remédier à cet état de choses, prévoyait la constitution « d'arrondissements » scolaires, le groupement de plusieurs hameaux et petites communes, qui ensemble auraient une école. « Pour les villages au-dessous de 400 habitants et les habitations dispersées et éloignées de 1 000 toises d'une école, il y aura une école et un instituteur par arrondissement comprenant depuis 400 jusqu'à 1 500 habitants. Les enfants des habitations qui ne sont pas éloignées de plus de 1 000 toises d'une école fréquenteront l'école la plus voisine (1) ».

Le comité de l'instruction adhéra à ces vues, mais modifia légèrement la rédaction de l'article et l'adopta

(1) Titre II, art. 11.

dans la forme suivante : « Pour les habitations plus éloignées de 1000 toises et les lieux qui n'auraient pas 400 habitants, il y aura une école par arrondissement embrassant de 400 à 1500 habitants. Cette école sera placée de la manière la plus convenable ».

Dans ces écoles de villages l'enseignement devait être donné en commun aux filles et aux garçons, les ressources matérielles n'y permettant pas une éducation distincte pour les deux sexes. Mais Condorcet ne semble pas avoir été un fervent partisan de cette coéducation : car pour les communes plus grandes, il demandait des écoles de garçons et des écoles de filles.

« Dans les endroits qui renferment de 1500 à 4000 habitants, il y aura deux écoles, un instituteur et une institutrice; ou une seule école avec un instituteur et une institutrice » (Titre II, art. 12).

Le comité sanctionna cette manière de voir par son vote, en accentuant encore le principe de la séparation, puisqu'il supprima le dernier passage de l'article, admettant une école commune, avec un instituteur et une institutrice.

Enfin, pour les villes dont la population dépassait 4000 âmes, le projet prévoyait un nombre d'écoles proportionné au nombre des habitants, mais la proportion n'était pas la même.

Dans les villes de 4000 à 8000 habitants il y aurait quatre écoles, avec deux instituteurs et deux institutrices; dans les villes de 8000 à 20000 habitants, il y

aurait deux écoles par 4000 habitants, « l'une avec un instituteur, l'autre avec une institutrice; » dans les villes de 20000 à 50000 habitants il y aurait deux écoles par 5000 habitants, l'une avec un instituteur, l'autre avec une institutrice. Enfin dans les villes plus considérables il y aurait, par 6000 habitants, une école avec un instituteur et une autre avec une institutrice. (1)

En somme les grandes communes seraient divisées en plusieurs sections, dont chacune aurait son école de filles et son école de garçons. Mais pourquoi dans les villes de 20000 à 50000 habitants, Condorcet ne voulait-il que deux écoles par 5000 habitants, alors que dans celles de 4000 à 20000 habitants, il y en aura deux par 4000 déjà ? Pourquoi même dans les villes dont la population dépassait 50000 âmes, il ne devait y avoir que deux écoles par 6000 habitants ? La raison en est fort simple. Condorcet pensait que dans ces grands centres une notable partie de la population scolaire fréquenterait, non pas les écoles primaires, mais celles d'un degré supérieur, notamment les écoles secondaires, dont la création était prévue dans les communes plus importantes. Dans les villages, la population scolaire ne comprenait, à quelques rares exceptions près, que les enfants des paysans. Dans les villes, au contraire, il y avait une forte proportion de petits industriels, de commerçants aisés, de fonctionnaires; il y avait une

(1) Titre II, art. 13.

classe bourgeoise moyenne, assez nombreuse et ambitieuse, qui depuis fort longtemps déjà faisait donner à ses enfants une instruction assez élevée et qui ne pouvait pas être comptée dans la clientèle des écoles primaires.

Condorcet estimait que dans les grandes villes, les deux tiers seulement de la population scolaire fréquenteraient les écoles primaires, tandis que l'autre tiers recevrait une instruction plus élevée.

Le Comité accepta le principe de cette répartition des écoles primaires, mais apporta quelques modifications à son application. Il demanda qu'il y eût dans les villes de 4000 à 20000 habitants, deux écoles par 4000 habitants. « Les villes plus peuplées auraient de plus deux écoles par 5000 habitants au-dessus de 20000 habitants. Les villes de 50000 habitants auraient par conséquent 22 écoles. Les villes plus peuplées auraient de plus deux écoles par 6000 habitants au-dessus de 50000. » Le comité augmenta ainsi légèrement le nombre des écoles primaires dans les grandes villes.

En somme, le projet de Condorcet prévoyait, pour l'enseignement primaire, l'établissement de circonscriptions scolaires. Pour les communes de 400 à 1500 habitants, la circonscription scolaire correspondait à la commune. Les petits villages et les hameaux étaient réunis en une circonscription par 1500 habitants; enfin les bourgs jusqu'à 4000 habitants ne formaient qu'une seule circonscription; mais leur po-

pulation scolaire était répartie par sexe entre deux écoles. Enfin les villes étaient divisées en plusieurs circonscriptions scolaires.

Il devait y avoir une école et un instituteur pour 150 à 200 enfants au maximum ; comme chaque école comprenait 4 classes, il devait y avoir 50 élèves au maximum dans une classe. Au point de vue pédagogique, c'était beaucoup ; c'était même trop. Il est en effet matériellement impossible à un seul instituteur d'instruire 150 enfants à la fois, même répartis entre plusieurs divisions.

Mais il y avait un autre inconvénient très grave dans le projet de Condorcet et du Comité. Les villes étaient évidemment lésées au profit des campagnes. Dans les villages il y aurait une moyenne de 80 à 100 élèves par école tandis que dans les grandes villes la moyenne s'élèverait à 150 à 200 élèves par école, et même davantage. Certes, le législateur pouvait supposer que dans les villes, en général, un grand nombre d'enfants fréquenteraient des écoles plus élevées que les primaires ; mais son estimation, que ce nombre correspondrait partout à un tiers de la population scolaire, était arbitraire.

Dans beaucoup de villes la population pauvre, la population ouvrière dépassait à cette époque les deux tiers de la population totale. Il y avait déjà dans certaines régions, une grande industrie, où se pressait une population ouvrière très nombreuse, à côté de

quelques familles riches et d'une classe moyenne très restreinte. Ainsi l'industrie du textile et de la soierie à Lyon, à Mazamet et dans quelques villes normandes, la métallurgie en Lorraine et ailleurs, et surtout la construction des navires dans les ports de mer, avaient créé une classe d'ouvriers d'usine très pauvre et nombreuse, qui dépassait en maintes communes les quatre cinquièmes de la population totale. Alors il n'y avait plus une école pour 150 enfants, mais pour 300 et même pour 400 enfants. Or, comment un seul instituteur, une seule institutrice pouvaient-ils instruire un si grand nombre d'élèves? A Lyon, par exemple, le quartier de la Croix-Rousse avait une population exclusivement ouvrière. Certainement, d'après le projet de Condorcet, il devait former plusieurs circonscriptions scolaires, chacune comprenant 5 000 à 6 000 habitants. Les deux écoles de chaque circonscription auraient été fréquentées chacune par 300 élèves environ.

En résumé le projet de Condorcet était une œuvre considérable, l'œuvre à la fois d'un penseur et d'un philosophe humanitaire, d'un démocrate et d'un homme d'Etat pratique et avisé. Il marquait un progrès très sensible sur celui de Talleyrand, d'abord en multipliant les écoles primaires, en dotant presque toutes les communes d'une école; ensuite, il établissait un budget de l'instruction publique. Il demandait l'instruction égale pour les deux sexes. Il prévoyait un enseignement très souple, adapté au besoin du milieu, un

enseignement technique et professionnel. Enfin, il voulait une instruction postscolaire.

La nomination des instituteurs était retirée au gouvernement central et placée sous le contrôle efficace des parents appelés à prendre part à la direction de l'instruction publique dans leur commune et leur district. L'instruction publique devait être indépendante du pouvoir politique et ne connaître qu'un but, la science et le bonheur de la nation.

Elle devait être gratuite, et si Condorcet ne demandait pas l'obligation scolaire, c'est qu'il la jugeait inutile; c'est qu'il était convaincu que tous les enfants iraient à l'école, librement, sans aucune contrainte.

Enfin, le progrès des idées philosophiques se manifestait également dans la laïcité complète de l'enseignement public demandée par Condorcet. Respectueux des droits de l'homme, Condorcet était partisan de la liberté de l'enseignement, mais contrairement à Talleyrand, il excluait la religion de l'école; il séparait nettement l'école de l'église; il excluait les religieux de l'enseignement public. L'école, avec lui, devenait anticléricale. Avec lui, une doctrine politique plus avancée se manifestait à l'Assemblée législative.

Le projet de Condorcet, dans le détail, avait de nombreux défauts. Il est néanmoins le document le plus complet et le plus sérieux de la Révolution sur l'instruction publique. Il ne restait plus qu'à y introduire l'obligation scolaire d'une façon nette et formelle et il

énonçait tous les principes qui, de nos jours, ont été mis en vigueur en matière d'instruction primaire publique.

Le projet de Condorcet ne fut pas discuté à l'Assemblée législative. La lecture même du rapport fut interrompue par la déclaration de guerre adressée à l'Autriche le 20 avril 1792.

Le projet même ne fut guère connu en dehors de l'Assemblée et des milieux politiques les plus actifs et n'exerça qu'une faible influence sur l'opinion publique.

En somme, l'Assemblée législative, comme la Constituante n'arriva pas à créer un enseignement public conforme à son idéal, et ne sut faire que le travail préparatoire. Au moins le Comité de constitution de la Constituante et le Comité d'instruction publique de la Législative avaient-ils déblayé le terrain et préparé des solutions positives et raisonnées.

Talleyrand et Condorcet surtout avaient élucidé le vaste problème de l'instruction publique tant au point de vue théorique qu'au point de vue pratique. Leurs rapports et leurs projets plaçaient le problème sur le terrain des réalisations pratiques et fournissaient une base sérieuse de discussion et d'élaboration.

L'Assemblée législative fut empêchée par la guerre de délibérer sur la question et d'aboutir, comme la Constituante. Afin qu'il y eut toujours des écoles pour recevoir les enfants, elle dut maintenir provisoirement les écoles existantes et assurer leur fonctionnement. Les universités cependant et les collèges, privés de

ressources, furent fermés presque partout. Au contraire, les rétributions scolaires payées par les élèves, les casuels des fabriques, les subventions en nature, permirent aux écoles primaires de subsister misérablement. Presque tous les instituteurs s'étaient ralliés au culte assermenté et jouissaient ainsi d'une tranquillité relative. On trouve dans les archives communales et départementales de nombreux baux et traités passés entre les instituteurs et les paroisses ou les communes, où les premiers s'engageaient même, comme avant la Révolution, à sonner les offices, à chanter la messe et à faire la prière, à entretenir l'église en bon état, à enseigner le catéchisme aux enfants, même à leur apprendre à servir la messe (1).

Après le 10 août 1792 cependant, lorsque le peuple de Paris avait renversé la royauté et que la République existait virtuellement, la Législative menacée par l'ennemi extérieur, crut devoir prendre de nouvelles mesures de rigueur contre l'Eglise, le clergé et les ordres, qu'elle prétendait être les appuis les plus solides de la royauté. Le décret du 17 août 1792 déclare « détruites et supprimées toutes les corporations séculières ecclésiastiques et généralement toutes les corporations reli-

(1) Dans les communes de la Haute-Marne, par exemple, ils promettaient par serment d'instruire les enfants, principalement dans la religion catholique, de leur inspirer les sentiments patriotiques et républicains, d'assister le citoyen curé dans toutes ses fonctions des messes, vêpres, etc.

gieuses et congrégations séculières d'hommes et de femmes, ecclésiastiques ou laïques ».

Pourtant une exception est faite encore une fois, en faveur des membres de ces corporations employés dans l'enseignement, qui sont invités à en continuer l'exercice à titre individuel, jusqu'à son organisation définitive. Les biens de ces corporations sont destinés à être vendus, sauf les bâtiments et jardins des collèges encore en exercice (1).

Ce décret devait porter un coup très rude aux anciennes écoles. Les instituteurs et les professeurs, par les aliénations de biens, voyaient leurs revenus sensiblement diminués sans que la Législative ou plus tard la Convention leur eussent donné une compensation.

Beaucoup d'entre eux étaient obligés de trouver d'autres fonctions. Aussi l'enseignement souffrit-il beaucoup à la suite de ce décret. Les écoles furent délaissées; en 1793 des plaintes s'élevèrent partout contre l'abandon dans lequel l'instruction primaire semblait tomber. Ce fut alors que la Convention entreprit d'organiser un nouvel enseignement public.

(1) Duvergier, *Recueil cité*, t. IV, p. 376.

CHAPITRE III

LA CONVENTION : PROJETS DE LOIS SUR L'INSTRUCTION PRIMAIRE DE LA PÉRIODE DÉMOCRATIQUE JUSQU'AU 9 THERMIDOR AN II. — LA LOI DU 29 FRIMAIRE AN II.

La Convention se réunit le 20 septembre 1792. Le lendemain 21 elle proclama la République. Le suffrage universel avait déjà été institué à la suite de l'insurrection du 10 août. Ainsi était établi un régime démocratique. C'était la masse de la nation qui était la source de tout pouvoir politique. Or, il était indispensable, pour assurer la durée du gouvernement populaire, de faire l'éducation politique du peuple par l'instruction primaire.

La Convention manifesta la ferme volonté de reprendre l'œuvre de la Législative et de la Constituante en instituant le 2 octobre un comité de l'instruction publique.

Les membres de l'ancien comité de la Législative élus députés à la Convention s'étaient déjà réunis pour former un comité provisoire, afin de léguer à leurs successeurs le travail qu'ils avaient fait précédemment (1).

(1) C'étaient Arbogast, Audrein, Baudin des Ardennes, Bonnier, Carnot, Condorcet, Gibergues, Prieur de la Côte d'Or, Romme, Roux-Fasillac.

Parmi les commissaires élus, proclamés le 13 octobre, Condorcet, Hérault de Séchelles, Barère, Rabaut Saint-Etienne, Sieyès et quelques autres donnèrent immédiatement leur démission pour siéger dans d'autres Comités. Ils furent remplacés et le Comité fut définitivement constitué. Ses membres étaient alors : Arbogast, Marie Joseph Chénier, Léonard Bourdon, Gorsas, Romme, Lanthenas, Dusaulx, David, Chasset, Mercier, Durand de Maillane, Roux-Fasillac, Fauchet, Baudin des Ardennes, Quinette, Mathieu, Henri Larivière, Alquier, Massien, Salle, Collaud la Salcette, Audrein, Fouché, Jacob Dupont.

Le 25 octobre la Convention décida que ses Comités seraient renouvelés tous les deux mois par moitié ; en fait, les principaux membres du Comité d'Instruction publique furent presque tous réélus, au moins jusqu'au 9 thermidor an II.

Le Comité d'abord reprit l'examen du projet de Condorcet, mais en même temps il se préoccupa d'assurer l'existence des anciennes écoles, comme avaient fait le Législateur et la Constituante.

En son nom, Fouché présenta, le 19 novembre 1792, à la Convention, un rapport et un projet de décret sur les Congrégations enseignantes, où il exposait la nécessité de soutenir ce qui existait en fait d'écoles (1).

(1) Guillaume, *Procès verbaux du Comité d'Instruction publique de la Convention nationale*, t. I, p. 26 et suiv.

La Convention vota d'abord le décret, puis le rapporta et ne voulut s'en occuper qu'après l'établissement d'écoles primaires publiques. Le Comité d'instruction publique fut invité à présenter un rapport sur les créations de ces écoles.

Le Comité de l'instruction publique se mit résolument à l'œuvre. Il avait repris le projet de Condorcet, il l'examina d'une façon approfondie, y apporta un certain nombre de modifications et l'adopta, ainsi transformé, les 14 et 16 novembre 1792 (1). Lanthénas fut nommé rapporteur et prépara un projet de décret sur les écoles primaires en 5 titres et 51 articles (2) qui reproduisait les principes du projet de Condorcet : création d'écoles dans toutes les communes, aux frais de la République et des communes, laïcité et gratuité de l'enseignement, sans obligation légale, les instituteurs payés par le Trésor public, enseignement post-scolaire.

Lanthénas proposait, en outre, d'associer les habitants plus étroitement à l'œuvre d'instruction en les y faisant participer. Il voulait que les instituteurs fussent chargés de faire des lectures publiques pour répandre les connaissances et unir les citoyens à tout ce qui était d'un grand intérêt. Ensuite il cherchait à associer les habitants et les élèves les plus instruits à l'ensei-

(1) Guillaume, *Procès-verbaux du Comité d'Instruction publique de la Convention nationale.*, t. I, p. 68.

(2) *Id. ibid.*, t. I, p. 74.

gnement de la jeunesse et de leurs camarades. « Les instituteurs ainsi que les institutrices se feront aider par les sujets dont l'intelligence aura fait les progrès les plus rapides ; et ils pourront ainsi, très facilement, dans les mêmes séances, donner à 4 classes d'élèves tous les soins nécessaires à leurs progrès. En même temps, les efforts que feront les plus habiles pour enseigner ce qu'ils savent à leurs camarades et le leur inculquer, les instruiront eux-mêmes beaucoup mieux que les leçons de leur maître ».

De cette façon, le contrôle des habitants sur l'enseignement s'exerçait très directement, puisqu'ils devenaient en quelque sorte les collaborateurs des maîtres. Ensuite, une méthode nouvelle d'enseignement très curieuse était ébauchée, poussant les enfants à faire des efforts personnels pour comprendre et pour expliquer clairement ce qu'il leur fallait savoir et non pas pour apprendre à le réciter machinalement. Tentative fort intéressante de développer l'intelligence et le raisonnement beaucoup plus que la mémoire, au moins chez une élite. Enfin Lanthénas espérait déterminer, chez certains jeunes élèves, la vocation de l'enseignement et l'exercer, afin d'assurer la formation et le recrutement de bons instituteurs et de bonnes institutrices. D'une façon générale, il préconisait l'application des méthodes scientifiques, afin d'extirper chez les enfants les préjugés et les erreurs. « Les méthodes que l'on suivra, propose-t-il, procéderont toujours par l'ana-

lyse des idées, l'expérience des choses et la pratique des principes. Les enfants seront ainsi préservés des notions fausses qu'ils sont exposés à recevoir avec les mots, ou de cette nullité d'idées dans laquelle ils restent souvent après avoir appris à parler ».

Au début du mois de décembre un exposé général du projet portant création d'une instruction publique fut fait à la Convention, qui décida de s'occuper avant tout des écoles primaires.

Le 12 décembre, Marie-Joseph Chénier lut, au nom du Comité d'instruction publique, le titre 1^{er} du projet élaboré selon celui de Condorcet. A la lecture de l'article, qui excluait les prêtres de l'enseignement, des applaudissements nourris éclatèrent partout et principalement sur les bancs de la Gironde. Cette manifestation montrait, d'une façon nette, que l'école, aux yeux de la majorité, devait être laïque et rationaliste et combattre l'influence de l'Eglise (1).

Le surlendemain, la discussion sur ce projet prit une grande ampleur. C'était le premier grand débat en séance plénière sur l'instruction primaire. Durand-Maillane combattit le projet avec âpreté. Il lui reprochait de ne pas admettre dans les écoles publiques l'enseignement de la religion. Surtout il protestait contre

(1) *Procès-verbal de la Convention*, t. IV, p. 200 et suiv. — Guillaume, *Procès-verbaux du Comité d'Instruction publique de la Convention*, I, p. 400 et suiv.

Voir aussi le *Moniteur*, n^o du 12 décembre et suivants.

l'organisation d'un Corps enseignant : « Après avoir, s'écrie-t-il, secoué le joug des tyrans, après avoir fait disparaître la domination sacerdotale, il est bien étrange que, sous prétexte de sciences et de lumières, on propose à la nation de faire, à ses frais, un état particulier et permanent à une classe de citoyens ; et quels citoyens ? Les hommes les plus capables de dominer l'opinion publique en la dirigeant ; car il y a une superstition pour ce qu'on appelle savants, comme il y en avait une pour les rois et pour les prêtres ; j'en appelle à nos tant célèbres Académies ».

Il ne faut pas non plus, pense Durand, trop développer l'enseignement des sciences, afin de ne pas corrompre la jeunesse et de ne pas faire des déclassés.

Enfin, Durand veut que l'enseignement primaire soit réduit à une seule école et à un seul livre. Le premier il propose l'école primaire commune et obligatoire, pour tous les enfants, sans distinction de fortune, de six à douze ans, sans qu'aucun « puisse se dispenser d'y aller pour recevoir les leçons communes ».

Durand-Maillane, tout en se montrant peu hardi sur certains points et attaché au passé, eut le grand mérite de soulever le premier le principe vraiment démocratique de l'école primaire obligatoire pour tous les enfants. D'autres allaient le reprendre et l'imposer à l'attention générale (1).

(1) Voir Guillaume, *Procès-verbaux du Comité d'instr. de la Convention*, p. 123.

Dans la suite de la discussion, Masuyer trouva le projet du Comité trop centralisateur et trop cher (1).

Chénier protesta contre toutes ces allégations des adversaires du projet.

Enfin, le 16 décembre, Jacob Dupont, de l'Indre, développa avec éloquence le point de vue des Girondins, ses amis (2).

« Tout peuple, dit-il, plongé dans l'ignorance, est condamné à être esclave, c'est-à-dire à n'avoir que des mœurs corrompues, mais tout peuple éclairé sera libre quand il le voudra ». Donc, il faut créer et développer l'instruction primaire publique sans être arrêté par de misérables questions d'argent. Au grand scandale des évêques et des prêtres, membres de l'Assemblée, Dupont se déclara nettement athée et se prononça, en conséquence, pour la suppression de tout enseignement religieux : « Croyez-vous donc, dit-il, fonder et consolider la République française avec des autels autres que ceux de la patrie, avec des emblèmes ou des signes religieux autres que ceux des arbres de la liberté?... La nature et la raison, voilà les dieux de l'homme, voilà mes dieux ».

Ainsi, les Girondins, pour la plupart, étaient de fermes partisans de l'enseignement primaire public, non seulement laïque mais areligieux, basé uniquement sur

(1) Voir Guillaume, *Procès-verbaux du Comité d'instr. de la Convention*, t. I, p. 133.

(2) *Id. ibid.*, t. I, p. 144.

la raison, afin de combattre l'Eglise et d'affermir la République.

L'art. 1^{er} du projet avait été mis aux voix et voté dans la forme suivante. « La Convention Nationale, sur le rapport de son Comité d'instruction publique, décrète :

Titre I enseignement art. 1^{er}. « Les écoles primaires formeront le premier degré d'instruction. On y enseignera les connaissances rigoureusement nécessaires à tous les citoyens. Les personnes chargées de l'enseignement de ces écoles s'appelleront instituteurs » (1).

Par ce vote, l'Assemblée s'était prononcée sur le principe même de la création, par les soins du gouvernement, d'écoles primaires publiques et sur le but à elles assigné. Cette question tranchée, il fallait aborder la discussion des voies et des moyens de mettre ce principe en vigueur.

Le 18 décembre, Lanthenas présenta son rapport et son projet à l'Assemblée. Il n'y était question que de l'instruction primaire et de l'enseignement primaire postscolaire. Lanthenas constatait avec force l'importance du problème de l'instruction, « cette première dette de l'Etat envers tous les citoyens ». Avant tout il s'agissait de créer l'instruction primaire. Le rapporteur s'efforça principalement de justifier le projet de Condorcet, sur lequel il appuyait entièrement son travail, tant au point de vue de l'organisation matérielle de

(1) Duvergier, *Collection des lois*, t. v. p. 99.

l'enseignement qu'au point de vue des matières enseignées. Comme Condorcet, Lanthenas insiste particulièrement sur l'enseignement postscolaire et sur l'indépendance nécessaire des instituteurs.

La discussion générale sur ce projet amena les orateurs de la Gironde et de la Montagne à préciser leurs vues. Comme Jacob Dupont, son ami politique Ducos, député de Bordeaux, le porte-parole des Girondins, voulut avant tout une école primaire nettement laïque, soustraite à toute influence des prêtres, donnant un enseignement rationaliste (1). Par la diffusion des lumières il fallait prévenir la contre révolution, abattre le papisme et la monarchie. « L'instruction selon Ducos, est une dette de la société envers chacun de ses membres. La distribution de certaines connaissances indispensablement liées à l'intérêt commun doit être considérée comme un devoir sacré pour les représentants du peuple. Ces vérités sont senties jusque dans les hameaux ».

L'instruction seule peut améliorer le genre humain. Seule elle rend possible le bon fonctionnement du gouvernement républicain. « Je ne sais pas, s'écrie l'orateur Girondin, fidèle aux convictions des philosophes du xvm^e siècle, quel degré d'importance on attache à l'établissement des écoles primaires ; je pense pour

(1) Voir sur ces débats le *Moniteur*. — Guillaume, *Procès-verbaux du Cons. d'instruct. publique de la Convention*, t. 1, p. 171 et suivantes.

moi que nous leur devons notre véritable régénération, l'accord des mœurs et des lois, sans lequel il n'y a point de liberté ».

Même Ducos estime que l'instruction primaire est plus importante que l'instruction secondaire et supérieure ; il s'élève avec énergie contre le procédé de rétribuer les professeurs de collège et d'Université mieux que les instituteurs. « Je demande, s'écrie-t-il, que le maximum du traitement des instituteurs des écoles primaires soit déclaré d'avance au moins égal au terme moyen du traitement qui sera accordé aux professeurs de toutes les écoles supérieures ».

Enfin, Ducos, logique avec toute sa pensée, se prononce nettement pour l'instruction primaire obligatoire. Il veut comme Durand-Maillane, que l'école primaire soit obligatoire pour tous les enfants, sans distinction de fortune, qu'il y ait un enseignement commun à tous les jeunes français.

« Je pense, dit-il, que tous les enfants nés dans la République, quel que soit l'état ou la fortune de leur père, doivent être astreints, pour pouvoir parvenir dans la suite aux emplois publics, à suivre pendant un certain espace de temps les écoles primaires ». Il ne craint pas les reproches d'attenter à la liberté ; au contraire, il prétend que par l'instruction commune obligatoire la liberté et l'égalité vont être établies ; car cette instruction précisément élèvera les enfants, de manière à ce qu'ils deviennent des citoyens libres et égaux entre

eux. « Cet assujettissement, va-t-on s'écrier, contrarie-rait trop durement nos mœurs et nos usages ; je réponds que c'est à cause de cela même que je le propose. Les mœurs d'un peuple corrompu ne se régénèrent point par de légers adoucissements, mais par de rigoureuses et brusques institutions. Il faut opter ouvertement entre l'éducation domestique et la liberté ; car tant que par une instruction commune vous n'aurez pas rapproché le pauvre du riche, le faible du puissant, c'est en vain que vos lois proclameront la sainte égalité ; la République sera toujours divisée en deux classes, les citoyens et les messieurs. »

Il veut que chaque enfant passe au moins deux ans dans une école primaire.

Ducos propose, en concluant, le passage à la discussion des articles du projet, et annonce qu'il déposera des amendements et des additions, sans doute principalement pour instituer l'instruction primaire publique obligatoire, qui, selon lui est l'instruction proprement démocratique, tandis que l'éducation domestique a un caractère monarchique.

Les Girondins, par l'organe de Ducos, s'étaient donc prononcés pour l'enseignement primaire public gratuit, laïque, obligatoire, pour la création d'un budget de l'instruction publique largement doté. L'école primaire publique, obligatoire et laïque, pour eux, était essentiellement l'école de la République, appelée à réaliser la liberté, l'égalité et la fraternité.

Michel-Edme Petit, le principal orateur de la Montagne, sut élever le débat à des considérations plus générales encore et rattacha le problème de l'instruction primaire au problème économique et social soulevé par le paupérisme. Tant que la misère et la mendicité n'auront pas disparu, dit-il en substance, les pauvres ne profiteront pas de l'instruction ; seuls les enfants des riches fréquenteront les écoles primaires. Avant de s'occuper de l'instruction, il veut que la convention prenne des mesures socialistes réglementant la production et la vente, organisant le droit au travail, de façon à assurer des revenus à tous les citoyens et à arriver peu à peu à l'égalisation des fortunes.

Une partie de la Montagne donc pensait qu'avant de donner l'instruction au peuple, il fallait lui donner du pain, et il est intéressant de constater qu'à ce sujet des solutions socialistes ont surgi à la Convention, qu'un orateur a fait dépendre l'amélioration morale de l'homme, non pas de l'instruction, mais tout d'abord de l'amélioration de son sort matériel. C'était là un point de vue nouveau, que la plupart des philosophes du xviii^e siècle avaient négligé, mais que les socialistes au xix^e siècle, et principalement Marx et ses disciples, allaient reprendre.

La discussion à la Convention devait être interrompue brusquement et renvoyée à une date ultérieure par une observation de Marat, qui pensait que l'Assemblée

devait s'occuper avant tout de repousser l'ennemi extérieur et de vaincre la contre-révolution.

La motion de Marat eut d'autant plus de succès que la Convention allait être occupée surtout par le procès de Louis XVI, qui avait comparu le 11 décembre à sa barre pour y subir son premier interrogatoire. Le projet de Lanthenas ne vint plus en discussion en réunion plénière.

Mais la Convention était si imprégnée de la nécessité de créer une instruction primaire publique, et son Comité mettait tant d'ardeur à y travailler que le 20 décembre déjà le mathématicien Romme, député du Puy-de-Dôme et membre de la Montagne, lut en séance plénière, un nouveau rapport, au nom du Comité, sur les principes adoptés par lui en matière d'enseignement primaire et qui étaient toujours ceux du projet Condorcet.

La Convention ordonna l'impression du rapport de Romme et la réimpression du projet de Condorcet, mais ne prit aucune autre décision ; le débat sur les écoles primaires fut ajourné encore une fois (1).

Mais le 24 décembre déjà, le député Henri Bancal, du Puy-de-Dôme, membre du groupe des Girondins,

(1) Le Comité d'instruction publique et la Convention s'occupèrent aussi de créer des fêtes civiques, dans un but d'éducation populaire et pour détourner le peuple des cérémonies de l'Eglise. Un premier projet dans ce sens fut présenté et rapporté par Rabaut Saint-Etienne le 21 décembre, (Guillaume, *Procès verbaux* du Comité d'instruction

déposa en son nom personnel un nouveau projet qui réduisait l'instruction publique à deux degrés, « les écoles élémentaires et les écoles centrales (1) ». Il y aurait une école élémentaire dans chaque municipalité de la République. Le nombre en serait augmenté et proportionné à la population dans les grandes communes.

L'enseignement dans ces écoles comprendrait les premiers éléments des sciences et des arts. Tous les Français y recevraient une éducation commune, obligatoire. Des sanctions très sévères étaient édictées par l'art. 15 contre les parents oublieux de leur devoir envers leurs enfants et envers la République. « Tous les enfants de la République devant recevoir la même éducation élémentaire, les pères et mères ou tuteurs dont les enfants ou pupilles n'iraient pas aux écoles pendant tout le temps prescrit par la loi, seront privés de leurs droits de citoyen et imposés à une triple contribution ».

L'enseignement devait être laïque et civique. A l'enseignement religieux, Bancal voulait substituer le culte de la loi, c'est-à-dire le culte du régime démocratique qui venait d'être établi et que la Convention tentait alors d'organiser (1).

publique de la Convention t. 1, p. 201). Nous ne pouvons, sans sortir du cadre de notre étude, insister sur tous ces projets. Nous nous bornons à constater qu'ils étaient une manifestation de l'esprit laïque et anticlérical qui animait les hommes de la Révolution.

(1) Guillaume, *Procès verbaux*, t. 1, p. 249.

(2) Art. 8 : « La loi étant ce qu'il y a de plus respectable sur la

Le budget de l'instruction publique devait être à la charge de la nation. L'art. 9 précise qu'il sera donné à chaque école élémentaire, aux frais de la nation, un local sain et convenable, qui servira aussi aux assemblées publiques de la commune et de la municipalité, et qu'il « y aura un jardin où les enfants recevront des leçons d'agriculture et de gymnastique ».

Le traitement des instituteurs était fixé à 1200 livres par an, plus le logement dans les bâtiments de l'école.

Bancal instituait aussi des concours pour avoir de bons livres d'enseignement, par l'art. 16. « Il sera donné des récompenses à tous les citoyens qui donneront à la patrie des ouvrages élémentaires de morale et des sciences naturelles, lesquels auront été jugés conformes aux principes de la nouvelle éducation. Les noms de ces citoyens seront rappelés dans les fêtes nationales comme des bienfaiteurs de l'humanité ».

Il se prononce contre les corporations. Il veut que l'Etat ne salarie plus le clergé, afin d'assurer la séparation de l'école publique et de l'Eglise.

Enfin les écoles élémentaires devaient être organisées rapidement et ouvertes dans deux mois, avec la plus grande solennité.

Ce projet de Bancal résume en somme la pensée d'une partie au moins des Girondins ; il veut régler terre, son culte sera célébré publiquement une fois la semaine, dans toutes les écoles élémentaires, par la lecture de la déclaration des droits, par des instructions et des chants civiques ».

l'application des principes déjà émis par Ducos, un des chefs de la Gironde, et par Jacob Dupont. On avait hâte d'organiser l'enseignement primaire. C'est que tous les partis de l'Assemblée étaient alors profondément pénétrés de l'idéal démocratique et du principe d'égalité. L'école publique devait être une école républicaine d'égalité, où il n'y aurait aucune distinction basée sur la naissance et la fortune. Bancal et ses amis politiques étaient logiques avec les principes qu'ils avaient à la fin de 1792 et au début de 1793, en établissant pour tous les Français l'obligation de l'école primaire et l'unité de l'enseignement. C'était la première fois qu'une assemblée en France, était saisie d'un projet aussi hardi, aussi radical, réservant l'enseignement secondaire non pas à la richesse, mais aux seules capacités.

Au principe de la gratuité de l'enseignement primaire, les Girondins par l'organe de Bancal venaient d'ajouter l'obligation, conformément à l'orientation nettement démocratique que venait de prendre la Révolution.

Enfin ils se montraient nettement laïques et libres-penseurs, hostiles à tout enseignement imprégné d'esprit religieux. Tout en adhérant au principe de la liberté de l'enseignement, ils voulaient forcer tous les parents à envoyer leurs enfants dans les écoles publiques officielles et ils interdisaient aux prêtres les fonctions enseignantes.

La Convention renvoya le projet de Bancal à son Comité de l'Instruction Publique, et celui-ci en ordonna l'impression et l'envoi dans les 84 départements, afin de bien manifester son adhésion à ses principes. Mais la Convention ne fut pas appelée à l'examiner en séance plénière. Distracte par l'organisation de la résistance contre l'invasion étrangère et par la guerre civile, occupée aussi par la lutte entre la Montagne et la Gironde, elle ne put pendant longtemps, malgré ses bonnes intentions, examiner à fond la question de l'instruction primaire publique.

Le comité lui-même abandonna bientôt le projet de Bancal pour reprendre celui de Condorcet. Ses travaux étaient en somme soumis aux mêmes fluctuations que ceux de la Convention en général ; il subissait le contrecoup de la lutte contre l'étranger et de la guerre civile. Il ne sut pas tomber d'accord sur un projet définitif, bien que dans les principes il s'en tint à ceux déjà émis par Condorcet. Il voulait créer un enseignement public aux frais de la nation, mais il hésitait entre les nombreuses solutions qui lui étaient proposées. Il voulait cet enseignement laïque et gratuit, donné à tous les citoyens ; mais il avait une certaine crainte, semble-t-il, à faire le pas décisif et à proposer l'obligation scolaire. Partisan de la liberté, il ne savait pas, par haine du Clergé, s'il devait ou non refuser le droit d'enseigner à toute une catégorie de citoyens. Il se demandait s'il fallait inscrire dans la loi l'enseigne-

ment de la religion donné dans les églises, aux frais de l'Etat, ou s'il fallait séparer nettement l'Eglise de l'Etat, ne plus salarier aucun culte et ne plus s'ingérer dans les questions d'Eglise et de religion.

Il hésitait entre les solutions de liberté et les solutions que nous appelons aujourd'hui jacobines. Aussi modifiait-il souvent ses projets.

La Convention, naturellement était encore bien plus détournée par les évènements d'une discussion suivie et approfondie sur les écoles primaires que son comité. Elle eut beau décréter, le 21 Janvier 1793, le jour même où Louis XVI monta sur l'échafaud, que les finances, la guerre et l'organisation de l'instruction publique seraient continuellement à l'ordre du jour, arrêter le 6 février suivant, sur la proposition de Romme, que tous les jeudis seraient réservés à la discussion des projets sur l'enseignement; pendant les premiers mois de 1793, elle ne put faire aucune création, aucune innovation en matière d'écoles primaires. Elle se borna à entendre quelques rapports et quelques lectures de projets.

En outre, la Convention entendit un rapport d'Arbogast sur les livres élémentaires. Le Comité d'instruction publique avait adopté sur ce point les idées de Condorcet, que l'Etat devait imposer des livres composés selon ses indications et aux élèves et aux maîtres des écoles primaires. Certes, l'enseignement, dans ces écoles, ne serait pas libre; mais on ne s'en souciait pas;

on voulait au contraire donner un enseignement primaire déterminé, républicain et rationaliste.

Ce fut dans ce sens qu'Arbogast rédigea son rapport et son projet, qui devait compléter celui de Lanthénas. Son remarquable travail préconisait la publication, par les soins de l'Assemblée, de livres d'enseignement. Les révolutionnaires attachaient une importance capitale aux « bons livres » ; ils pensait qu'il fallait avant tout avoir de « bons livres », pour que le peuple fût instruit selon les principes de la raison et de la science (1), aussi ne voulaient-ils pas abandonner à l'initiative privée le soin de les composer, mais ils demandaient au contraire que l'Etat lui-même s'en occupât.

Arbogast proposait d'ouvrir un concours pour la composition des livres pour les écoles primaires et secondaires. Une commission, formée « d'hommes éclairés dans les sciences, les lettres et les arts » arrêterait de concert avec le Comité d'instruction, les livres qui seraient définitivement choisis pour les écoles primaires et secondaires (2).

(1) « Avec un bon ouvrage, dit le rapport d'Arbogast qui sert de base aux leçons, un homme à talents, quand même il ne serait pas profond dans toutes les branches de la science ou de l'art qu'il doit enseigner, acquerra bientôt ce qui peut lui manquer encore ». Le rapport et le projet de décret sont reproduits dans Guillaume, *Procès verbaux du Comité d'inst. publique de la Conv. nat.* t. 1, p. 94.

(2) Projet de décret sur la composition des livres élémentaires, art. 3, 5, et 6.

La Convention renvoya la discussion de ce projet à une date ultérieure. Ainsi que nous l'avons déjà dit il lui fallait avant tout sauver l'unité nationale et l'intégrité du territoire. En outre, les différents partis, les Girondins, et les groupes qui constituaient la montagne, se livraient alors des luttes acharnées dans le sein même de l'Assemblée pour la prépondérance dans la République. Les tentatives de Danton, pour constituer un grand parti du gouvernement par une coalition des éléments modérés de la Montagne et des Girondins, avaient été repoussées par ces derniers (1).

Tous les montagnards s'étaient unis pour vaincre la Gironde, qui dirigeait alors la Convention. Le peuple de Paris se préparait à une nouvelle insurrection, qui devait éclater le 31 mai. L'assemblée ne s'occupa pas pendant ces semaines troublées de créer une nouvelle instruction primaire. Cependant si la Convention, déchirée par des luttes intestines, obligée de faire face à la guerre civile et à l'invasion, ne put, au début de son existence, faire aucune création en matière d'instruction primaire, au moins, s'inspirant de l'exemple de ses devancières, elle ne détruisait pas les écoles déjà existantes et assurait, au contraire leur durée.

(1) Sans doute Danton, qui disait qu'après la paix l'instruction est le premier besoin du peuple, pensait-il qu'un des premiers devoirs de cette majorité de gouvernement qu'il voulait constituer, serait d'organiser selon les vues révolutionnaires l'instruction primaire publique.

Ainsi le 8 mars 1793, un décret rapporté par Fouché, sur la *rente formant la dotation des collèges* et autres *établissements d'instruction* publique, s'il prescrit la rente des « biens formant la dotation des collèges, des bourses et de tous autres établissements d'instruction publique français » comme biens nationaux, il fait exception pour « tous les bâtiments servant ou pouvant servir à l'usage des collèges et de tous autres établissements de l'instruction des deux sexes ; les logements des instituteurs, professeurs et élèves, ensemble des jardins et enclos y attenant, ainsi que ceux qui, quoique séparés sont à l'usage des établissements de l'instruction publique... » (1).

Même la Convention se préoccupa du bon entretien de ces bâtiments. « Les corps administratifs, ordonne le décret, sont tenus de faire procéder aux réparations urgentes nécessaires pour prévenir la ruine et la dégradation des bâtiments réservés ci-dessus ».

Enfin, puisqu'en ordonnant la vente des biens formant la dotation des collèges, elle enlevait à ces collèges les ressources pour payer leurs professeurs, elle mettait à la charge de l'Etat les traitements de ces professeurs et maîtres, en quelque sorte à titre d'indemnité de confiscation. « A compter du 1^{er} janvier 1793, le paiement des professeurs et instituteurs tant des collèges que de

(1) Art. 5 du décret, voir Duvergier, *Recueil des lois*, tome V, p. 234 et 235.

tous les établissements d'instruction publique français, sera à la charge de la nation » (1).

Ces mesures furent complétées le 5 mai 1793 par deux nouveaux décrets, dont l'un mettait la dépense des bourses dans les collèges à la charge de la nation, et dont l'autre ordonnait que les pensions méritées et obtenues par les instituteurs, professeurs ou maîtres des collèges dont les biens avaient été mis en vente par la loi du 8 mars 1793, fussent payées « sur le pied qu'elles trouvaient réglées ; par les receveurs du district aux frais du trésor (2).

Ces sages mesures prouvent que la Convention, même menée par les Jacobins, n'était pas animée, comme on se plaît trop souvent à le répéter, d'une sorte de fureur de destruction, mais qu'elle conservait toujours, au moins dans une certaine mesure, le souci des réalités et qu'elle sentait parfaitement, qu'avant de détruire les écoles existantes, il fallait en créer de nouvelles.

Comme la Constituante et la Législative, dans ce domaine si vaste de l'instruction, elle voulait empêcher toute solution de continuité et se servir des écoles qui existaient, qui fonctionnaient, pour les transformer, pour les englober dans l'organisation nouvelle qu'elle préparait. En même temps, elle signifiait que les établissements d'instruction publique seraient entretenus aux

(1) Art. 8 du décret.

(2) Duvergier. *Collection des lois* ; t. V, p. 337 à 338.

frais du trésor, à la charge de la nation. Subitement, une impulsion nouvelle fut donnée par le Comité de salut public qui venait d'être institué le 6 avril 1793 et qui bientôt allait s'emparer de la direction de la République.

Ce Comité, sur l'inspiration de Danton qui en était le véritable chef, considéra la prompte organisation des écoles primaires comme intéressant le salut de la République. En effet, les nombreux adversaires de la Convention lui reprochèrent entre autres, de ne pas s'occuper des intérêts moraux du peuple, de ne rien faire pour la liberté, mais au contraire, de gouverner despotiquement. Le Comité crut nécessaire de répondre à toutes ces accusations, d'encourager les démocrates et de rassurer le peuple, en décrétant l'instruction primaire publique indispensable à la République et à la liberté, et en engageant la Convention à hâter le vote d'une constitution démocratique et populaire. Aussi reprit-il le décret sur l'instruction primaire voté le 12 décembre 1792 ; il le compléta par trois autres articles empruntés au projet du Comité d'instruction publique, et chargea Barère du rapport.

Barère soumit le 30 mai à la Convention son projet et le fit voter sans discussion (1). Ce fut le décret du 30 mai 1793 : « La Convention nationale, après avoir

(1) Voir Aulard, *actes du Comité de Salut public*, t. IV, p. 353, 378.

entendu le rapport du Comité de salut public, décrète ce qui suit :

1° « Il y aura une école primaire dans tous les lieux qui ont depuis 400 jusqu'à 1500 individus.

« Cette école pourra servir pour toutes les habitations moins peuplées qui ne seront pas éloignées de plus de 1000 toises.

« 2° Il y aura dans chacune de ces écoles un instituteur chargé d'enseigner aux élèves les connaissances élémentaires, nécessaires aux citoyens pour exercer leurs droits, remplir leurs devoirs, et administrer leurs affaires domestiques.

« 3° Le Comité d'instruction public présentera le mode proportionnel pour les communes plus peuplées et les villes.

« 4° Les instituteurs seront chargés de faire aux citoyens de tout âge, de l'un et de l'autre sexe, des lectures et des instructions une fois par semaine.

« 5° Le projet de décret présenté par le Comité d'instruction publique sera mis à l'ordre du jour irrévocablement tous les jeudis » (1).

Ce décret ne faisait que consacrer celui du 12 décembre de l'année précédente et y ajouter le principe de l'enseignement post scolaire. Mais il ne se prononçait ni sur le principe de l'obligation scolaire, ni sur ceux de la gratuité et de la laïcité, ni sur la question de la liberté de

(1) Duvergier, *collection des lois*, t. V, p. 383.

l'enseignement. C'était au Comité d'instruction publique qu'il appartenait de déposer un nouveau projet pour mettre en vigueur les principes contenues dans le décret du 30 mai.

La Convention cependant, avant que le comité eût déposé ce projet attendu, s'occupa encore une fois du problème de l'instruction, lors de la discussion et du vote de la Constitution du 24 juin 1793.

Le 31 mai et le 2 juin, le peuple de Paris, insurgé contre les Girondins, avait entouré en armes la Convention et l'avait contrainte à décréter d'accusation Vergniaud, Guadet, Brissot et 29 députés de leurs amis politiques.

D'autres Girondins, parmi eux Condorcet, allaient être proscrits quelques jours après. La direction de la Convention et de la République passait à la Montagne ; mais une nouvelle insurrection, fédéraliste et girondine, venait d'allumer partout la guerre civile, s'ajoutant à l'insurrection catholique et royaliste. Même beaucoup de révolutionnaires jusqu'alors fidèlement attachés à la Convention, paraissaient mécontents de la journée du 31 mai, où la représentation nationale avait été violentée par les insurgés parisiens.

Afin de rallier autour d'elle toutes les énergies révolutionnaires et tous les démocrates ardents, la Convention adopta en huit jours la Constitution de 1793 qui devait être le programme des Montagnards, le programme de ralliement et de concentration de tous les

républicains avancés. Autour de ce programme devaient se grouper et se groupèrent effectivement, tous les partisans de la République démocratique et populaire. Aussi la Montagne eut-elle soin d'y exprimer la pensée démocratique la plus hardie.

La Constitution de 1793 était précédée d'une Déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui en énonçait les principes (1). Les articles 6 et 7 consacraient entre autres la liberté d'enseigner et le libre exercice des cultes. Article 6 « la liberté est le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui, elle a pour principe la nature, pour règle la justice, pour sauvegarde la loi ; sa limite morale est dans cette maxime ; ne fais pas à autrui ce que tu ne veux pas qui te soit fait ».

Article 7. « Le droit de manifester sa pensée et ses opinions, soit par la voie de la presse, soit de toute autre manière, le droit de s'assembler paisiblement, le libre exercice des cultes ne peuvent être interdits ».

C'était la garantie de la liberté de l'enseignement, implicitement laissée même aux prêtres.

On pourrait encore invoquer en faveur de cette liberté l'article 17 : « Nul genre de travail, de culture, de commerce ne peut être interdit à l'industrie des citoyens ».

(1) Voir le texte de la Constitution et de la Déclaration dans Duvergier, *Collection des lois*, t. V, p. 435 et suiv.

En même temps la Déclaration se prononçait pour la nécessité de l'instruction, résultant de l'égalité de tous les citoyens, du suffrage universel et de l'admissibilité de tous aux emplois publics, inscrits dans les articles 2, 3, 5, 25, 26 et 29. Mais elle était muette sur l'obligation scolaire et sur la laïcité des écoles de l'Etat. De l'article 22 ne semblait ressortir que la gratuité. « L'instruction est le besoin de tous, spécifie cet article. La société doit favoriser de tout son pouvoir les progrès de la raison publique, et mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens ».

Au moins, la Convention proclame-t-elle une fois de plus le devoir de l'Etat d'avoir des écoles et de prendre en main l'instruction. La Déclaration des Droits de 1793 réclame la création et la large dotation d'un budget de l'instruction publique à la charge de la nation, et la Constitution montagnarde donne la direction de cette instruction au Corps législatif (1).

Plus que jamais le Comité d'instruction publique devait hâter le dépôt d'un projet portant organisation de cette instruction réclamée par la nouvelle Déclaration des droits. C'était à lui qu'incombait la tâche de préparer la mise en vigueur des principes que la Convention avait formellement sanctionnés à plusieurs reprises.

Le Comité avait été transformé à la suite des évène-

(1) Article 54.

ments du 31 mai et du 2 juin. Quatre de ses membres influents, Gorsas, Henri Larivière, Rabaut Saint-Etienne et Salles avaient été décrétés d'arrestation avec les Girondins. Ceux-ci avaient eu jusqu'alors le premier rôle dans le Comité. Après son renouvellement, l'influence décisive ne passait pas aux Jacobins, cependant maîtres de la Convention, mais à des hommes du centre, du Marais. Le nouveau comité d'instruction publique subissait l'influence de Sieyès, qu'il avait choisi comme président le 23 mai 1793.

Ambitieux, jaloux de tous les hommes qui étaient au premier rang, autoritaire, Sieyès cherchait partout l'occasion de se mettre en relief et d'acquérir une situation prépondérante dans la République. Très subtil, très fin et même cauteleux, il était au fond hostile au régime démocratique pur que voulaient établir les Montagnards qui dirigeaient alors la Convention, et voulait donner le pouvoir politique à la classe moyenne.

Il s'entendit avec l'exoratorien Daunou, pour la défense d'un projet dont il saisit le Comité (1).

Ce projet, très habilement, prévoit l'organisation d'une instruction primaire publique mais il n'institue formellement ni l'obligation ni la gratuité; il proclame la liberté de l'enseignement de la façon la plus nette. C'était en somme un recul sur le projet de Bancal et

(1) Guillaume, *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention* t. I, p. 506 et suiv.

sur les programmes des Girondins et des Montagnards exposés en décembre 1792. Si la liberté de l'enseignement était conforme à la nouvelle Déclaration des droits qui allait être votée par la Convention et que nous avons déjà signalée, il aurait fallu logiquement inscrire aussi dans le projet la gratuité et l'obligation.

Enfin Sieyès ne voulait mettre à la charge de l'Etat que la seule instruction primaire et il ne voulait pas doter chaque commune de son école primaire, mais répartir « les écoles nationales » — c'est ainsi qu'il appelait les écoles primaires — selon le nombre des habitants, ce qui lésait évidemment les petites communes, les plus nombreuses.

Il y aurait en moyenne une école par mille habitants, divisée en deux sections, l'une pour les garçons et l'autre pour les filles, la première dirigée par un instituteur, la deuxième par une institutrice. Sieyès se prononçait donc nettement contre l'éducation en commun des deux sexes ; mais il voulait que les filles eussent une instruction égale à celle des garçons.

L'éducation serait à la fois « littéraire, intellectuelle, physique, morale et industrielle ». Les enfants à l'école nationale, apprendraient la lecture et l'écriture, l'arithmétique, « l'art de se servir des dictionnaires », les éléments de la géométrie, de la physique, de la géographie, de la morale et de « l'ordre social ». En même temps leurs forces physiques seraient développées. Par une inspiration très heureuse, Sieyès demandait l'appli-

cation des règles de l'hygiène dans les écoles publiques et la surveillance médicale des élèves. Il organisait aussi les « leçons de choses » et l'enseignement professionnel domestique (1).

Certes, l'enseignement primaire demandé par Sieyès embrassait des connaissances variées et assez vastes; il ne se bornait pas aux notions les plus élémentaires, mais tous ces avantages ne faisaient que masquer les graves inconvénients que nous avons déjà signalés, la non-obligation, le nombre trop restreint des écoles; ils ne les compensaient pas.

Le projet de Sieyès avait encore, aux yeux des révolutionnaires, d'autres graves défauts. Il voulait une organisation forte de l'inspection, et en cela aussi son projet apportait une innovation. Il établit près de chaque administration de district un bureau d'inspection, char-

(1) Articles 28 à 31 : « Les élèves des écoles nationales assistent et ont une place marquée dans les fêtes nationales du canton et de la commune.

« Ils visitent plusieurs fois l'année avec leur instituteur, et sous la conduite d'un magistrat du peuple les hôpitaux et les prisons les plus voisines.

« On les conduit quelquefois dans les manufactures et les ateliers où l'on prépare les marchandises d'une consommation commune, afin que cette vue leur donne quelque idée des avantages de l'industrie humaine.

« Une partie du temps destiné aux écoles est employé à des ouvrages manuels de différentes espèces utiles et communes.

« Les filles surtout sont instruites à coudre, tricoter, etc. ».

gé de la surveillance et de la partie administrative des écoles nationales. Ce bureau est composé de trois commissaires nommés par le Conseil général de l'Administration du district, et pris hors de son sein. Il est renouvelé par tiers à chaque administration. Le commissaire sortant peut être réélu (1).

Ce bureau nomme après examen les instituteurs et les institutrices des écoles nationales, mais l'Administration du district a le droit de ratifier la nomination ou de la refuser. Le bureau a un pouvoir de justice. En cas d'une faute d'un instituteur ou d'une plainte déposée contre lui, il siège comme tribunal administratif, sans cependant pouvoir rendre un jugement définitif. Son avis n'est guère que consultatif. En cas de conflit entre le bureau d'inspection et l'administration de district et en cas d'appel, la commission centrale de l'instruction publique juge en dernier ressort.

Cette « Commission ministérielle et centrale » est placée auprès du Conseil exécutif, mais Sieyès, se rendant compte qu'une main-mise pareille par le gouvernement exécutif sur l'instruction de la jeunesse ne serait jamais sanctionnée par la Convention, modifie le projet sur ce point et donne la nomination des commissaires au corps législatif (2).

(1) Articles 6 à 8.

(2) Ces bureaux et cette commission centrale existent aujourd'hui dans les Conseils départementaux et dans le Conseil supérieur de l'instruction publique.

Cette organisation était également un recul sur le projet de Condorcet, qui avait voulu faire participer les parents à la direction des écoles. Très centralisateur, le projet de Sieyès tendait à faire de l'instruction primaire publique une administration au mains de l'Etat. Ses bureaux, ses inspecteurs et ses commissions constituaient en somme une hiérarchie de fonctionnaires, dépendant du gouvernement central, placés en dehors du contrôle direct de la nation et des parents. Ce n'était pas une organisation de liberté, comme le réclamaient alors la plupart des conventionnels, mais une organisation d'autorité, où l'impulsion venait d'en haut, du pouvoir, au lieu de venir directement du sein de la nation et des parents des élèves.

Le comité d'instruction publique adopta le projet de Sieyès et chargea du rapport Lakanal, député de l'Ariège, ancien membre de la Congrégation de la doctrine chrétienne.

Lakanal lut son rapport et le projet de Sieyès à la Convention, le 26 juin 1793, deux jours après l'adoption de la Constitution démocratique. Il y rencontra une très vive opposition.

Les démocrates et les Jacobins reprochaient au projet de trop centraliser l'instruction et d'en livrer la direction à une commission ministérielle; il aboutirait selon eux à la création d'un corps enseignant hiérarchisé et dominé par le pouvoir. Surtout il constituerait une aristocratie des lettrés par le fait que seule l'instruction

primaire devant être gratuite et à la charge de la nation et que l'instruction secondaire et supérieure étaient abandonnées à l'initiative privée et par conséquent aux corporations et aux gens riches.

Le 30 juin, le savant chimiste Hassenfratz s'élève avec véhémence au club des Jacobins contre la tentative de Sieyès. « Il faut que vous sachiez, s'écria-t-il, que Lakanal n'en est pas l'auteur ; le père de ce projet est le prêtre Sieyès dont vous connaissez la perfidie. Cet homme s'est conduit avec une constante duplicité. Il a joué l'amour de la liberté, tandis qu'il était gangrené d'aristocratie.... Il a été impossible au prêtre Sieyès, malgré toute sa perfidie, de ne pas adopter les écoles primaires... Il y a une Commission centrale qui doit être composée de douze membres, qui seront renouvelés par tiers tous les ans, et qui sont à la nomination du pouvoir exécutif. D'après le système du prêtre Sieyès, dix huit ou vingt membres rouleront perpétuellement sur eux-mêmes, ils pourront désigner ceux qui leur plaisent et ils formeront ainsi une coterie particulière, de manière que l'arme la plus redoutable sera dans les mains d'une corporation qui dirigera la République... C'est un nouveau sommet d'aristocratie que Sieyès veut établir à l'instar de la Sorbonne, afin de diriger à son gré l'opinion publique... ».

Le 2 juillet, Coupé de l'Oise opposa, à la Convention un contre-projet à celui du Comité. Ce contre projet établissait une école primaire dans chaque commune

de 600 habitants et au-dessus. Dans les villes il y avait une école primaire pour 100 à 150 enfants. Ces écoles seraient « communes à tous les enfants de la République et nul ne pourrait être admis dans les degrés supérieurs de l'enseignement public, s'il n'avait été instruit pendant 4 ans dans l'école de l'égalité ». Les frais de l'enseignement primaire seraient partagés entre la commune et l'État (1).

Le contre projet de Coupé ne fut pas discuté, mais il prouve combien l'idée de l'école primaire obligatoire et égalitaire gagnait les esprits. Dans la suite de la discussion, Lequinio, ensuite Léonard Bourdon demandèrent le rejet du projet Sieyès-Lakanal. Léonard Bourdon exposa un plan nouveau d'éducation nationale, élaboré par le député Michel Lepelletier de Saint-Fargeau, qui avait été assassiné le 20 janvier 1793 par un royaliste fanatique pour avoir voté la mort de Louis XVI.

Ce plan avait été trouvé dans les papiers du député, après sa mort, par son frère Félix Lepelletier, et communiqué à un certain nombre de montagnards, parmi lesquels se trouvait Maximilien Robespierre. Il rallia rapidement la majorité de la Montagne et des Jacobins.

Sans discuter plus longuement le projet Sieyès, après le discours de Léonard Bourdon, la Convention nomma

(1) Guillaume, *Procès-verbaux du comité de l'instr. publique de la Convention*, t. I, p. 530.

une Commission de six députés, « chargés de présenter sous huit jours un projet de décret sur l'éducation et l'instruction publique. » En même temps elle ordonna l'impression du projet de Lepelletier.

Le comité de l'instruction publique était ainsi dessaisi du soin de préparer un projet sur l'enseignement.

La nouvelle commission des six fut nommée sous l'influence du comité de salut public et de Robespierre, hostiles à Sieyès. Les six commissaires élus furent Saint-Just, Ruhl, Grégoire, Maximilien Robespierre, Coupé de l'Oise, Léonard Bourdon. C'était Robespierre qui y avait l'influence prédominante.

Les commissaires le choisirent comme rapporteur et adoptèrent le projet de Lepelletier, en y introduisant quelques modifications de détail.

Le 13 juillet, Robespierre donna lecture à la Convention du projet intégral de Lepelletier, comprenant un exposé général de 26 articles (1).

Lepelletier critiquait avec une certaine justesse le projet de Condorcet et lui reprochait surtout de favoriser la jeunesse des villes aux dépens de celle des campagnes, souvent éloignée des écoles, et de favoriser les enfants des gens aisés au détriment des pauvres qui ont besoin de faire travailler leurs enfants pour leur donner du pain. Afin de remédier à ces inconvénients, il proposait

(1) Guillaume. *Procès-verbaux du Comité d'instr. publique de la Convention*, II, p. 32.

d'élever en commun tous les enfants, sans aucune distinction, dans des maisons d'éducation nationale. « Je demande, avait-il écrit, que vous décrétiez que depuis l'âge de cinq ans jusqu'à douze pour les garçons, et jusqu'à onze pour les filles, tous les enfants sans distinction et sans exception, seront élevés en commun aux dépens de la République, et que tous, sous la sainte loi de l'égalité, reçoivent mêmes vêtements, même nourriture, mêmes soins ».

Les enfants vivraient complètement dans ces écoles, ces internats, les parents n'auraient que la faculté de les y voir souvent. Il y aurait en moyenne une « maison d'institution » par section, dans les villes, par canton dans les campagnes où tous les parents seraient obligés de faire élever leurs enfants. Comme mesure de transition, cette obligation ne serait appliquée que quatre ans après la promulgation de la loi.

La privation des droits civiques serait prononcée contre les parents qui se soustrairaient à l'obligation. Les « maisons d'institutions » seraient placées dans les édifices appartenant à la nation, maisons religieuses, habitations d'émigrés, et autres propriétés publiques.

Les enfants y recevraient une instruction primaire assez développée. L'enseignement religieux y serait exclu, mais afin de ménager les consciences des parents, les enfants auraient la faculté de le recevoir au dehors, au temple le plus voisin.

Les élèves les mieux doués et les plus studieux, à

douze ans, seraient envoyés dans des établissements d'enseignement secondaire, appelés instituts et organisés d'après les mêmes principes que les maisons d'institution; ceux qui y réussiraient, iraient ensuite aux lycées, qui correspondraient au troisième degré supérieur de l'enseignement.

Ce projet de Lepelletier avait des tendances nettement socialistes. Il enlevait les enfants aux parents pour les élever dans des internats publics. Le droit de père de famille était ainsi supprimé presque complètement. C'était l'application la plus radicale de la théorie prétendant que les enfants appartenaient à l'Etat, à la République avant d'appartenir aux parents, et du principe de l'enseignement obligatoire et gratuit. « Je propose, avait écrit Lepelletier, que dans chaque canton la dépense de la maison d'institution publique, nourriture, habillement, entretien des enfants, soit payée par tous les habitants du canton au prorata de la contribution directe... J'évalue par aperçu et au plus, la taxe pour l'éducation des enfants à une moitié en sus de la contribution directe. »

Il réclamait ainsi une taxe scolaire spéciale payée par tous les contribuables.

Le projet de Lepelletier, légèrement modifié par la commission des six, reçut un accueil enthousiaste à la Convention, le jour même où Marat fut tué par Charlotte Corday. La France et la Révolution couraient alors les plus grands dangers, tant par la guerre étrangère que

par la guerre civile. L'ennemi foulait le sol de la patrie. Condé, Valenciennes avaient déjà succombé; Lyon, le Midi, l'Ouest et le Sud-Ouest s'étaient insurgés contre la Convention. Les efforts les plus acharnés, les plus grands sacrifices étaient nécessaires pour sauver la République et la Patrie. Toutes les préoccupations étaient dirigées vers le salut de la Patrie, et la majorité des conventionnels estimaient alors que c'était une mesure de salut que de confier toute la jeunesse à la Patrie et de l'élever par elle et pour elle.

Le 1^{er} Août 1793, Léonard Bourdon, au nom de la Commission des six rapporta un nouveau projet qui modifiait quelque peu le plan de Lepelletier. Il y aurait des écoles primaires communales obligatoires et gratuites, sans internat; mais pour les enfants que les parents voudraient confier aux soins de la République, on créerait des « maisons d'égalité » analogues aux « maisons d'institution » réclamées par Lepelletier, avec des internats gratuits, recevant des enfants de 7 à 14 ans et donnant la même instruction que les écoles primaires.

Des sanctions étaient édictées contre les parents qui ne feraient pas donner au moins une instruction primaire à leurs enfants.

Le 13 Août enfin un grand débat eut lieu à la Convention. Robespierre, Romme, d'autres encore et Danton lui-même vinrent appuyer le projet de la commission. « Allons donc à l'éducation commune, s'écria le

grand tribun. Tout se rétrécit dans l'éducation domestique, tout s'agrandit dans l'éducation commune... Et moi aussi je suis père... mais mon fils ne m'appartient pas; il est à la République; c'est à elle de lui dicter ses devoirs pour qu'il la serve bien... Je demande que, sauf les modifications nécessaires, vous décrétiez qu'il y aura des établissements nationaux où les enfants seront instruits, nourris et logés gratuitement, et des classes où les citoyens, qui voudront garder les enfants chez eux, pourront les envoyer s'instruire ».

Enfin, le décret suivant fut adopté. « La Convention nationale décide qu'il y aura des maisons communes d'éducation entretenues aux frais de la République. Les citoyens ne seront pas forcés d'y envoyer les enfants. Il y aura en outre des classes particulières destinées à l'éducation des enfants qui n'auraient point été envoyés aux maisons communes. » (1)

Le courant en faveur de l'obligation scolaire devenait de plus en plus fort. Le 26 Août, pendant la discussion sur le nouveau code civil, la Convention adopta les deux articles suivants, relatifs à l'instruction et l'éducation des enfants, et qui étaient en contradiction avec le plan Lepelletier. « L'enfant mineur est placé par la nature et par la loi sous la surveillance et la protection de son père et de sa mère. Le soin de son éducation leur appartient. Ils ne peuvent en être privés que dans les cas ou pour les causes que la loi détermine. »

(1) Voir le *Moniteur*. — Guillaume, *Procès-verbaux*, etc., t. II, p. 272.

« Le principal devoir des pères et mères, après avoir nourri et élevé leurs enfants, est de leur apprendre ou faire apprendre un métier d'agriculture ou un art mécanique. Ceux qui négligeraient d'accomplir cette obligation sont tenus de fournir des aliments à leurs enfants pendant toute leur vie ».

Le 15 septembre, une députation du département de Paris, des sections et des sociétés populaires, présenta à la Convention une pétition réclamant une réorganisation complète de l'instruction dans un sens républicain et démocratique.

« Ce n'est, dit la pétition, ni aux individus, ni même aux familles, qu'il faut abandonner le soin de l'éducation ; c'est à une grande nation, qui, prise collectivement, retire presque tout le fruit d'une éducation générale bien dirigée, à y attacher la plus grande importance, à la surveiller avec le plus grand intérêt...

« Nous ne voulons plus que les avantages de l'éducation soient l'apanage exclusif de la caste trop longtemps privilégiée des riches ; nous voulons y appeler tous nos concitoyens... »

En conséquence, la pétition réclamait l'organisation d'un enseignement secondaire et supérieur public, accessible à toutes les capacités.

La Convention y adhéra d'enthousiasme (1). Mais le lendemain déjà, 16 septembre, elle suspendit le décret

(1) Duvergier, *Collection des lois*, tome VI, p. 240. — Guillaume, *Procès-verbaux*, etc. t. II, p. 400 et suiv.

qu'elle venait de rendre la veille. Néanmoins, elle résolut, grâce à l'impulsion donnée par le peuple révolutionnaire de Paris, de hâter les travaux préparatoires pour la création d'une instruction publique et renforça la commission des six par Michel Edme Petit, Romme et Guyton-Morveau.

La nouvelle commission des neuf prépara de nouveaux projets de décrets et désigna Romme comme rapporteur.

Le 29 vendémiaire an II (20 octobre 1793), Romme présenta son premier rapport à la Convention. La Terreur venait d'être mise à l'ordre du jour. L'exécution des principaux Girondins était imminente. La Montagne affermissait son pouvoir révolutionnaire; en même temps elle voulait doter enfin la République d'écoles nationales (1).

Romme spécifiait bien le but de son projet, qui était de créer un enseignement républicain. « La Convention, dit le préambule du projet de décret, après avoir entendu sa commission d'éducation nationale sur les nombreuses pétitions envoyées des divers points de la République, et sur celle qui a été présentée le 15 de ce mois par la commune, les sections, les sociétés populaires, les districts ruraux et le département de Paris, pour demander la prompte organisation d'une éducation républicaine, afin de faire disparaître l'enseignement dérisoire et barbare des collèges d'humanité,

(1) Guillaume, *Procès-verbaux*, t. II, p. 403 et suiv.

et de toutes les écoles de l'ancien régime, qui retardent dans la génération naissante, le développement de l'esprit public et de l'amour de la patrie, décrète ce qui suit... »

Le projet de Romme divise l'instruction nationale en deux grandes parties, une première qui est relative aux besoins de chaque citoyen, une seconde qui est relative aux besoins de la société entière. Les écoles nationales consacrées à la première partie, sont distribuées dans toute la République ; elles comprennent des écoles de l'enfance et des écoles de l'adolescence. Tous les enfants depuis l'âge de six ans y sont inscrits. Les écoles de l'enfance à leur tour, sont subdivisées en premières et secondes écoles. Les premières écoles sont établies dans toutes les communes de 400 habitants et au-dessus, et dans les petites communes isolées.

Les instituteurs sont fonctionnaires publics.

Dans un deuxième projet, Romme insiste particulièrement sur l'organisation et la distribution des premières écoles, où devra être donnée l'instruction élémentaire de la langue française et la « première éducation physique, morale et intellectuelle, la plus propre à développer en eux les mœurs républicaines, l'amour de la patrie et le goût du travail. »

Le comité d'instruction publique est chargé de prendre « toutes les mesures nécessaires pour faire composer promptement les livres élémentaires propres aux premières écoles ».

Le décret du 13 août instituant des « maisons d'égalité » fut rapporté et les deux projets de Romme votés presque sans discussion.

Le 5 brumaire (26 octobre 1793), Romme soumit à la Convention des « articles additionnels à ceux déjà décrétés sur les écoles primaires », dans lesquels entre autres, il était demandé que les filles eussent la même éducation que les garçons, autant que leur sexe le comportait. L'instituteur serait fonctionnaire public et salarié par la nation, mais il ne saurait en même temps en aucune façon servir un culte quelconque. L'enseignement serait gratuit. Les communes fourniraient les bâtiments des premières écoles et les logements des instituteurs.

Par un autre décret, du 7 brumaire, des commissions étaient établies dans tous les districts, composées « d'hommes éclairés et recommandables par leur patriotisme et leurs bonnes mœurs ». Ces commissions devaient proposer au choix des pères de famille les candidats aux fonctions d'instituteurs.

Ces derniers recevaient un traitement fixe de 1200 livres au minimum, les institutrices un traitement de 1000 livres au moins. Les ci-devant nobles, les ecclésiastiques, et les ministres d'un culte quelconque étaient exclus des commissions et des fonctions de l'enseignement. Tous les autres Français y étaient admis en justifiant de leur bonne conduite et de leur civisme.

Un dernier décret du 9 brumaire chargeait les commissions d'éducation des districts de l'inspection et de la surveillance des premières écoles.

Tous ces différents décrets rapportés par Romme instituaient, en somme, un enseignement public, obligatoire, gratuit, laïque et nettement républicain. La liberté de l'enseignement n'y était guère respectée. Surtout, ils avaient été votés par bribes, d'une façon quelque peu incohérente. Bientôt leur révision paraissait nécessaire à leur auteur même.

Le 19 brumaire an II, (9 novembre 1793), Romme fit inviter le Comité de salut public à instituer une commission de six membres pour reviser le décret sur l'organisation des premières écoles. Le comité d'instruction publique de son côté devait procéder également à ce travail de révision.

Cette révision amena le conventionnel Bouquier à soumettre au Comité d'instruction publique un projet nouveau, reposant sur la liberté de l'enseignement, et qui rencontra les plus vives sympathies. Il fut décidé que Romme et Bouquier présenteraient chacun son projet à la Convention, au nom du Comité, et de laisser l'Assemblée libre de son choix.

Le 18 frimaire an II (8 décembre 1793), Romme présenta à la Convention son travail qui n'était qu'une codification des décrets votés auparavant et qu'il appelait lui-même une « révision du décret pour l'organisation des premières écoles ».

Bouquier, à son tour, proposa son contre-projet, demandant que l'enseignement fût libre, que tous les citoyens eussent la faculté d'ouvrir une école publique et que le rôle de la République se bornât à surveiller ceux qui profiteraient de cette faculté, et à les salarier selon le nombre de leurs élèves.

La discussion s'engagea immédiatement sur ces deux projets.

Le 18 frimaire an II, la Convention aborda en réunion plénière, la discussion générale sur l'organisation de l'instruction publique, qui devait aboutir à la loi du 29 frimaire an II. Romme présenta d'abord au nom du comité de l'instruction publique, les 88 articles de la Révision du décret pour l'organisation des premières écoles (1). Ensuite Bouquier, comme il avait été décidé par le comité, lut et commenta son projet de décret, qu'il déclarait proposer en opposition à celui de Romme au choix souverain de l'assemblée. Son intention, dit-il en substance, était de proposer des institutions simples, de création facile. Il ne fallait pas, selon lui, organiser une instruction publique abstraite, académique, mais un enseignement vivant, adapté à toute la vie démocratique, républicaine de la nation, afin de faire des jeunes gens des hommes simples, vigoureux,

(1) Voir sur ces débats le *Moniteur*, n^{os} de frimaire an II. — Guillaume. *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention* t. III. Introduction p. 24 et suiv.

laborieux, conscients de leurs droits et de leurs devoirs. Il ne voulait pas non plus d'une organisation savante, hiérarchisée, contraire à l'esprit d'égalité et de fraternité qui était celui de la République et de la Constitution de 1793. La meilleure instruction, pensait-il, était celle donnée par la vie publique et par la pratique active des lois républicaines.

« Citoyens, s'écria-t-il, les plus belles écoles, les plus utiles, les plus simples, où la jeunesse puisse prendre une éducation vraiment républicaine, sont, n'en doutez pas, les séances publiques des départements, des districts, des municipalités, des tribunaux et surtout des sociétés populaires. C'est dans ces sources pures que les jeunes gens puiseront la connaissance de leurs droits, de leurs devoirs, des lois et de la morale républicaine ; c'est en maniant les armes, c'est en se livrant aux exercices de la garde nationale, c'est en s'accoutumant au travail, en exerçant un art ou métier pénible que leurs membres deviendront souples, que leurs forces se développeront, qu'ils perfectionneront leurs facultés physiques. Tout leur présentera des moyens d'instruction : ils en trouveront dans les livres élémentaires que vous allez publier ; ils en trouveront enfin dans les fêtes nationales que vous allez instituer. D'après cet exposé rapide on doit voir que la République a pour ainsi dire d'elle-même organisé l'instruction publique et placé partout des sources inépuisables d'instruction. N'allons donc pas substituer à

cette organisation simple et sublime, comme le peuple qui la crée, une organisation factice et calquée sur des statuts académiques qui ne doivent plus infecter une nation régénérée. Conservons précieusement ce qu'ont fait le peuple et la Révolution; contentons-nous d'y ajouter le peu qui y manque pour compléter l'instruction publique. Ce complément doit être simple comme l'ouvrage créé par le génie de la Révolution ».

C'était dire que la meilleure éducation était celle donnée par la vie elle-même et qu'il suffisait d'organiser l'enseignement des premières notions et des bases indispensables du savoir humain.

Le lendemain, 19 frimaire, Thibaudeau soutint aux applaudissements de l'Assemblée le projet de Bouquier et s'éleva vivement contre les « corporations de docteurs » et contre la trop grande réglementation de l'instruction. « L'esprit réglementaire est devenu une maladie : sous le prétexte de grands systèmes on veut tout mettre en régie, le commerce, l'agriculture, les sciences et les arts. Tel est en définitive le résultat des plans d'éducation présentés depuis celui de Périgord (1) jusqu'à celui de Lepelletier ». Il ne veut pas d'un « gouvernement pédagogique, » que tous ces projets établiraient dans le gouvernement républicain, d'un État dans l'État, d'une « nouvelle espèce de clergé qui remplacerait d'une manière plus funeste encore les ministres de la

(1) Talleyrand-Périgord.

superstition ». Il craint que les instituteurs soient « souvent » avec leur traitement les plus riches de la commune et deviennent « par leur influence morale, ce qu'étaient les curés, des imposteurs et des charlatans ».

Il proteste également contre les traitements fixes des instituteurs, sous le prétexte que ce seraient des primes à l'intrigue et à l'arrivisme.

Selon lui, pour que l'enseignement donne de bons résultats, il faut qu'il soit libre. La liberté de l'enseignement selon lui est une partie intégrante de la liberté de penser. « L'enseignement libre n'offre aucun de ces abus et contient une foule d'avantages. Aussitôt que la nation aura dit : « Je payerai à l'instituteur la somme... pour chaque enfant qui suivra ses leçons » elle encouragera les hommes instruits à se livrer aux intéressantes fonctions de l'enseignement et elle assurera à la jeunesse de bons instituteurs avec beaucoup moins de dépense...

« Abandonnez tout à l'influence salulaire de la liberté, à l'émulation et à la concurrence ; craignez d'étouffer l'effort du génie par des réglemens ou d'en ralentir les progrès, en le mettant pour ainsi dire en tutelle, sous la férule d'une corporation de pédagogues, à qui vous auriez donné, pour ainsi dire, le privilège exclusif de la pensée, la régie des progrès de l'esprit humain, l'entreprise des perfectionnements de la raison nationale...

« Salariez, en proportion de leur travail et du nombre de leurs élèves seulement, les instituteurs qui se con-

sacreront à l'enseignement des notions premières qui sont nécessaires à tous les citoyens ; aidez, par des secours sagement répartis, l'enfant du pauvre dont le talent peut se développer dans une science ou un art utile à sa patrie, récompensez honorablement la vieillesse de l'instituteur. Laissez tout le reste au génie de la liberté ».

Michel-Edme Petit, qui prit la parole après Thibaut-deau, combattit à la fois le projet de Romme et celui de Bouquier. Au premier il reproche d'être trop coûteux, trop systématique (1) et trop intolérant. Il craint qu'il y ait des déclassés. Le second projet créerait l'anarchie dans l'instruction sous le couvert de la liberté et n'aboutirait à aucun résultat sérieux. Il faut, pense Petit, que l'instruction soit une, entière et commune à tous les citoyens, qu'elle soit publique, donnée dans une école communale, par un maître recevant un traitement fixe. Il faut un enseignement public conforme aux doctrines républicaines.

Petit demande qu'il y ait une école par commune, dirigée par un instituteur, fonctionnaire public, nommé par la municipalité et ayant subi un examen, et qu'il y ait un budget de l'instruction publique largement doté.

Le 21 février Romme intervint encore une fois en

(1) « ... On divise et subdivise le terrain de la France comme les cases d'un échiquier, on arrange là-dessus les Français et la géométrie distribue le sentiment ».

faveur de son projet, mais la majorité était acquise aux idées de Bouquier, et la priorité fut accordée au projet de ce dernier. Le même soir, les Jacobins accueillent le projet de Bouquier avec enthousiasme. Même les ultra-révolutionnaires, Hébert, Hassenfratz et d'autres lui donnèrent leur approbation.

Cet accueil au principe de la liberté de l'enseignement concordait avec le courant d'opinion favorisé par Robespierre et les partisans du déisme de Jean-Jacques Rousseau, qui se manifestait alors contre l'athéisme et l'irréligion officielle. Robespierre, au nom du Comité de Salut public, venait de dénoncer le mouvement anti-religieux comme une tentative de contre-révolution.

Robespierre, déjà, cherchait à se servir de l'esprit religieux épuré pour échafauder son système de gouvernement politico-religieux, et le 16 frimaire, par l'organe de Barère, avait demandé et obtenu de la Convention la reconnaissance du libre exercice des cultes. Le projet de Bouquier, admettant tous les citoyens, même les serviteurs d'une religion, les prêtres et les congrégationnistes, à enseigner publiquement, lui semblait le corollaire de la liberté des cultes.

Les Jacobins, de plus en plus dévoués à Robespierre, adoptèrent sa manière de voir. Hébert lui-même, un des promoteurs cependant des « mascarades anti-religieuses » selon le mot énergique de Danton, n'osa pas lutter contre ce formidable courant et se prononça pour la liberté, même sans en exclure les prêtres.

Le 22 frimaire la Convention commença la discussion des articles du projet de Bouquier. Celui-ci n'admettait pas l'obligation scolaire. En effet, l'art. 6 de la section III disait simplement : « Les pères, mères ou curateurs pourront à leur choix envoyer leurs enfants ou pupilles aux écoles du premier degré d'instruction ». Le montagnard Charlier, député de la Marne, alors proposa nettement d'introduire l'obligation scolaire dans la loi, par l'amendement suivant : « Les pères, mères, tuteurs ou curateurs seront tenus d'envoyer leurs enfants ou pupilles aux écoles du premier degré d'instruction ». Ce fut Danton lui-même qui vint appuyer cet amendement et formuler à ce sujet la doctrine qui est restée celle de tous les républicains avancés. « Les enfants, s'écria-t-il, appartiennent à la Société avant d'appartenir à leur famille. Je respecte autant qu'un autre les sentiments de la nature. Mais je sais que toutes nos affections doivent se fondre en une seule, celle de la patrie et le projet me semble conduire à un isolement absolument contraire à l'esprit républicain ».

La plupart des Montagnards appuyèrent le grand tribun. Ils pensaient que la République devait, même par la contrainte, rendre heureux les jeunes Français. L'obligation scolaire, selon eux, devait assurer le bonheur de tous par l'instruction. L'obligation, à leurs yeux, n'était pas incompatible avec la liberté de l'enseignement; c'étaient même deux choses très différentes qu'il fallait séparer l'une de l'autre. D'un côté, aucun

Français ne devrait être exclu des fonctions enseignantes, à moins qu'il fut inapte ou moralement indigne de les remplir, de l'autre, tous les enfants devaient participer aux bienfaits de l'instruction, pour le salut de la République et pour leur propre bonheur. C'est à Danton qu'appartient le grand mérite d'avoir fait voter, le 22 frimaire, le principe fécond de l'enseignement obligatoire, qui est la base indispensable de tout progrès de la civilisation humaine.

Le 29 frimaire, la Convention adopta les trois premières sections du projet et en décida la promulgation et l'exécution immédiates (1). Ce fut le décret-loi du 29 frimaire an II, sur l'organisation de l'instruction publique et sur le premier degré d'instruction (2).

Cette loi était divisée en trois sections : 1^{re} section, *De l'Enseignement en général* ; 2^e section, *De la Surveillance de l'enseignement* ; 3^e section, *Du 1^{er} degré d'Instruction*.

La première section détermine les conditions générales de l'enseignement. L'enseignement est libre et devra être fait publiquement. Les citoyens et citoyennes qui voudront user de la liberté d'enseigner seront tenus : 1^o De déclarer, à la municipalité ou section de la commune, qu'ils sont dans l'intention d'ouvrir une école ; 2^o De désigner la catégorie de science ou d'art qu'ils

(1) Duvergier, *Collection des lois*, t. VI, p. 530.

(2) *Id. ibid.*, t. VI, p. 428 et suiv.

se proposent d'enseigner ; 3° De produire un certificat de civisme et de bonnes mœurs, signé de la moitié des membres du Conseil général de la commune ou de la section du lieu de leur résidence, et par deux membres au moins du Comité de surveillance de la section ou du lieu qui en est le plus voisin.

En somme, dans ses dispositions générales, cette loi proclame la liberté de l'enseignement et ne demande aux instituteurs et institutrices que les garanties strictement nécessaires, la publicité de l'enseignement, afin que l'opinion puisse le contrôler et le surveiller, et le certificat de civisme et de bonnes mœurs. Certes, on pourrait objecter que ce certificat de civisme était alors une entrave à la liberté, puisqu'en somme il supposait l'adhésion à la Révolution ; mais il faut penser que la loi ordonne de payer tous les instituteurs aux frais du Trésor national ; il est naturel que la Convention n'ait pas voulu salarier des instituteurs ouvertement hostiles à son gouvernement et insurgés contre elle. Il faut dire aussi que ce certificat de civisme pouvait s'obtenir facilement, à la condition qu'on ne fût pas rallié publiquement à la contre-révolution. La Convention accorda dans la première section de la loi du 29 frimaire, an II, la liberté de l'enseignement, mais la liberté seulement dans l'ordre républicain et démocratique.

Mais les sections II et III apportent des restrictions graves à cette liberté. Les instituteurs ou ins-

titutrices sont placées sous la surveillance immédiate de la municipalité ou section, des pères, mères, tuteurs ou curateurs et sous la surveillance de tous les citoyens. « Tout instituteur ou institutrice qui enseignerait dans son école des préceptes ou maximes contraires aux lois et à la morale républicaine, sera dénoncé par la surveillance et puni selon la gravité du délit (1) ». Il est donc expressément interdit de donner dans les écoles un enseignement qui ne respecte et ne propage pas les doctrines révolutionnaires alors admises par la Convention. Même dans l'enseignement élémentaire, les maîtres sont tenus de se conformer aux livres élémentaires adoptés et publiés à cet effet par la représentation nationale (1). La Convention chargea son Comité d'instruction « de lui présenter les livres élémentaires des connaissances absolument nécessaires pour former les citoyens, et déclare que les premiers de ces livres sont les Droits de l'homme, la Constitution, le tableau des actions héroïques ou vertueuses (2) ».

Ce n'est plus la liberté de l'enseignement, telle que nous la comprenons, même plus la liberté dans l'ordre républicain. La liberté de l'enseignement restreinte par les premiers articles de la section III, n'est que la liberté d'ouvrir une école. Tout citoyen ou citoyenne

(1) Section II, art. 2.

(2) Section III, art. 2.

(3) Section III, art. 1^{er}.

offrant les garanties exigées par la première section, peut ouvrir une école primaire, mais il ne peut y donner qu'un enseignement officiel, dont les tendances sont nettement déterminées par le gouvernement.

Les instituteurs et les institutrices seront payés par les receveurs de district ; ils n'auront pas un traitement fixe, mais recevront annuellement, pour chaque enfant ou élève l'instituteur 20 livres, l'institutrice 15 livres.

« Les communes éloignées de plus d'une demi lieue du domicile de l'instituteur le plus voisin, et dans lesquelles, par défaut de population, il ne s'en établirait pas, pourront, d'après l'avis des directoires de district, en choisir un. La république lui accordera un traitement annuel de 500 livres. »

Par ce système de payer les maîtres selon le nombre de leurs élèves, la Convention pensait stimuler leur zèle et leur activité. Mais il était défectueux. D'abord il exposait les instituteurs et institutrices à un alea trop grand ; leurs moyens d'existence devenaient incertains ; ils étaient continuellement en proie aux soucis du lendemain. Ensuite il ouvrait la porte à toutes les intrigues et à toutes les manœuvres des ambitieux et des maîtres pauvres ou chargés de famille, pour avoir des élèves. Le traitement fixe est une garantie matérielle et morale non seulement pour l'instituteur, mais aussi pour les parents et les élèves.

Enfin, le système de la loi du 29 frimaire favorisait les villes au détriment des petites communes. Les meil-

leurs instituteurs et institutrices devaient naturellement délaisser les campagnes, les villages, et rechercher les villes, où la clientèle scolaire était beaucoup plus nombreuse.

La loi du 29 frimaire an II ne donnait aux instituteurs aucun bâtiment scolaire, aucun logement; elle ne prescrivait même, pour les écoles, aucune règle d'hygiène. Il n'y avait aucune indication sur la coéducation ou la séparation des garçons et des filles. Sans doute la Convention, sur ce point, voulait laisser les parents entièrement libres.

Cependant, malgré ces imperfections, la loi réalisait un progrès immense. Elle établissait non seulement la gratuité, mais l'obligation de l'instruction primaire. Les instituteurs et institutrices ne pouvaient non seulement plus prélever sur les parents des élèves une rétribution, mais il leur était interdit « de prendre aucun de leurs élèves en pension, donner aucune leçon particulière, ni recevoir des citoyens aucune espèce de gratification, sous peine d'être destitués (1) ».

Des mesures rigoureuses et efficaces étaient prises pour rendre l'enseignement obligatoire. « Les pères, mères, tuteurs ou curateurs, dit l'art. 6, seront tenus d'envoyer leurs enfants ou pupilles aux écoles du premier degré d'instruction, en observant ce qui suit :

« Ils déclareront à leur municipalité ou section

(1) Section III, art. 10.

1° Les noms ou prénoms des enfants ou pupilles qu'ils sont tenus d'envoyer aux dites écoles ;

2° Les noms et prénoms des instituteurs ou institutrices dont ils font choix. » (Art. 7)

Ce registre de la municipalité ou section est contrôlé par celui que tient l'instituteur ou l'institutrice, d'après l'art. 10, section III.

L'art. 8 fixe la durée de la scolarité.

« Les enfants ne seront point admis dans les écoles avant l'âge de six ans accomplis ; ils y seront envoyés avant celui de huit. Leurs pères, mères, tuteurs ou curateurs ne pourront les retirer des dites écoles, que lorsqu'ils les auront fréquentées au moins pendant trois années consécutives. »

L'art. 9 édicte les sanctions contre la non observation de ces dispositions. « Les pères, mères, tuteurs ou curateurs qui ne se conformeraient pas aux dispositions des art. 6, 7 et 8 de la présente section, seront dénoncés au tribunal de police correctionnelle, et si les motifs qui les auraient empêchés de se conformer au décret, ne sont pas reconnus valables, ils seront condamnés, pour la première fois à une amende égale au quart de leurs contributions.

« En cas de récidive, l'amende sera double, et les infracteurs seront regardés comme ennemis de l'égalité et privés pendant dix ans de l'exercice des droits du citoyen. Dans ce dernier cas, le jugement sera affiché. »

L'obligation était même étendue aux enfants déjà sortis de l'école, par les art. 14 et 15 de la section III.

« Les jeunes gens qui, au sortir des écoles du premier degré d'instruction, ne s'occuperont pas du travail de la terre seront tenus d'apprendre une science, art ou métier utile à la société.

« Ceux des dits jeunes gens qui, à l'âge de vingt ans accomplis, ne se seraient pas conformés aux dispositions de l'article ci-dessus, seront privés pendant dix ans de l'exercice des droits de citoyen.

« Les pères, tuteurs et curateurs qui auraient concouru à l'infraction du présent décret, subiront la même peine. Elle sera prononcée par la police correctionnelle, sur la dénonciation qui lui en sera faite, dans le cas où l'inexécution ne serait pas fondée sur des motifs valables. »

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA PÉRIODE THERMIDORIENNE ET LA RÉACTION CONTRE LA
LOI DU 29 FRIMAIRE AN II. LOIS DU 27 BRUMAIRE AN III
ET DU 3 BRUMAIRE AN IV. — LE DIRECTOIRE.

La loi du 29 frimaire an II avait rallié les robespierristes par haine des athées et des hébertistes, les amis de Danton, qui déjà demandaient la modération et l'indulgence, enfin la Plaine et les catholiques, parce qu'elle proclamait la liberté de l'enseignement et n'interdisait pas formellement aux ecclésiastiques d'ouvrir des écoles publiques. Elle fut complétée par une série d'autres décrets, dont l'un, rapporté par Grégoire, instituait le concours pour les meilleurs méthodes d'enseignement et pour les livres élémentaires et nommait un jury chargé de choisir les meilleurs ouvrages (1).

Dans ce jury on appela des savants comme Monge, Lagrange, Daubenton, Buache et d'autres.

La loi du 29 frimaire, eut un commencement d'application. Des écoles primaires furent ouvertes en assez grand nombre, et les instituteurs furent salariés par

(1) Duvergier, *Collection des lois*, t. VII, p. 23.

la République. Mais une organisation complète de l'instruction primaire était impossible dans les luttes terribles où la France révolutionnaire se débattait. Ni la Convention ni les citoyens n'avaient le loisir de créer partout des écoles primaires publiques et de généraliser l'instruction. On ne put mettre en vigueur l'obligation scolaire ; on ne put appliquer les sanctions prévues par la loi aux parents coupables de ne pas avoir envoyé leurs enfants à l'école. D'ailleurs, la loi du 29 frimaire an II, ne put produire tous ses effets, car elle ne resta en vigueur que pendant moins d'un an, tant que dura le gouvernement des démocrates et la Terreur.

Malgré toutes ses imperfections, elle est un louable effort de réaliser l'instruction générale dans la liberté ; elle est d'autant plus à l'honneur des Montagnards, qui l'avaient fait voter qu'ils ont fait des efforts sincères et intelligents pour l'appliquer. Le 13 prairial an II (1^{er} juin 1794), quelques jours avant le vote de la terrible loi du 22 prairial, Barère, au nom du Comité de salut public, présente un rapport sur la création nécessaire sous le nom d'École de Mars, d'une école militaire révolutionnaire et en même temps souleva le problème grave et délicat d'une école destinée à former des instituteurs. « Un vide nombreux, dit-il, menace la République dans les fonctions civiles et militaires. Le retard occasionné dans l'éducation publique par les secousses et la durée de la Révolution, se fera forcée-

ment sentir dans quelques années... Cet objet a frappé depuis longtemps le Comité de salut public, et il a aussitôt cherché quels étaient les moyens les plus prompts de préparer des défenseurs, des fonctionnaires et de bons citoyens. Il a pensé qu'il pouvait d'un côté former à Paris une école où se formeraient des instituteurs pour les disséminer ensuite dans tous les districts; cette pensée sera l'objet d'un autre rapport ». (1)

Ainsi le comité du salut public, soucieux de répandre l'instruction publique républicaine, songeait, sous l'inspiration de Robespierre et de Saint-Just, à créer déjà, en pleine Terreur, une école normale. Les événements ne lui laissèrent pas le temps de réaliser cette grande pensée avant la chute de Robespierre et la réaction thermidorienne, qui constitue une nouvelle phase dans l'histoire de l'instruction sous la Révolution.

La chute de Robespierre, survenue le 9 thermidor an II (27 juillet 1794), amena une période de réaction contre le régime démocratique élaboré après la fin de la royauté. Les démocrates perdirent la direction de la Convention. Un nouveau parti se forma, celui des thermidoriens, comprenant les anciens Girondins et la Plaine; il s'appuyait sur la bourgeoisie et les classes moyennes et cherchait à leur assurer le pouvoir dans la République.

(1) Voir *Moniteur universel* des 13, 14 et 15 brumaire an II.

Les démocrates furent poursuivis, le Club des Jacobins fut fermé. On attaqua le suffrage universel, qui donnait la prépondérance aux masses populaires ; on désarma les ouvriers parisiens. L'œuvre de réaction devait s'étendre tout naturellement à l'organisation de l'enseignement primaire. Les démocrates, pendant la Terreur, avaient fait décréter l'obligation, la gratuité et la laïcité de l'instruction primaire publique et avaient mis ainsi en vigueur les principes essentiels de l'enseignement dans une démocratie. Les thermidoriens, qui voulaient arrêter le mouvement démocratique et organiser la République des classes moyennes, le gouvernement de la bourgeoisie, repoussèrent la conception de la démocratie enseignante et les principes de Danton, de Robespierre et des Montagnards avancés.

Les attaques contre la loi de frimaire an II commencèrent dès le lendemain de la chute de Robespierre.

Lakanal, nommé rapporteur du comité d'instruction publique, entreprit de saper la loi d'abord à la Convention le 2 brumaire an III (30 octobre 1794), dans son rapport sur les écoles normales (1). Il y fit un éloge chaleureux du projet de Condorcet, « préparé sur des vues très vastes ». Puis il attaqua, non pas directement, mais par des insinuations, l'œuvre que la Convention avait réalisée avant Thermidor. « Née, dit-il, au milieu de tant d'événements qui ébranlaient le monde..., la Convention nationale n'a pas pu et n'a pas dû

(1) Guillaume, *Procès-verbaux*, t. V, p. 151 et suiv.

s'occuper en même temps du soin d'éclairer la France et du soin de la faire triompher. Elle a fait quelques essais pour l'instruction publique, et les a abandonnés, parce qu'elle a senti que le moment n'était pas venu encore où elle pourrait opérer avec toute la grandeur de ses vues, de ses intentions et de ses moyens... Lorsqu'au milieu de tant de crises, de tant d'expériences morales si nouvelles, il sortait tous les jours de nouvelles vérités, comment songer à poser par l'instruction des principes immuables »? Lakanal estimait donc que rien n'avait encore été fait dans l'ordre de l'instruction. Il proclamait hautement que la loi du 29 frimaire an II ne pouvait pas être considérée comme définitive, mais n'était qu'un essai. Cependant, puisqu'à la fin de 1794 la France était sauvée et victorieuse, il serait temps de songer à l'instruction. « L'Europe, dit Lakanal, se soumet à la puissance de la République et la République se soumet à la raison. C'est le moment où il faut rassembler dans un plan d'instruction digne de vous, digne de la France et du genre humain, les lumières accumulées par les siècles qui nous ont précédés, et les germes des lumières que doivent acquérir les siècles qui nous suivront ».

C'était indiquer clairement qu'il fallait remplacer la loi du 29 frimaire par une autre. Lakanal se bornait, comme première mesure, à demander des écoles normales, où l'on formerait des instituteurs publics. Ce devaient être des écoles modèles, des écoles-type, qui

seraient créées dans tous les départements. Comme mesure de transition, une première école normale serait établie à Paris sous le contrôle direct de la Convention et surveillée spécialement par deux de ses membres. Les administrations des districts y enverraient un certain nombre d'élèves pour y apprendre l'art d'enseigner d'après « les méthodes tracées dans les livres élémentaires adoptés par la Convention nationale, et publiés par ses ordres. » Ensuite ils iraient répéter les leçons reçues « dans toutes les parties de la République où ils auraient été appelés et ouvriraient partout des écoles normales ».

Le projet proposé par Lakanal fut voté le 9 brumaire an III (30 octobre 1794) après une courte discussion. C'était une tentative très nette d'organiser plus fortement un enseignement officiel, un enseignement d'État (1). La loi du 29 frimaire an II consacrait la liberté de l'enseignement. Elle reconnaissait à chaque citoyen le droit d'avoir une école, à condition de se conformer aux lois républicaines. Ses partisans s'étaient élevés avec force contre la création d'un corps enseignant spécial, privilégié, composé de maîtres ayant reçu l'estampille officielle. La loi du 9 brumaire an III sur les écoles normales au contraire créait ce corps d'État; elle créait des instituteurs officiels, privilégiés de fait.

Les instituteurs, choisis par les administrations des

(1) Duvergier, *Recueil cité*, t. VII, p. 382.

districts, et envoyés par elles à l'école normale, devaient sans aucun doute, occuper, à leur sortie de l'école, une situation supérieure à celle du libre citoyen qui tenait une école primaire. L'appui officiel de la République, de l'administration lui était assuré. Pourquoi, s'il en était autrement, aurait-il été envoyé d'office à l'école normale ? Et pourquoi la République entretiendrait-elle ces écoles normales, si ce n'était pour y former des maîtres dévoués, et les y exercer à un enseignement public et officiel ?

Ainsi, en fait, la libre concurrence, tant vantée par Bouquier, était supprimée. Un corps enseignant officiel était créé. De là à fonder des écoles primaires officielles, des écoles primaires d'Etat, il n'y avait qu'un pas, qui nécessairement devait être franchi rapidement ; il fallait des écoles pour les nouveaux maîtres.

Au Comité d'instruction publique, Lakanal, inspiré par Sieyès et par Daunou, ne tarda pas à proposer un projet nouveau d'instruction primaire, en remplacement de la loi du 29 frimaire, an II.

A la fin de l'année 1794, les thermidoriens avaient définitivement refoulé les Montagnards démocrates. La Convention était complètement dominée par les modérés, représentant la bourgeoisie et la classe moyenne, hostiles à tout gouvernement populaire. La loi du 29 frimaire an II, pour eux, était l'œuvre du parti populaire, un legs de la Terreur ; elle semblait avoir été destinée à renforcer le gouvernement de Robespierre

et des Jacobins. Ils voyaient un grand danger à la maintenir, d'abord parce qu'elle permettait aux démocrates et à tous leurs autres adversaires d'avoir des écoles et, par elles, de faire de la propagande auprès de la jeunesse, ensuite parce qu'elle rendait impossible la mainmise du pouvoir central sur l'enseignement et qu'elle favorisait la démocratie par l'instruction obligatoire. Aussi jugèrent-ils prudent de reprendre, dans ses grandes lignes, le projet déposé en juin 1793 par Sieyès et rapporté alors par Lakanal.

Le Comité d'instruction publique examina ce projet et l'adopta en le modifiant sur quelques points de détail, mais en conservant la liberté de l'enseignement et le droit de chaque citoyen d'avoir une école particulière, existant à côté de l'école officielle.

Lakanal fut chargé du rapport. Il le présenta dans les séances des 27 et 28 brumaire an III. Les Montagnards firent une résistance énergique pour obtenir une surveillance rigoureuse des écoles particulières, dans lesquelles ils redoutaient des écoles de la contre-révolution ; mais en vain. Leflot n'eut aucun succès en demandant des peines contre les parents qui n'enverraient pas leurs enfants à l'école. Levasseur souleva les murmures en répétant la parole autrefois applaudie de Danton, que les enfants appartenaient à la patrie plus qu'à leurs parents (1). La majorité abandonnait

(1) *Moniteur Universel*, n^{es} des 28, 29, 30 brumaire. — Guillaume V, p. 141 et suiv., p. 224 et suiv.

ainsi tous les principes qui avaient inspiré la Convention pendant la première période de son existence.

Elle vota le projet rapporté par Lakanal, qui devint le décret du 27 brumaire, an III (17 novembre 1794).

Ce décret comprend quatre chapitres et 35 articles (1). Le premier chapitre règle l'institution des écoles primaires, le second crée un jury d'instruction, le troisième détermine la situation des instituteurs, le quatrième l'instruction et le régime des écoles primaires.

« Les écoles primaires, dit l'art. 1^{er}, ont pour objet de donner aux enfants de l'un et de l'autre sexe l'instruction nécessaire à des hommes libres ».

Il y aurait une école primaire par mille habitants en moyenne (2). Chacune d'elles serait divisée en deux sections (3), l'une pour les garçons avec un instituteur, l'autre avec une institutrice pour les filles. La Convention repoussait ainsi définitivement la coéducation des deux sexes.

Les « ci-devant presbytères non vendus au profit de la République devaient être mis à la disposition de la municipalité pour servir, tant au logement de l'instituteur qu'à recevoir les élèves pendant la durée des leçons ». Ailleurs, sur la demande des administrations de district, un local convenable devait être accordé

(1) Guillaume, *Procès-verbaux du Comité de l'Instruction publique de la Convention*, t. V, p. 234.

(2) Chap. I, art. 2.

(3) Chap. I, art. 7.

« pour la tenue des écoles primaires (1) ». Les filles et les garçons recevaient la même instruction dès l'âge de six ans accomplis. On leur enseignerait : 1° A lire et à écrire ; 2° La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, et la Constitution française ; 3° Les éléments de la morale républicaine ; 4° Les éléments de la langue et de la syntaxe française ; 5° Les règles du calcul simple et de l'arpentage ; 6° Les éléments de la géographie et de l'histoire des peuples libres ; 7° Des instructions sur les principaux phénomènes et les productions les plus usuelles de la nature ; 8° Le recueil des actions héroïques et des chants de triomphe (2). Une attention particulière était prêtée à l'hygiène et aux exercices physiques. Enfin la loi instituait des leçons de choses, des visites dans les hôpitaux, dans les manufactures et les usines (3). Les élèves, à certains jours, devaient aider, dans leurs travaux domestiques et champêtres, les vieillards et les parents des défenseurs de la patrie, afin d'apprendre la solidarité et le respect de la vieillesse (4). Il y aurait un enseignement professionnel et manuel : une partie du temps destiné à l'école devait être employé à des « ouvrages manuels de différentes espèces utiles et communes (5) ».

(1) Chap. I, art. 5 et 6.

(2) Chap. IV, art. 1 à 6.

(3) Chap. IV, art. 7 et 9.

(4) Chap. IV, art. 8.

(5) Chap. IV, art. 10.

Enfin, la Convention maintenait le principe de l'enseignement donné d'après des ouvrages officiels. Les instituteurs et les institutrices des écoles primaires étaient tenus d'enseigner à leurs élèves « les livres élémentaires composés et publiés par ordre de la Convention nationale (1) ».

Mais la loi du 27 brumaire, an III, respectait la liberté de l'enseignement. En effet, l'art. 15 du chapitre IV dit formellement : « La loi ne peut porter aucune atteinte aux droits qu'ont les citoyens d'ouvrir des écoles particulières et libres, sous la surveillance des autorités constituées ».

Les Montagnards avaient vivement combattu cette disposition, qui permettrait, selon eux, d'ouvrir à côté des écoles publiques et républicaines, des écoles contre-révolutionnaires (2). Romme et Levasseur, en leur nom, avaient demandé que les instituteurs de ces écoles particulières fussent au moins obligés d'enseigner d'après les livres élémentaires officiels en usage dans les écoles

(1) Chap. II, art. 8.

(2) Duhem entre autres, avait dit le 28 brumaire : « Je crains que par l'effet de cet article, les écoles publiques ne deviennent, à l'égard des écoles particulières, ce qu'étaient autrefois les écoles de pauvreté à l'égard de celles où l'on payait. Je crains qu'elles ne soient fréquentées que par les enfants des sans-culottes, et que Messieurs les riches n'envoient les leurs dans les autres... Les instituteurs ne sont pas astreints à se servir des mêmes livres élémentaires, rien n'est prévu pour s'opposer à l'aristocratie des richesses ». *Moniteur*, 29 brumaire, an III).

primaires publiques. Mais la Convention avait passé à l'ordre du jour sur toutes les propositions des Montagnards.

Il en résultait que les particuliers avaient le droit, non seulement d'ouvrir des écoles, mais encore d'y donner l'enseignement qu'ils voulaient, et non plus celui prescrit par la Convention, à condition naturellement de respecter l'ordre public et de se soumettre au contrôle des autorités. Par contre, les instituteurs et institutrices des écoles publiques devenaient fonctionnaires publics (1). La loi instituait donc des écoles d'Etat et admettait des écoles libres. Elle n'interdisait pas les fonctions de l'enseignement aux ecclésiastiques ni aux desservants d'un culte quelconque. Comme la Convention venait de supprimer le budget des cultes et allait prononcer la séparation des Eglises et de l'Etat, elle ne s'occupait pas de l'enseignement religieux dans les écoles publiques. Du moment que l'Etat ne reconnaissait plus aucun culte public et n'en salariait plus aucun, l'enseignement d'une religion quelconque et la pratique d'un culte étaient naturellement exclus des écoles publiques. Celles-ci, par la force des choses étaient des écoles neutres, des écoles laïques. Mais l'enseignement religieux n'était nullement interdit dans les écoles particulières. La Convention s'était formellement refusée d'y imposer un enseignement déterminé, un

(1) Chap. 2, art. 7.

enseignement laïque et républicain, et avait ainsi laissé la porte ouverte à la religion dans les écoles privées. La loi du 27 brumaire, an III, réalisait donc, d'une manière beaucoup plus large que la loi du 29 frimaire, an II, la liberté de l'enseignement.

Néanmoins, la loi du 27 brumaire marquait un recul. La Convention renonçait au principe de l'obligation, essentiellement démocratique, comme elle devait renoncer bientôt au suffrage universel.

Certes, la majorité semblait toujours exiger que tous les Français fussent instruits ; elle avait même décrété que les enfants qui n'auraient pas fréquenté l'école devaient subir un examen, le jour de la fête de la jeunesse, devant le peuple assemblé ; ceux qui ne prouveraient pas qu'ils possédaient les connaissances jugées nécessaires à tous les citoyens français seraient, jusqu'à ce qu'ils les eussent acquises, écartés de toutes les fonctions publiques. Mais cette mesure était inefficace et injuste : inefficace, car ce n'étaient pas les enfants qui pouvaient décider, s'ils fréquenteraient l'école primaire ou non ; ce n'était par conséquent pas sur les enfants qu'il fallait exercer une contrainte, c'était sur les parents ; injuste, car elle rendait les enfants responsables de la négligence des parents et elle frappait les enfants pour une faute qu'ils n'avaient, en somme, pas commise.

Si réellement la majorité thermidorienne avait tenu à ce que tous les jeunes Français eussent au moins

une instruction primaire, elle n'aurait eu qu'à voter l'amendement demandant qu'on établît des peines contre les parents qui n'enverraient pas leurs enfants à l'école. Or, elle l'avait rejeté et elle avait repoussé ainsi le seul moyen efficace d'amener tous les enfants à l'école. Ce qui prouve nettement l'hostilité plus ou moins masquée de la majorité contre l'obligation, c'est le fait qu'elle ne voulait plus d'une école primaire par commune, ce qui était le seul système permettant à beaucoup d'enfants de paysans la fréquentation régulière de l'école, mais qu'elle établissait une école primaire par mille habitants et privait ainsi des milliers de petites communes rurales d'une école. Dans les campagnes, si l'école ne se trouvait pas dans la commune même, il ne fallait pas compter que les enfants iraient très nombreux tous les matins dans une commune voisine, distante souvent de quelques kilomètres. Non, les thermidoriens étaient hostiles à l'obligation scolaire. Ils ne tenaient pas à ce que les classes les plus pauvres fussent instruites, parce qu'ils voulaient assurer la domination de la classe moyenne, de la bourgeoisie sur les masses populaires, ouvrières et paysannes, parce qu'ils savaient que l'instruction généralisée favorisait les partis démocratiques.

Au moins la loi du 27 brumaire respectait-elle la gratuité de l'enseignement primaire. Même elle réalisait un progrès sur la loi du 29 frimaire an II, en ce sens qu'elle ne payait plus les instituteurs au prorata

du nombre de leurs élèves, mais leur accordait un traitement fixe de 1200 livres au maximum (1).

En principe les instituteurs et les institutrices devaient être nommés par le peuple et être en quelque sorte les délégués directs de la nation à l'enseignement. Mais pendant la durée du gouvernement révolutionnaire, on n'osait pas pratiquer ce système libéral et décentralisateur. La Convention voulait concentrer entre ses mains tous les pouvoirs et, entre autres, principalement la direction de l'instruction populaire. Elle voulait avoir la haute main sur les instituteurs, ces guides de la jeunesse. Aussi, provisoirement, devaient-ils être examinés, nommés et surveillés par un jury d'inspection, composé de trois membres désignés par l'administration du district parmi les pères de famille ; les nominations de ce jury seraient soumises à la sanction de l'administration du district ; en cas de désaccord entre ces deux autorités, le Comité d'instruction publique de la Convention prononcerait en dernier ressort.

La Convention revenait sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, au projet de Sieyès et de Daunou, centralisateur, autoritaire, créant une hiérarchie. C'étaient les Jacobins qui avaient défendu la liberté dans l'enseignement public ; les thermidoriens, dans l'intérêt de leur domination, pour empêcher un enseignement démocratique, revenaient à la hiérarchie, au système monarchique de l'autorité d'en haut.

(1) 1 000 livres pour les institutrices.

Enfin, le décret du 27 brumaire an III abolissait la coéducation des deux sexes pour revenir au système de la section des garçons et de la section des filles. Chaque école aurait un instituteur pour les garçons et une institutrice pour les filles.

La loi du 27 brumaire an III, malgré toutes ses imperfections, malgré l'abolition de l'obligation scolaire, pouvait cependant encore avoir des effets utiles, à condition qu'elle fût appliquée. En somme, elle ordonnait la création de milliers d'écoles primaires gratuites, elle salariait des instituteurs et des institutrices, elle prévoyait un budget national de l'instruction, alors que l'ancien régime n'avait rien fait pour l'instruction du peuple, alors qu'il n'y avait qu'un nombre restreint de petites écoles existantes. Si la nouvelle loi avait été appliquée, il suffisait d'y faire voter un ou deux amendements pour y introduire l'obligation et pour augmenter le nombre des écoles, de façon à en doter chaque commune.

La Convention fit quelques efforts louables. Le comité d'instruction publique ordonna une enquête générale sur l'exécution de la loi ; la commission exécutive devait rendre compte, dans un rapport écrit, de l'état de l'enseignement primaire et des mesures prises ou à prendre, afin d'appliquer la loi du 27 brumaire an III (1). L'enquête fut faite, mais d'une façon incomplète.

(1) Guillaume, *Procès-verbaux du comité d'instruction publique de la Convention*, t. V, p. 238 et suiv.

Bientôt les difficultés financières se firent sentir. La Convention s' alarma de l'énormité des dépenses causées par l'établissement des écoles primaires (1).

Dans un rapport qui condensait les résultats de l'enquête prescrite, Lakanal, en floréal an III, exposait que dans 89 districts (2), 3486 écoles fonctionnaient déjà pour 2.913.000 habitants. Il ressort de nombreuses recherches qui ont été faites, que dans toutes les régions où l'instruction primaire était déjà florissante avant 1789, les écoles se multipliaient et que leur fréquentation était bonne. La loi du 27 brumaire an III commença donc à produire son effet et à donner de bons résultats.

Mais déjà Lakanal, dans son rapport, portait un premier coup de pioche à l'édifice érigé par la loi. Il proposait d'allouer à l'instruction primaire l'ancien budget des cultes ; mais en même temps il semblait indiquer qu'il fallait renoncer au principe de la gratuité. « L'instruction primaire, écrivait-il, étant un bienfait dont les avantages s'étendent à tous les citoyens, la nation ne doit en supporter les frais que pour ceux qui sont dans l'impossibilité absolue d'y subvenir, et c'est pour les autres un devoir sacré de contribuer à cette dépense... Ce n'est donc point une mesure vexatoire que d'établir une imposition additionnelle, basée sur les fortunes

(1) Lakanal estimait cette dépense à 34.600.000 livres.

(2) Sur 557 que comprenait alors le territoire de la République.

et proportionnée à la quotité de la contribution de chaque citoyen, pour remplir une partie des dépenses occasionnées par l'établissement des écoles primaires ».

La Convention ne devait pas tarder à entrer dans cette voie et à songer à la suppression de la gratuité de l'instruction primaire.

Les modérés, qui avaient la direction de l'Assemblée, s'engagèrent de plus en plus dans la réaction contre les institutions démocratiques. Le 1^{er} prairial an III la dernière insurrection populaire fut écrasée; les derniers chefs de la Montagne et du Parti démocratique furent exécutés et parmi eux Romme, l'ardent défenseur de l'instruction primaire obligatoire, gratuite et républicaine. Les ouvriers parisiens furent désarmés et exclus de la Garde nationale. La commune de Paris avait déjà été dissoute et la capitale privée de ses libertés municipales et placée sous un régime d'exception.

La Constitution démocratique de 1793 fut définitivement écartée et avec elle le suffrage universel secret et direct.

Une Commission de 11 membres, presque complètement composée de Girondins aigris et hostiles à la démocratie, comme Louvet, Thibaudeau, de modérés et de secrets royalistes, comme Daunou, Boissy d'Anglas, Lanjuinais, fut chargée de préparer un nouveau projet de constitution, dans lequel devait être englobée une loi générale et organique sur l'instruction.

Le 5 Messidor an III, Boissy d'Anglas présenta un

long rapport sur le projet de Constitution élaboré par Daunou, l'ami de Sieyès. C'était en partie une diatribe violente contre « l'anarchie » de la période terroriste et contre le « tyran » Robespierre. Des modifications profondes étaient demandées aux bases mêmes du régime politique.

Boissy d'Anglas proposait également d'organiser l'instruction publique et annonçait des modifications à la loi du 27 brumaire an III.

Le 5 fructidor an III, la nouvelle Constitution était votée, qui remettait le gouvernement de la République à un Directoire exécutif et à deux Assemblées législatives : le Conseil des Anciens et le Conseil des Cinq-Cents.

La Constitution de l'an III abolissait le suffrage universel. Le droit de vote n'appartenait qu'aux citoyens âgés de 25 ans au moins et payant une contribution directe (1). De nombreux ouvriers en étaient exclus par là.

En étaient privés également les prêtres insoumis, les parents d'émigrés, les gens compromis comme royalistes, tous ceux qui avaient prononcé des vœux religieux, enfin les domestiques et les illettrés. L'art. 16 du titre II de la Constitution était important surtout. « Les jeunes gens ne peuvent être inscrits sur le registre civique, s'ils ne prouvent qu'ils ne savent lire et écrire et exercer une profession mécanique... »

(1) Titre II de la Constitution ; voir le *Moniteur universel* de messidor, thermidor, fructidor, an III ; pour le texte de la Constitution, Duvergier, t. VIII, p. 277 et suiv.

C'était le rétablissement du suffrage censitaire, qu'on aggravait encore par l'élection des Conseils à deux degrés. Les citoyens payant une contribution directe, qui n'étaient pas formellement privés du droit de vote, nommaient, dans les assemblées primaires, des électeurs, un électeur à raison de 200 citoyens inscrits sur les registres civiques. Ces électeurs devaient être propriétaires ou usufruitiers d'un bien dont le revenu était évalué à un minimum de 100 à 200 journées de travail, suivant l'importance des communes (1). Les électeurs seuls du département pouvaient nommer les membres des Conseils, Conseil des Cinq Cents, Conseil des Anciens. (2)

La réalité du pouvoir passait donc aux propriétaires, aux classes aisées de la société.

Certes, la République censitaire ne pouvait pas se désintéresser de l'instruction publique. Boissy d'Anglas, dans son rapport, en avait proclamé la nécessité. Aussi le titre X de la Constitution de l'an III était-il consacré à l'instruction publique. « Il y a, prescrit l'art. 296, dans la République des écoles primaires où les élèves apprennent à lire, à écrire, les éléments du calcul et ceux de la morale. La République pourvoit aux frais de logement des instituteurs préposés à ces écoles. »

Il était donc acquis qu'il y aurait des écoles pri-

(1) Titre IV de la Constitution.

(2) Titre V de la Constitution.

maires publiques, entretenues aux frais de l'Etat ; mais la Constitution restait muette sur la gratuité et l'obligation de l'instruction primaire. Tous ces détails devaient être réglés par une loi organique.

L'art. 300 de la Constitution, enfin, garantissait une entière liberté aux écoles particulières et privées. Cependant, les prêtres insoumis, les parents d'émigrés, les royalistes compromis dans les mouvements contre-révolutionnaires, les congrégationnistes, n'étant pas reconnus comme citoyens, étaient implicitement exclus du bénéfice de cette liberté d'enseignement, dont ne pouvaient jouir que les citoyens.

La Commission des onze et le Comité d'instruction publique avaient préparé une loi organique sur l'organisation de l'instruction publique, réglant l'application du titre X de la Constitution, et dont Daunou fut rapporteur.

Daunou lut son rapport et son projet à la séance du 27 vendémiaire an IV (1). Il y fit un éloge de Talleyrand, mais reprocha à son projet d'être trop centralisateur, prétendit que Condorcet avait proposé un corps enseignant privilégié, « une église académique » ; il tonna contre l'anarchie terroriste. Il prétendit condenser, résumer et codifier les idées sanctionnées par la Convention après le 9 thermidor. Selon lui, il s'agissait, dans la loi organique, d'assurer la « liberté de l'éducation domestique, la liberté des établissements particuliers

(1) Guillaume, *Procès-verbaux*, t. VI, p. 786 et suiv.

d'instruction, la liberté des méthodes d'instruction. » Tout dépendait, pensait-il, du bon choix des instituteurs, de la sollicitude du gouvernement et de la composition des livres élémentaires. Sur ce dernier point, il partageait les illusions de la plupart des collègues, que nous avons déjà signalées.

Le projet de Daunou avait trait à toute l'instruction publique ; c'était un projet général. Le titre 1^{er}, comprenant 11 articles, avait trait à l'instruction primaire, réglant la répartition des écoles et des charges budgétaires, la nomination et la situation des instituteurs, le programme et la surveillance des écoles.

Le projet fut adopté le 3 brumaire an IV (25 octobre 1796), presque sans discussion, et devint la loi du 3 brumaire an IV. Sur la proposition de Lakanal, la Convention décida encore que chaque école serait divisée en une section de garçons, dirigée par un instituteur, et une section de filles avec une institutrice.

La loi du 3 brumaire an IV était un nouveau recul. Elle supprimait la gratuité. Les instituteurs, tout en étant fonctionnaires publics, ne recevaient plus de traitement fixe, la République ne leur donnait que le logement ; leur traitement était constitué par la rétribution annuelle qu'ils devaient prélever sur les élèves et dont le taux était déterminé par l'administration du département (1). L'administration pouvait excepter de cette rétribution un quart des élèves de chaque école

(1) Titre I, art. 8. Voir Duvergier, t. VIII, p. 435 et suiv.

primaire « pour cause d'indigence » (1). Les privilèges sociaux étaient ainsi transportés de nouveau dans les écoles, d'où le principe d'égalité était banni. C'était la rupture complète avec les principes démocratiques que la Convention avait professés pendant deux ans. Dans les écoles de la République où les enfants auraient dû apprendre la fraternité et l'égalité, on allait distinguer entre élèves pauvres et élèves riches, entre payants et non payants. C'était le régime censitaire transporté à l'école. C'était ressusciter les vieux errements de l'instruction donnée par charité.

Naturellement l'obligation n'avait pas été rétablie par cette loi de réaction. Il n'y avait plus qu'une seule sanction contre les illettrés, c'était la privation du droit de vote, s'ils n'avaient pas été soldats. L'examen des enfants, à la fête de la jeunesse, prescrit par la loi du 27 brumaire an III, était supprimé.

Chaque département aurait un Jury d'instruction, dont les membres étaient nommés par l'administration départementale. Ce Jury devait examiner les instituteurs et les proposer au choix de l'administration départementale, qui ferait la nomination. Les instituteurs ne pouvaient être destitués que par une procédure formelle et après avoir été entendus. C'était une garantie contre l'arbitraire qui leur était ainsi donnée (2).

(1) Titre II, art. 9.

(2) Titre I, art. 2 à 4.

L'art. 11 enfin plaçait les écoles primaires sous la surveillance des administrations municipales.

Daunou avait voulu faire un essai de décentralisation, en évitant de renforcer le pouvoir du gouvernement central sur les écoles primaires. En réalité avec la nouvelle organisation, la République se désintéressait presque complètement de l'instruction primaire et en abandonnait le soin aux autorités locales, insuffisamment préparées à cette lourde tâche et insuffisamment outillées pour la remplir.

Il était avéré que la majorité de la Convention, en votant la nouvelle loi, pensait bien restreindre le nombre des enfants qui bénéficieraient de l'instruction primaire. Elle le prouvait si bien qu'elle diminuait encore le nombre des écoles. Il ne devait plus y avoir une école par commune, ni même par mille habitants. L'article premier de la loi disait simplement qu'il serait établi, dans chaque canton, une ou plusieurs écoles primaires. Il y aurait donc une école pour plusieurs milliers d'habitants. Dans les campagnes, les enfants des petites et moyennes communes, n'ayant pour la plupart aucune école à proximité, étaient forcément frustrés de toute instruction, à moins que l'initiative privée suppléât à la négligence ou l'indifférence de l'Etat, par la fondation d'écoles privées.

La loi du 27 brumaire an III, au moins, avait établi un programme d'enseignement primaire assez étendu.

Dans la nouvelle loi il n'était plus question d'ensei-

gnement scientifique, de géographie ni d'histoire, ni de leçons de choses, ni d'enseignement manuel, ni de gymnastique.

Les programmes étaient limités aux notions les plus élémentaires, à la lecture, à l'écriture, aux premières notions du calcul et de la morale républicaine (1).

Ainsi, après avoir acclamé les principes de l'obligation et de la gratuité de l'enseignement primaire, la Convention reculait presque jusqu'à l'ancien régime ; elle se montrait moins libérale que ne l'avait été Talleyrand dans son grand projet de 1791 ; car Talleyrand avait réclamé la gratuité de l'enseignement primaire. Comment expliquer cette réaction ? Sans doute les finances de la République étaient épuisées ; il aurait été difficile à la Convention de trouver les nombreux millions nécessaires pour établir des écoles gratuites dans toutes les communes. Sans doute aussi le personnel enseignant était très restreint. Mais toutes ces raisons n'auraient pas pu déterminer un changement aussi radical dans les principes. La Convention aurait pu créer des écoles progressivement, au fur et à mesure que la situation financière s'améliorait, jusqu'à ce qu'il y en eût partout. Enfin, ce ne pouvait être le manque d'argent qui l'avait déterminée à réduire les programmes de l'enseignement primaire au plus strict minimum.

(1) Titre I, art. 5.

Si, en 1793 il y a eu réaction dans l'ordre de l'enseignement primaire, c'est qu'il y a eu réaction générale, ainsi que nous avons déjà vu. La majorité républicaine modérée avait envoyé les derniers chefs de de la Montagne sur l'échafaud ; elle avait désarmé le peuple et placé Paris sous un régime d'exception ; elle avait aboli le suffrage universel et privé, entre autres, les illettrés du droit de vote. N'ayant qu'un but, qui était d'assurer la domination de la bourgeoisie riche et aisée, elle n'avait aucune raison de donner l'instruction aux pauvres et de renforcer ainsi le parti démocratique.

La loi du 3 brumaire an IV sur l'enseignement cadrerait parfaitement avec la Constitution de l'an III et avec toutes les mesures votées pour établir et fortifier la République censitaire et bourgeoise.

Les modérés au pouvoir n'avaient aucun intérêt à répandre l'instruction primaire ; au contraire, en le faisant, ils auraient diminué le nombre des illettrés et augmenté le nombre des ouvriers et des paysans jouissant du droit de vote ; ils auraient renforcé les démocrates hostiles à leur pouvoir et au régime censitaire.

Tout l'effort de la Convention, dans les derniers temps de son existence, avait tendu à fortifier la République des thermidoriens modérés, des bourgeois censitaires. La loi du 3 brumaire an IV, votée la veille de sa séparation, était la consécration de cet effort. Elle séparait le peuple nettement de la bourgeoisie ; il y avait un fossé, une séparation tranchée entre l'école du peuple,

l'école primaire, et l'école bourgeoise, l'école centrale, entre les programmes des deux branches d'enseignement, de façon à ne pas trop rapprocher les deux classes sociales par l'instruction.

La Convention, dans l'enseignement comme dans l'ordre politique, après avoir essayé de réaliser la démocratie, aboutissait donc à la domination de la bourgeoisie censitaire. L'histoire du Directoire ne devait être qu'une lutte perpétuelle pour le maintien de cette domination.

Quelques efforts furent faits au Conseil des Cinq-Cents pour réformer la loi du 3 brumaire an IV dans un sens démocratique, entre autres pour rapprocher l'enseignement primaire de l'enseignement secondaire.

Le 6 brumaire an VI (27 octobre 1797), Roger Martin, aux Cinq-Cents, lut un rapport où il demandait un traitement fixe de 400 livres pour les instituteurs et l'augmentation du nombre des écoles primaires, de sorte qu'il y en eut une par 3000 habitants. Mais même cette modeste réforme ne put aboutir (1).

Aux Conseils des Anciens, le royaliste Barbé Marbois même attaqua vivement l'instruction primaire publique et lui reprocha son insuffisance ; mais au lieu de proposer une réforme, il ne pensait avec son parti qu'à favoriser les écoles particulières.

Cependant, le parti au pouvoir ne se désintéressait

(1) Voir *Moniteur*, brumaire an VI.

pas entièrement des écoles primaires. Il fit surseoir à la vente des presbytères et des anciens couvents, pour qu'on y installât des écoles. Par un décret du 11 germinal an IV, il fut décidé que les livres élémentaires préparés par une commission de savants conformément aux décrets de la Convention, seraient imprimés aux frais de la République (1).

Mais surtout le Directoire s'attaquait aux écoles privées, créées alors en grand nombre et soutenues par les royalistes et par le clergé. Il y voyait un grand danger pour sa domination. Ces écoles lui paraissaient être un foyer de contre révolution et de royalisme, menaçant non seulement son pouvoir politique, mais aussi la prospérité économique des bourgeois acquéreurs de biens nationaux. Aussi par un décret du 17 pluviôse au VI (5 février 1798) ordonnait-il aux autorités de visiter au moins une fois par mois les écoles particulières, pour voir si les droits de l'homme et la constitution y étaient enseignées et si les livres élémentaires officiels y étaient employés. Il restreignait donc la liberté d'enseignement garantie par la constitution, pour empêcher autant que possible un enseignement anti-gouvernemental (2).

Le mauvais état des finances, la lutte des partis et les guerres continuelles empêchèrent d'ailleurs le Directoire de créer toutes les écoles primaires publiques,

(1) Duvergier, *Collection des lois*, t. IX, p. 81.

(2) *Id. ibid.*, t. X, p. 223.

relativement peu nombreuses cependant, prévues par la loi du 3 brumaire an IV.

A la veille du coup d'Etat de Bonaparte du 18 Brumaire, l'instruction du peuple n'était guère plus avancée matériellement qu'en 1789, au moment de la réunion des Etat-Généraux. Mais au moins le grand principe, fécond de progrès, que l'Etat devait se préoccuper moralement et matériellement de l'instruction primaire, était-il consacré par la constitution, par la loi. Il devait disparaître à son tour.

CHAPITRE II

LE CONSULAT ET LA RÉACTION CONTRE L'INSTRUCTION PRIMAIRE

Le Consulat ne devait apporter aucune réforme de l'enseignement primaire ; bien au contraire, il allait achever l'œuvre de réaction inaugurée après le 9 thermidor. Napoléon Bonaparte avait été porté au pouvoir par la bourgeoisie qui s'était enrichie de la vente des biens nationaux et qui voulait assurer sa prépondérance économique et politique à la fois contre les partis de l'ancien régime et contre les partis populaires et démocratiques. Il s'agissait, pour elle, de prévenir le retour de la royauté et le rétablissement des ordres privilégiés d'un côté, et de l'autre de se défendre contre la République démocratique du suffrage universel et contre les premières tentatives socialistes et communistes qui venaient de se manifester, entre autres, par la conspiration des Égaux de Gracchus Babœuf.

Napoléon Bonaparte sut profiter de ces dispositions de la bourgeoisie, dans l'intérêt de son pouvoir personnel. Il consacrait par le Code civil la plus grande partie des lois civiles votées sous la Révolution, l'éga-

lité civile surtout. Il garantissait aux acquéreurs de biens nationaux la possession de ces biens, par la Constitution de l'an VIII. Toute l'organisation politique et administrative qu'il donna à la France, favorisait les classes riches ; il les associait à son pouvoir et rétablissait même en leur faveur de nombreux privilèges, mais à condition que leurs membres, en échange, fussent ses collaborateurs, ses serviteurs et ses soutiens fidèles (1).

Enfin il prit une série de mesures pour briser tout élan démocratique et ployer les masses populaires sous son joug despotique.

L'obligation de l'enseignement, cette conquête nécessaire de la démocratie, avait déjà disparu après thermidor. Le Consulat allait ramener l'enseignement primaire à l'état où il était avant 1789. On a dit souvent que Bonaparte avait ressuscité partiellement l'ancien régime ; c'est exact, surtout en ce qui concerne l'enseignement du peuple.

Avec son coup d'œil de génie ordinaire, il avait reconnu toute l'importance de l'instruction publique et y avait vu un merveilleux instrument de domination. Il fallait façonner la jeunesse à l'obéissance et à la soumission. Un peuple ignorant est généralement servile, tandis que l'instruction développe les sentiments d'in-

(1) Voir Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, la fin.

dépendance et de liberté. Il fallait donc, dans l'intérêt du pouvoir personnel, après 1800, réduire l'instruction primaire, ne plus la donner à tous les enfants et enseigner dans les écoles primaires qui subsisteraient, avant tout la gloire et la nécessité du règne de Bonaparte. Certes, supprimer complètement l'instruction primaire aurait été une très lourde faute, surtout pour un gouvernement essentiellement militaire. Les écoles primaires seules, en effet, pouvaient fournir au Premier Consul les cadres indispensables de soldats instruits et de bons sous-officiers, qui faisaient la force de son armée et dont il tirait une grande partie de ses officiers. Ce n'était pas le soldat illettré qui portait son bâton de maréchal dans sa giberne, mais bien le soldat ayant reçu une bonne instruction primaire. Mais s'il conservait les écoles primaires, Napoléon Bonaparte les transformait; il ne les considérait pas, à l'instar des philosophes de *xviii^e* siècle et les hommes de la Révolution, comme des instruments de progrès, mais comme une des bases de son despotisme; il en réduisait le nombre; il les plaçait sous l'autorité de ses agents.

L'enseignement secondaire, au contraire, fut développé; car il profitait à la bourgeoisie et devait lui fournir les nombreux officiers et fonctionnaires dont il avait besoin. Il lui donna une organisation militaire, ainsi qu'à l'enseignement supérieur.

Le premier acte important du Consulat fut une cir-

culaire aux Préfets, de Chaptal, ministre de l'intérieur, en date du 25 ventôse an IX (16 mars 1801) (1).

Chaptal prescrivit aux préfets et aux conseils généraux une enquête sur l'état de l'instruction dans les départements, en vue d'une réforme. Les rapports qui lui furent adressés dans la suite, montrèrent une situation navrante. Les efforts de la Convention en matière d'enseignement primaire n'avaient pas abouti.

Les vieilles écoles d'avant 1789 traînaient une existence précaire et misérable ; celles dont la Convention et le Directoire avaient prescrit la création n'avaient pour la plupart jamais été organisées.

Le peuple, las, fatigué, brisé par la tempête révolutionnaire, se désintéressait presque généralement de l'instruction. Les guerres, la disette, la misère faisaient de trop grands ravages et anéantissaient dans les masses l'élan et le ressort qui auraient pu les porter vers les écoles. Les temps n'étaient pas alors aux besoins moraux et intellectuels, mais aux appétits et aux désirs matériels.

La bourgeoisie, d'instinct, se méfiait du peuple et des institutions populaires. Elle détestait les écoles primaires, en qui elle voyait surtout l'œuvre des farouches révolutionnaires partisans de la Constitution de 1793 et de la Terreur. Les gens du peuple, les démocrates, avaient pendant de longs mois exercé le pouvoir et

(1) Voir le *Moniteur* de cette date.

essayé de fonder une République démocratique, favorable aux pauvres.

Ils avaient compté sur l'instruction pour préparer le peuple au gouvernement. Tous ces souvenirs, mêlés à la crainte de la « loi agraire » et d'un mouvement révolutionnaire communiste, les affirmations des révolutionnaires qu'il fallait instruire le peuple pour l'arracher à la servitude et l'amener à la liberté, faisaient que la bourgeoisie, après 1800, montrait une hostilité non déguisée aux écoles primaires.

Donc, découragement du peuple et des démocrates d'une part, hostilité de la bourgeoisie de l'autre, tels sont les sentiments exprimés dans les rapports officiels envoyés à Chaptal. Le Conseil général des Deux Sèvres écrivait qu'il fallait « abandonner les écoles à elles-mêmes, aux volontés des parents et à leurs besoins », c'est-à-dire revenir à l'ancien régime avec les écoles libres, entretenues par les gens de bonne volonté et par les rétributions scolaires des parents disposés à y envoyer leurs enfants.

Napoléon Bonaparte résolut de réorganiser toute l'instruction dans l'intérêt de son pouvoir personnel.

Le conseiller d'Etat Fourcroy élaborait un projet de loi général sur l'instruction publique, qui fut soumis au nom du Premier Consul au Corps législatif.

L'enseignement public d'après ce projet, serait centralisé entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire dirigé par le Premier Consul et ses fonctionnaires dévoués.

Dans l'enseignement secondaire, les écoles centrales, créées par la Convention, étaient supprimées et remplacées par des lycées, où les élèves, tous internes, recevraient une éducation toute militaire. Des aumôniers y donneraient l'instruction religieuse ; l'enseignement de l'histoire était supprimée, afin que la jeunesse aisée ne connût rien des régimes de la liberté ni des révolutions populaires. L'enseignement supérieur fut de même asservi au pouvoir central, dans ses facultés et ses écoles spéciales.

Quant à l'enseignement primaire, la gratuité restait supprimée ; les écoles primaires ne seraient pas entretenues ou subventionnées par l'Etat, mais par les communes principalement. Les programmes scolaires de la loi du 3 brumaire an IV étaient maintenues implicitement. Les instituteurs se bornaient toujours à enseigner la lecture, l'écriture, les éléments du calcul et de la morale, et surtout le respect de la constitution consulaire.

Plusieurs communes pourraient s'entendre entre elles pour entretenir ensemble une seule et même école primaire.

Les instituteurs seraient choisis par les Conseils municipaux et les maires, nommés tous par le Premier Consul dans les listes de notabilité, c'est-à-dire parmi les partisans de la bourgeoisie et des propriétaires ruraux.

Les sous-préfets étaient spécialement chargés de

l'organisation et de la surveillance des écoles et de leur enseignement et tenus d'en faire des rapports mensuels à leurs préfets. En somme, l'instruction primaire du département était placée sous le contrôle étroit et la direction du préfet, agent du pouvoir central. Celui-ci ne s'intéresserait à l'instruction du peuple que pour la restreindre et la diriger dans l'intérêt égoïste d'un homme, d'un despote.

Les communes seraient chargées de fournir les logements et les salles d'écoles aux instituteurs ; les parents des élèves leur payeraient en outre une rétribution dont le montant serait déterminé par les conseils municipaux. Le nombre des élèves gratuits ne devait pas excéder un cinquième dans chaque école.

Le projet n'obligeait aucune commune ni même aucun groupe de communes à avoir une école primaire ou un instituteur. C'était l'abandon complet des principes qui avaient inspiré les penseurs du XVIII^e siècle, et les hommes des trois grandes assemblées nationales.

On ne considérait plus l'instruction du peuple comme inhérent au progrès de la civilisation, comme indispensable au développement de l'humanité, à celui des sciences, des arts et de tous les métiers ; on n'estimait plus qu'elle devait rendre le monde meilleur. On craignait qu'elle développât l'esprit de liberté, l'esprit démocratique dans les masses, et on refusait brutalement de la subventionner et de s'en occuper autrement que pour la restreindre et l'étriquer.

Le projet de Fourcroy rencontra une vive résistance au Tribunal surtout, où il y avait toujours un noyau de républicains (1). Duchesne, entre autres, protesta vivement contre l'abandon par l'Etat de l'instruction primaire et contre la suppression de la gratuité; même il osa parler en faveur de l'obligation. Fourcroy ne trouva que de misérables arguments à lui opposer. « Quel est, dit-il, le peuple nombreux où il existe dans toutes les communes une école gratuite? Quel est le gouvernement qui peut soutenir ou qui soutient ce fardeau? Si cela n'existe nulle part, excepté dans quelques pays resserrés et d'une faible population, c'est qu'il n'est pas dans la nature des choses que cela existe, c'est qu'il est hors de la limite du possible qu'une pareille organisation soit établie chez un grand peuple ».

Et Siméon d'ajouter contre le principe de l'obligation : « Comment forcer les pères de famille à envoyer leurs enfants à l'école? Le culte des lettres ne se commande pas plus que celui de la religion ».

Les grandes luttes dans les assemblées révolutionnaires sur les problèmes les plus hauts et les plus délicats de la civilisation étaient ainsi abaissés à une misérable question d'argent. L'instruction primaire qui devait être un instrument de libération, était traitée comme une chose accessoire.

Néanmoins le projet fut adopté à une majorité écri-

(1) Voir le *Moniteur de Germinal* et de *Floréal* an IX.

sante par les trois Assemblées et devint la loi du 11 floréal an X (1^{er} mai 1802), dont le titre II, comprenant 4 articles, devait rester jusqu'en 1833 la Charte de l'enseignement primaire (1), modifiée par le décret de 1808 sur l'Université impériale, qui assujettissait encore davantage l'instruction au pouvoir central, en établissant en faveur de l'Etat le monopole de l'enseignement. Les écoles primaires furent rattachées alors à l'Université et soumises à son grand maître, qui veillerait au recrutement des instituteurs (2). Les frères des écoles chrétiennes étaient admis à enseigner avec l'autorisation et sous le contrôle du grand maître de l'Université.

Les grandes idées de la Révolution sur l'instruction populaire étaient écartées pour de longues années par le pouvoir personnel, par l'Empire.

Ce ne fut que sous la monarchie de juillet et ensuite sous la troisième République qu'elles devaient revenir en honneur.

(1) Duvergier, *Recueil de lois*, t. XIII, p. 410.

(2) Duvergier, *Recueil de lois*, t. XVI, p. 263 et suiv.

CONCLUSION

La Révolution française n'a pas fait de création durable dans l'enseignement primaire. Elle n'a pas organisé, d'une façon définitive, l'enseignement primaire public en France. Ses créations n'ont été qu'éphémères et ont été emportées par la réaction napoléonienne après le coup d'état du 18 brumaire an VIII.

Cependant les efforts multiples faits par les trois grandes assemblées révolutionnaires n'ont pas été vains.

Des idées nouvelles en matière d'instruction ont été remuées et propagées, qui devaient germer pendant le xix^e siècle et recevoir peu à peu leur application.

En effet, avant 1789, l'instruction primaire en France était très insuffisante. La monarchie de l'ancien régime s'en désintéressait presque complètement. Elle était abandonnée à l'Eglise, à l'initiative privée ou aux communes. Il n'y avait aucun budget officiel de l'instruction publique, aucune surveillance exercée par le gou-

vernement central. L'enseignement était donné dans un but religieux, souvent par charité, sans aucune méthode pédagogique, par un personnel enseignant mal payé, peu instruit, vivant péniblement, surmené et dont le recrutement était défectueux.

Des efforts avaient été faits pour remédier à cette misère de l'instruction primaire, mais ils avaient été insuffisants.

Les philosophes et les économistes du xviii^e siècle avaient apporté des idées nouvelles en matière d'enseignement. Selon eux, l'instruction rendait l'homme meilleur, lui donnait la liberté, développait sa raison et ses qualités morales et était ainsi une des conditions primordiales du progrès humain, du progrès général de la civilisation. Ce fut alors que prirent naissance les principes de l'instruction primaire publique, donnée par les soins de l'Etat, de la gratuité et même de l'obligation de cette instruction, enfin de sa laïcité, de son affranchissement de toute idée religieuse.

Ces principes se trouvèrent exprimés également dans les cahiers des Etats Généraux de 1789. Toute la France réclamait alors un plan d'éducation nationale.

La Constituante inscrivit dans la constitution de 1791 et dans la Déclaration des Droits de l'Homme qui la précédait, le principe indispensable de l'instruction primaire publique organisée par les soins de la nation

et le principe de la liberté de l'enseignement. Son comité de constitution chargea Talleyrand de rédiger un projet de loi portant organisation de l'instruction publique.

Le projet de Talleyrand prévoyait la création d'écoles primaires dans tous les cantons de France, aux frais de la nation, sous la direction et la surveillance du gouvernement. Il se prononçait pour la gratuité, mais laissait de côté l'obligation, qu'il jugeait inutile, puisque la Constituante avait écarté le suffrage universel et la démocratie pour établir un régime censitaire et la prépondérance des classes riches et moyennes. Il était pour la laïcité, mais admettait dans les écoles publiques l'enseignement religieux à côté de l'enseignement civique.

Le projet de Talleyrand ne fut guère discuté par la Constituante. L'extrême gauche de l'assemblée le combattait, par crainte d'un enseignement officiel trop puissant, livrant la jeunesse à la monarchie. La peur du despotisme de l'État inclinait alors beaucoup de constituants vers la liberté de l'enseignement ; ils repoussaient l'enseignement donné par l'État, et les écoles dirigées, dominées par le gouvernement.

Un des principaux soucis des législateurs, après la Constituante, devait être de soustraire les écoles primaires à l'omnipotence de l'État. Néanmoins le problème

de l'instruction primaire s'imposait à l'attention générale. Les démocrates reconnaissaient la nécessité absolue d'assurer l'instruction du peuple, afin de le rendre apte au gouvernement. L'Assemblée législative et la Convention instituèrent des comités d'instruction publique chargés de préparer des projets portant création d'une instruction publique et notamment d'une instruction primaire. Ces comités se livrèrent à des travaux immenses et féconds.

Au nom du Comité de l'instruction publique de la Législative, Condorcet élaborait un projet magistral, qui réalisait des progrès sensibles sur celui de Talleyrand. Il demandait des écoles primaires publiques gratuites et nettement laïques pour presque toutes les communes, la création d'un budget officiel de l'instruction publique; enfin, il voulait faire participer les parents à la surveillance de ces écoles, afin de ne pas trop centraliser l'enseignement. Il ne jugeait pas l'obligation nécessaire, par optimisme.

La Législative n'eut pas le temps de discuter l'admirable rapport de Condorcet et son projet. La Convention l'examina avec beaucoup d'autres. Démocratique jusqu'au 9 thermidor an II, elle pensait que l'instruction primaire était un des problèmes essentiels qui se posaient dans la République du suffrage universel. Elle estimait que l'Etat devait organiser l'instruction gra-

tuite, obligatoire et laïque, qu'il devait vaquer à l'entretien des écoles et salarier les instituteurs. Elle se préoccupa sans cesse de l'enseignement primaire et discuta de nombreux projets, dont les uns demandaient la création d'écoles d'Etat ou d'écoles communales sous le contrôle de l'Etat, les autres voulaient abandonner les écoles à l'initiative individuelle.

La majorité cependant, guidée par les Jacobins, se prononça même en été 1793 pour le projet de Lepelletier, à tendances socialistes, qui voulait enlever l'éducation des enfants aux parents pour la confier entièrement à l'Etat. Elle adopte finalement, par le décret du 29 frimaire an II, le principe de l'enseignement primaire obligatoire, gratuit et libre, mais en restreignant cette liberté, en lui traçant des limites dans l'ordre républicain et en le plaçant sous le contrôle de la Convention. Elle étendit cet enseignement aux jeunes filles, ordonna de salarier les instituteurs et institutrices aux frais de la nation, créant ainsi un budget de l'instruction publique.

Ce décret ne fut pas appliqué, à cause de la guerre étrangère et civile. La réaction, après le 9 thermidor an II, contre la République démocratique du suffrage universel s'étendit également à l'instruction primaire. La Convention institua, par la Constitution de l'an III, une République censitaire, donnant le pouvoir aux classes

riches et moyennes ; afin d'affaiblir le mouvement populaire, elle abandonna successivement le principe de l'obligation, puis celui de la gratuité, bien qu'elle continuât à vouloir établir des écoles primaires publiques aux frais de l'Etat et à vouloir salarier les instituteurs. Elle restreignit le nombre des écoles à créer et renforça le pouvoir de l'Etat. Malgré tous les efforts des démocrates, ni la Convention avant sa disparition, ni les Assemblées du Directoire revinrent à l'obligation et à la gratuité.

Le désordre administratif et politique, sous le Directoire, empêcha même l'organisation et l'instruction primaire publique restreinte. Fort heureusement, les Assemblées révolutionnaires n'avaient pas détruit les anciennes écoles, mais assuré au contraire leur existence. Autrement l'instruction du peuple aurait été presque complètement délaissée.

La réaction napoléonienne, sous le Consulat déjà, détruisit tout ce qui restait de l'œuvre révolutionnaire. L'Etat se désintéressait complètement de l'entretien de l'instruction primaire et l'abandonnait aux communes, mais en plaçant les écoles et les instituteurs sous son contrôle rigoureux. L'enseignement devenait un instrument du despotisme impérial.

Cependant, les idées qui s'étaient développées sous la Révolution n'étaient pas perdues. Au fur et à mesure

que le mouvement démocratique grandissait au XIX^e siècle et que la France devenait plus libérale, l'instruction primaire publique recevait une organisation de plus en plus complète ; la troisième République enfin reprit les grands principes de la Révolution, institua l'instruction primaire publique, gratuite, obligatoire et laïque, et reconnut la liberté de l'enseignement dans l'ordre républicain et démocratique.

Vu :

Par le Président de la thèse,
Paris, le 9 mai 1908.

EMILE CHÉNON.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer.

Le vice recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS

« L'Ami des patriotes, ou le Défenseur de la Constitution », journal ayant paru à Paris de 1789 à 1799.

BOURILLY. — « Les Cahiers de l'Instruction publique aux Etats Généraux de 1789 », Paris, 1894.

« Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'Etat, publiés en France depuis 1789 », par J.-B. DUVERGIER, Paris, 1824 et suiv.

« Le Moniteur Universel », journal quotidien paru à Paris à partir de 1790.

« Procès-verbaux du comité d'instruction publique de l'Assemblée législative », publiés et annotés par J. GUILLAUME, dans la « Collection de Documents inédits sur l'Histoire de France » publiés par les soins du Ministère de l'Instruction Publique, Paris 1889.

« Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention Nationale », publiés et annotés par J. GUILLAUME (même collection Paris, 1891-1907).

« Procès-verbal des séances de la Convention Nationale » Paris, à partir de 1792.

« Rapport sur l'instruction publique, fait au nom du Comité de Constitution à l'Assemblée nationale, les 10, 11, et 19 septembre 1791 », par M. DE TALLEYRAND PÉRIGORD, ancien évêque d'Autun. Imprimé par ordre de l'Assemblée nationale, Paris, 1791, in-4°.

- « Recueil des actes du comité de salut public, avec la correspondance officielle des représentants en mission et le registre du conseil exécutif provisoire », publié par A. AULARD (17 volumes) (collection de Documents inédits, Paris 1889-1906).

OUVRAGES DE L'ÉPOQUE

- ANONYME. — Plan d'éducation nationale, Paris 1789.
- AUDREIN (abbé). — « Mémoire sur l'éducation nationale française ». Paris 1790.
- AUGER. — « Projet d'éducation générale pour le royaume », Paris 1789.
- Du même, en collaboration avec GOSSIN, député de Bar-le-Duc à l'Assemblée Constituante. — « Plan d'Organisation des écoles nationales », Paris 1790.
- BOURDON (Léonard). — « Mémoire sur l'instruction et sur l'éducation nationale », Paris 1791.
- BRULART (DE). — « Discours sur l'éducation publique du peuple », 1790.
- CONDORCET. — « Œuvres », Paris 1847-1849.
- CORNILLEAU, du Château du Loir. — « Palladium de la constitution publique, ou régénération morale de la France... les universités, les collèges sont-ils utiles ou nuisibles ? Projet de nouvelles écoles publiques », 1789.
- DELAS. — « de l'éducation nationale », Paris 1799.
- DIDEROT. — « Œuvres », Paris, 1798.
- GUYTON DE MORVEAU. — « Mémoire sur l'éducation publique », Paris 1764.
- HAZARD (abbé). — « A l'Assemblée nationale, Mémoire sur l'éducation de la jeunesse », Paris 1789.
- LA CHALOTAIS. — « Essai d'Education nationale », Genève, 1763 ; Paris 1825.
- LANGELE. — « Aux Etats Généraux : Idées sur l'éducation nationale ».
- LECLERC. — « Abrégé des études de l'homme fait en faveur de l'homme à former », 2 vol. in-8°.

- DE L'ORATOIRE (Les frères de). — « Plan d'éducation présenté au nom des instituteurs publics de l'Oratoire », Paris 1790.
- PHILIPON DE LA MADELAINE. — « Vues patriotiques sur l'éducation du peuple, tant des villes que des campagnes », Lyon 1783.
- RÉGNIER. — « Lettre aux Etats-Généraux concernant l'éducation », Paris 1789.
- ROLLAND. — « Plan d'éducation », Paris 1762.
- VILLIERS (de Saumur). — « Nouveau plan d'éducation nationale », Angers, Mame, et Paris 1789.

OUVRAGES POSTÉRIEURS A LA RÉVOLUTION

- AULARD. — « Histoire politique de la Révolution française, origines et développement de la démocratie et de la République », 1789-1804, Paris 1901.
- CAHEN. — « Condorcet et la Révolution française, » Paris 1904.
- COMPAYRÉ (Gabriel). — « Charles Demia et les origines de l'enseignement primaire », Paris 1902.
- DEBIDOUR. — « Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France, de 1789 à 1870 », Paris 1898.
- « Dictionnaire de pédagogie et d'instruction publique, [publié sous la direction de Ferdinand Buisson, agrégé de l'Université, inspecteur général de l'enseignement primaire, avec le concours d'un grand nombre de collaborateurs, Paris 1882-1887.
- DURUY. — « L'instruction publique et la Révolution », Paris 1883.
- FABRY. — « Le génie de la Révolution considéré dans l'éducation ou mémoires pour servir à l'histoire de l'instruction publique depuis 1789 jusqu'à nos jours », Paris 1818.
- GUIZOT. — « Essai sur l'histoire et l'état actuel de l'instruction publique en France », Paris, 1816.
- LAIGNEAU. — « Les petites écoles et leurs maîtres avant la Révolution », 1902.
- « L'œuvre sociale de la Révolution française », Paris, 1907.
- RIPERT. — « Le Marquis de Mirabeau », Paris, 1901.
- TOURNEUX. — « Diderot et Catherine II », Paris, 1899.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION. — <i>L'enseignement primaire avant 1789</i> . .	3

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le problème de l'instruction primaire à la Constituante. — Le projet Talleyrand</i> . . .	39
CHAPITRE II. — <i>La législative et le projet de Condorcet</i> . . .	76
CHAPITRE III. — <i>La Convention : projets et lois sur l'instruction primaire de la période démocratique, jusqu'au 9 thermidor an II. — La loi du 29 frimaire an II</i> . . .	107

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — <i>La période thermidorienne et la réaction, contre la loi du 29 frimaire an II. — Lois du 27 brumaire an III et du 3 brumaire an IV. — Le Directoire</i>	163
CHAPITRE II. — <i>Le Consulat et la réaction contre l'instruction primaire publique</i>	192
CONCLUSION	201
BIBLIOGRAPHIE	209

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE, BUSSIÈRE
